



La construction européenne et les bouleversements dans les pays de l'Est

La candidature suédoise

Il y a moins d'un an, le sujet était encore tabou en Suède. A l'exception des conservateurs et des puissants lobbies industriels, tous les partis considéraient qu'une adhésion à la CEE était incompatible avec la poursuite de la politique de neutralité.

La brusque volte-face des sociaux-démocrates a changé les données de la question : quelques conversations avec l'opposition et les syndicats amis pour éviter un débat rageur dans l'opinion, et le tour était joué. Vendredi 14 juin, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a annoncé que son pays était candidat à l'adhésion et qu'il rejoignait ainsi dans l'antichambre des Douze l'Autriche, Chypre et Malte, pour ne rien dire de la Turquie et des pays d'Europe centrale.

« Avec la Suède, il faut toujours se méfier. Pour préserver ses intérêts économiques, elle est capable de tout... », ont couronné de dire ses voisins nordiques. La décision de Stockholm ne les surprend pas - malgré tous les beaux discours de solidarité scandés du « grand frère » ou de proposition d'adhésion groupée de l'Europe du Nord - mais elle ne les enchante guère non plus.

LA Norvège, membre de l'OTAN et qui était déjà candidate au début des années 70, reste tentée par l'Europe mais ne tient pas à revivre le drame du référendum de 1972. Le « non » l'avait alors emporté après avoir déchiré toutes les formations politiques, les syndicats et les familles. Un bon tiers des Norvégiens continuent de penser qu'une adhésion à la CEE abandonnerait leur indépendance et, sans ruse, l'invasion de leur pays par des hordes d'Européens majoritairement « capitalistes », à l'étranger sur leur continent... Ce n'est probablement qu'au lendemain des législatives de 1993 que les travaillistes actuellement au pouvoir à Oslo oseront relancer un débat qui risque à tout moment de faire exploser le parti.

La Communauté séduit également la Finlande mais sa neutralité, différente de celle de la Suède, découle de certains accords avec l'URSS. Ceux-ci peuvent paraître caducs dans le nouveau paysage européen, mais Helsinki ne peut exclure un retour de bâton à Moscou. Le choix est d'autant plus délicat pour la Finlande qu'elle n'a aucune envie de se retrouver isolée dans le Grand Nord et « exclue » de la famille ouest-européenne.

QUANT à l'Islande, dont l'économie est dominée à plus de 80 % par les revenus de la pêche, elle constitue un cas particulier. Elle n'envisagera de se joindre aux Douze que si ceux-ci s'engagent à ne pas envoyer leurs chalutiers dans ses eaux territoriales.

Il est encore trop tôt pour dire si la démarche de la Suède, qui porte un coup à l'Association européenne de libre-échange en négociation actuellement avec Bruxelles - va accélérer le débat dans les pays voisins. M. Roland Dumas a rappelé, vendredi, qu'en tout état de cause l'adhésion de la Suède ne pourrait se faire avant 1993, puisqu'il s'agit bien là d'un nouveau souci pour la CEE. Aux dossiers d'intégration, de défense et d'incorporation de l'ex-RDA, va s'ajouter bientôt celui de certains pays candidats qui exigent de préserver leur neutralité dans l'ensemble européen.

Lire page 3 l'article de FRANÇOISE NIETO

M0146 - 0617 0 - 6.00 F



M. Mitterrand amende son projet de confédération

MM. François Mitterrand et Václav Havel sont tombés d'accord, vendredi 14 juin à Prague, sur le principe de la création d'un secrétariat permanent léger pour donner suite aux Assises de la confédération européenne qui venaient de se dérouler pendant trois jours. Dans son discours de clôture, le chef de l'Etat français, tout en maintenant que la confédération était selon lui la forme juridique vers laquelle devait tendre le continent européen, a dû faire de nombreuses concessions aux critiques qui avaient été adressées à ce projet.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

On ne fait pas le bonheur des peuples malgré eux, devait penser vendredi 14 juin M. Mitterrand, à l'issue du forum qui venait de réunir à Prague, à son initiative, un éminent assemblée de représentants coropéens des lettres, des arts, de la politique et des affaires.

L'idée de « confédération européenne », lancée par lui en décembre 1989 et sur laquelle ces personnalités venaient de plancher pendant trois jours, est de celles qui, dit-il, ont à la fois « la force de l'évidence et l'audace d'une

gagente ». Elle a failli sombrer à Prague et il aura fallu, pour la sauver d'un enterrement co gracieux pompe, le dévouement complaisant de quelques-uns de ces personnalités, le subtil bon sens avec lequel M. Václav Havel avait d'embellie recadré le sujet et la très grande maîtrise du discours présidentiel final.

Le péril s'est évanoui : quelque chose est bien né à Prague. Cela n'a pas fallu du plus grand des grands travaux mitterrandiens, lequel aurait consisté à bâtir dès demain la courbe architecturale de l'Europe.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 3

M. Major fait un pas important vers la CEE

M. John Major a déclaré vendredi 14 juin qu'il souhaitait voir « la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe ». Tourment le dos à la politique de M^{me} Thatcher, le premier ministre s'est prononcé en faveur d'une monnaie commune - circulant parallèlement aux devises européennes - tout en affirmant qu'il exigerait que les Britanniques puissent se prononcer sur une monnaie unique. Précisant que le Parlement ne serait pas saisi de la question, M. Major a fait comprendre que les élections générales étaient repoussées à l'an prochain.

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major vient de faire un pas décisif en direction de l'Europe, et il se probablement réussi à isoler ceux qui, au sein de son propre parti, éprouvent de la nostalgie à l'égard du ton lauréat qui était de mise du temps de M^{me} Thatcher à propos du « continent ». Le plus jeune premier ministre de ce siècle n'est pas un pro-européen fanatique. Mais il n'a pas plus les réticences viscérales de la « Dame de fer ».

M. Major a déclaré, vendredi 14 juin devant les conservateurs

gallois réunis à Swansea, qu'il souhaitait voir « la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe ». Elle ne l'est pas géographiquement. Il faut donc interpréter comme une déclaration d'intention ce propos un peu scotomical dont le pèterité loiotaine revient à M. Douglas Hord, iomovihle secrétaire au Foreign Office et francophile confirmé. « Nous ne devons ni ne pouvons tourner le dos à la construction de la nouvelle Europe. C'est là que l'Histoire nous appelle et que réside notre intérêt ».

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 3

Les scénarios de M. Boris Eltsine

Après sa brillante élection, le président de Russie peut choisir l'affrontement ou la coopération avec M. Gorbatchev

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Rien de tel qu'une bonne élection libre pour éliminer les chutes. M. Boris Eltsine est, depuis le 12 juin, le premier président de Russie élu au suffrage universel et, qui plus est, à une majorité quasi triomphale. Composante essentielle de ce qui reste de l'Union soviétique, la Russie regroupe 150 de ses 280 millions d'habitants, recouvre les trois quarts de son territoire et assure la grande majorité de sa production.

M. Eltsine a hérité de la main cing candidats qui, d'une manière ou d'une autre, représen-

taient tous l'ordre ancien : quatre étaient membres du Parti communiste, le cinquième, encore plus conservateur, Boris Eltsine, lui, était le candidat du post-communisme, du changement radical et démocratique, comme l'étaient MM. Popov et Sobtchak, élus le même jour, tout aussi triomphalement, maires de Moscou et de Leningrad.

Face à ce nouveau président de Russie investi d'une éclatante légitimité populaire, M. Gorbatchev reste le président de l'URSS, mais, alors que la Russie sait gré à M. Eltsine de lui avoir rendu sa « souveraineté », l'URSS de M. Gorbatchev est bien mal en point ; de plus, le chef de

l'Etat soviétique n'est que l'élu d'une assemblée - le Congrès des députés du peuple - qui va être engloutie dans le réformisme de l'Union si celle-ci voit enfin le jour, et il dirige un parti, le Parti communiste, auquel le scrutin du 12 juin vient d'indiquer une cingante humiliation.

M. Gorbatchev n'aura plus non plus l'exclusivité de la fréquentation des grands de l'Océidcot puisque M. Eltsine va, dès le semaine prochaine, chercher la consécration aux Etats-Unis, où il sera reçu par le président Bush.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 5

Progression « alarmante » du sida en Asie

A l'occasion de la septième conférence internationale sur le sida qui doit réunir huit mille spécialistes à Florence du 16 au 21 juin, le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, estime, dans un entretien au Monde, que la situation est devenue « très alarmante » en Asie.

M. Bruno Durlieux, ministre délégué à la santé, a déclaré, vendredi 14 juin, de saisi le conseil de l'ordre des médecins après la révélation, par le presse, de trois décès de malades atteints du sida survenue dans le service du professeur Jean-Claude Imbert (hôpital Saint-Antoine, Paris).

La décision de M. Durlieux fait suite au rapport rédigé par le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, qui critique la manière dont ont été conduites les travaux expérimentaux du professeur Daniel Zagury.

Lire nos Informations page 9

LE MONDE diplomatique

Juin 1991

● **LIBERTÉS ET RAISON D'ÉTAT :** La démocratie blessée par les injustices du système économique, par Claude Julien. - Tant de complications dans le financement des partis, par Christian de Brie. - Faibles lueurs dans le cotonneux brouillard du consensus (C. de B.). - Une ténébreuse affaire dans la course à la Maison-Blanche, par Yves Eudes.

● **PROCHE-ORIENT :** Cette guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu, par le général Matitahu Peled. - Le peuple irakien victime de deux folies, par Joost R. Hiltermann. - Privés d'Etat, les Kurdes ne peuvent oublier les leçons de l'Histoire, par Kendal Nezan.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Salon du Bourget



Lire page 21 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Sting, mandarin du rock

Militant, star et musicien sa tournée mondiale passe par la France

DETROIT

de notre envoyée spéciale

La caravane de Sting s'apprête à traverser le Middle-West, en commençant par Detroit. C'est là que le succès des grandes tournées de rock se fait ou se défait. Sting, INXS ou ZZ Top sont assurés de remplir les arènes (salles de sports d'une capacité de huit mille à quinze mille places) sur les deux côtes des Etats-Unis. L'important, pour gagner de l'argent, est de savoir déplacer les étudiants de Des Moines ou les cadres supérieurs de Butte.

Dans le paysage de ville sinistrée qu'offre Detroit en cette fin d'hiver, quelques îlots de prospérité émergent au milieu des blocs entiers rasés, des gratte-ciel Art déco à l'abandon. Il y a le Renaissance Center, gigantesque galerie marchande construite à la gloire du phénix automobile (les sièges sociaux sont toujours là,

mais les usines sont au Mexique) et le COBO. Ce dernier est un grand et laid assemblage de salles, parmi lesquelles le Joe Louis Arena. On y joue au hockey, on y boxe et, de temps en temps, on y fait de la musique, entre les sièges, au bord du parterre, on voit encore les couilles de glace sale de la piste de hockey.

THOMAS SOTINEL
Lire la suite page 16

HEURES LOCALES

Comment éviter d'autres Angoulême ? a Gaston Viens, le constructeur d'Orly a Circular à Bordeaux a Outreau, le cœur à l'ouvrage a Mammographies à domicile a Les Hauts-de-Seine réhabilitant les métiers manuels.

pages 11 à 14

Le Monde
 RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FALGUIÈRE,
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Télex : 206.806 F
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 49-60-30-10
 Télex : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »
 « Association Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises
 M. Jacques Lesourne, écon.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 Françoise Hugot, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial
 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
 75002 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 46-62-72-72
 Télécopieur : (1) 46-62-72-72
 Télex : 466272-72-72 F
 Imprimerie
 du « Monde »
 12, r. de Valenciennes
 94852 IVRY CEDEX
 Reproduction interdite de tout article
 sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications n° 57-137
 ISSN : 0395-3037
 PRINTED IN FRANCE
 Renseignements sur les microfilms
 et index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
 Composées 36-15 • Tapez LEMONDE
 ou 36-15 • Tapez LA7

ABONNEMENTS
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS tarif normal y compris CCE 2000
3 mois	460 F	572 F	700 F
6 mois	890 F	1132 F	1360 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 560 F

ÉTRANGER :
 par voie aérienne tarif sur
 demande.
 Pour vous obliger
 RENVOYÉZ CE BULLETIN
 accompagné
 de votre règlement
 à l'adresse ci-dessus
 ou par MINITEL
 36-15 LEMONDE
 code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires : nos abonnés sont invités
 à formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en indi-
 quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
 3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____

Code postal : _____
 Localité : _____
 Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
 noms propres en capitales d'imprimerie
 PP. Paris 1991 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesourne, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Fregant
 directeur de la rédaction
 Jacques Giliu
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Arnould
 Jean-Marie Colombani
 Robert Gode
 (Jacques au directeur
 de la rédaction)

Thomas Fornet
 Philippe Herveman
 Jacques-François Simon

Daniel Varret
 (directeur
 des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
 Jacques Fauvet (1989-1992)
 André Laurens (1982-1989)
 André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a deux cents ans

La fuite à Varennes

Le 21 juin 1791, à 9 heures, un cri trouble l'Assemblée constituante : « Le roi est parti ». La crise de Varennes est ouverte, et avec elle une des ruptures majeures de l'histoire révolutionnaire qui était loin d'être dans la nature des choses. Sans Varennes, sans l'épisode mystérieux dont cette petite bourgade de l'Argonne a été le théâtre, y eût-il eu jamais de République ? Sans Varennes, Louis XVI eût-il jamais été guillotiné ? Sans Varennes, la Révolution eût-elle jamais sombré dans la Terreur ? Le monarque héréditaire que les révolutionnaires de 1789 ont passionnément voulu intégrer à la refondation politique de la France, ce roi, après Varennes, est malgré eux déshérité. Un roi qui fuit son royaume ! Un roi ramené comme un voleur à Paris, gardé par des commissaires de l'Assemblée ! Ce roi-là, aux yeux de l'opinion publique, passe d'un coup de rang de « père du peuple » à celui de coupable de lèse-Nation. Louis XVI achève de perdre à Varennes l'immense popularité qu'il était la sienne en 1789. Va-t-il entraîner la monarchie dans son naufrage ?

Cette popularité n'est déjà plus, il est vrai, en 1791 ce qu'elle était deux ans plus tôt. La mort de Mirabeau, le 2 avril 1791, le montre amplement. Les impressionnantes funérailles que Paris, le 4 avril, ménage à l'homme des « baïonnettes » illustrent le partage de la faveur publique que le roi est contraint de consentir dès cette époque à l'un des initiateurs de la Révolution. Trois cent mille Parisiens - dans une cité qui ne compte pas alors un million d'habitants - conduisent vers un Panthéon inauguré pour la circonstance un simple citoyen ! Voilà qui ca dit long sur la désacralisation d'un monarque dont pourtant très peu imaginent de se passer. En mourant, Mirabeau emporte avec lui le rêve d'une monarchie constitutionnelle bien tempérée... Il prive également Louis XVI d'un conseiller secret qui n'était pas le dernier à lui soulever des projets d'évasion. Malgré cette « trahison » encore ignorée, malgré la mauvaise volonté évidente de Louis XVI à se plier au nouvel ordre politique qui se crée en ce printemps 1791, une France sans roi paraît une inconséquence utopie, y compris aux yeux d'un Robespierre. Surprenant attachement des révolutionnaires français à la monarchie ! Ne sont-ils pas en cela bien moins radicaux que leurs prédécesseurs anglais un siècle plus tôt ?

Cet attachement en tout cas n'a pas suffi à réconcilier ce roi aguerri avec la Révolution de son royaume. Louis XVI, dans une lettre secrète au roi d'Espagne, a déjà protesté contre tous les actes qui lui ont été arrachés depuis juillet 1789. Ses premiers plans de fuite datent du 16 juillet 1789. C'est en fait sur fond de sourd refus que le roi accompagne des événements qu'il subit comme des journées d'octobre 1789, quand une émeute le contraint de s'installer avec sa famille aux Tuileries. Depuis, il se considère

comme prisonnier à Paris, et ne perd pas une occasion pour se plaindre de sa condition aux cours étrangers avec lesquelles il correspond discrètement. Reste à savoir pourquoi après maints reports, son évasion finit par être fixée au mois de juin 1791.

Première explication : l'armée, à qui la famille royale envisage de confier son sort, devient de moins

en moins sûre. Ici, la ligne fraternelle avec la garde nationale. Là, comme à Nancy en août 1790, des mutineries éclatent, brutalement réprimées. L'émigration des officiers commence à désorganiser la troupe. Le marquis de Bouillé, l'un des organisateurs de l'évasion, qui commande des régiments dans l'Est, écrit qu'au-delà de mai 1791, l'affaire lui semble impossible...

La crise religieuse

Autre circonstance qui précipite les choses : la crise religieuse entre l'Eglise constitutionnelle et l'Eglise réfractaire. Cette agitation, qui donne ses premières troupes à la contre-révolution, s'accroît depuis que le pape a condamné, le 10 mars 1791, la constitution civile du clergé, la déclaration des droits de l'homme et le serment que les prêtres doivent, selon la loi nouvelle, prêter à la Constitution. La résistance se durcit, et d'abord autour du roi. Le 17 avril, jour des Rameaux, Louis XVI a ostensiblement refusé de communier devant le euré assermenté de Saint-Germain-l'Auxerrois. Le lendemain, il décide d'aller passer la belle saison à Saint-Cloud, pour faire ses Pâques avec un prêtre qui n'a pas prêté serment. Une foule de Parisiens bloque sa voiture pendant deux heures et empêche le départ. Provocation ou non, ces incidents tendent à faire apparaître, notamment aux yeux de l'étranger, la situation du roi comme intenable.

Dans la nuit du 20 au 21 juin, c'est la fuite. Emmenant avec lui la reine, dont la lanchante impo-

unité à l'escapade une forte teinte de romanque qui ne contribuera pas peu aux succès littéraires et cinématographiques de la « nuit de Varennes ».

Ce seront les seules. La famille royale, conduite par l'écuyer soutenant de Marie-Antoinette, Axel Fersen, travesti en cocher de fiacre, erre dangereusement dans Paris et y perd un temps précieux. Une fois en route, plus le temps passe, moins les fugitifs estiment les précautions utiles. Le roi multiplie les imprudences, fait attendre sans motif les voltigeurs par exemple, non loin de La Ferté-sous-Jouarre, pour s'attarder à contempler des coquelicots avec le dauphin. En passant Châlons-sur-Marne, on a déjà près de quatre heures de retard sur un horaire soigneusement minuté, et Louis XVI s'est sans doute fait reconnaître bien avant d'être passé sous l'œil du légendaire maître de poste de Saint-Menebould : Drouet.

En même temps que la famille royale, mais par une autre route, est parti le comte de Provence, le futur Louis XVIII, qui arrive, lui, sans encombre à Bruxelles. Une légende noire et tenace le soupçonnera jusqu'à la Restauration, d'avoir ourdi l'échec de son frère.

« Je ne puis plus rester à Paris »

Il s'en est fallu de peu pourtant que le roi ne réussisse. La ville de Varennes, atteinte vers 22 heures, est proche du point de jonction avec Bouillé. Louis XVI, de là, va pouvoir rejoindre Montmédy, et, adossé à la frontière, se trouver en

mesure d'inquiéter l'Assemblée... Mais le voyage s'arrête là ! Les habitants de Varennes réveillés par Drouet bloquent de leur propre initiative le cortège. Le « valet de chambre de la baronne de Korff » finit par avouer sa véritable identité : « Et bien oui, dit-il soudain, je suis votre roi. Placé dans la capitale au milieu des poignards et des baïonnettes, je viens chercher

députés du côté de gauche, dont Barnave et Pétion, pourrais donner raison à l'espérance d'une petite élite parisienne. La terrible traversée d'un Paris silencieux où la consigne est de garder le chapeau sur la tête au passage des capifs (« celui qui applaudit le roi sera bâtonné : celui qui l'assulera sera pendu », dit une Miché) n'est-ce pas le signe d'un mépris populaire pour le monarque ?

Une désaffection aussi démonstrative des Parisiens envers leur roi n'est cependant pas une première dans la capitale. Quatre décennies plus tôt, le 19 septembre 1751 - le peuple de Paris avait déjà au grand Louis XV, que les rumeurs d'émigration accusaient d'enlèvement d'enfant, d'un pareil silence. De fait, la monarchie survit à cette terrible manifestation ; et le 25, Louis XVI voit ses pouvoirs simplement « suspendus » par l'Assemblée.

Cette dernière entend, avec le roi, sauvegarder la constitution monarchique. Fût-ce au prix de la « balle » de l'enlèvement du roi, Barnave, qui a cédé à la compassion inspirée par le spectacle d'une reine captive, est décidé à sauver Marie-Antoinette et le trône. Dans son discours du 15 juillet, il parvient à convaincre les députés

d'appliquer à la monarchie la règle de l'inviolabilité. Louis XVI a commis une faute, mais n'ayant pas volé, n'est pas un délit constitutionnel. Barnave fustige ceux qui « exhalent une telle fureur contre l'individu qui a péché » et qui « seraient à ses pieds » s'ils étaient « contents de lui ». Un peu contrarié, l'argument d'en a pas moins une grande valeur, là encore symbolique : il convient de sauver non pas tant l'homme Louis XVI, que la fonction royale d'autant moins redoutable qu'elle est exercée par un incapable. En faisant du roi-messie un roi-fonctionnaire, cette vision désenchantée de la monarchie française ouvre la voie, peut-être plus qu'il n'y paraît, vers notre modernité politique. Mais elle ne réconcilie pas longtemps la royauté avec la Nation, entre lesquelles le divorce - de Varennes à la Restauration - n'ira qu'en s'aggravant.

NICOLAS WEIL

► A lire : *L'Homme régénéré* (NRF-Gallimard, 1989), de Mon Ouzif. *La Révolution des droits de l'homme*, de Marcel Gauchet (NRF-Gallimard, 1989). L'ouvrage le plus récent sur les aléas de l'expédition : *Enquête sur l'échec de Varennes*, de Michel de Lombarès (Fayard, 1988). Sur les représentations du roi après Varennes : *La Captivité révolutionnaire* (Presses du CNRS, 1988), d'Antoine de Basco.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

CHARLES MILLON

PRESIDENT DE LA REGION RHONE-ALPES
 PRESIDENT DU GROUPE UDF A L'ASSEMBLEE NATIONALE

animé par
 Olivier MAZEROLLE

en direct sur
RTL

avec André PASSERON
 et Jean-Louis SAUX (Le Monde)
 Paul-Jacques TRUFFAUT
 et Dominique PENNEQUIN (RTL)

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

La construction européenne et les bouleversements à l'Est

La Suède annonce sa candidature à la CEE

Le premier ministre social-démocrate suédois, M. Ingvar Carlsson, a annoncé, vendredi 14 juin au Parlement de Stockholm, la candidature officielle de son pays à la CEE. Cette candidature sera présentée le 1^{er} juillet, date à partir de laquelle les Pays-Bas assureront la présidence de la Communauté pour six mois.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Le vendredi 14 juin 1991 est déjà qualifié de jour historique : les uns se félicitent que la Suède ait décidé de poser officiellement sa candidature à la CEE, les autres, au contraire, dénoncent cette décision jugée hâtive.

Après l'annonce quelques semaines plus tard, le 1^{er} octobre 1990, par le gouvernement social-démocrate de son intention de demander l'adhésion de la Suède à la Communauté, le Parlement de Stockholm avait approuvé le 12 décembre cette démarche, en précisant bien toutefois que la Suède devait « maintenir sa politique de neutralité ».

Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, en a tenu compte. Dans sa déclaration du 14 juin au Riksdag, il a effectivement insisté sur la nécessité pour la Suède de rester neutre, en revenant toutefois sur un point qu'il défendait auparavant : à savoir que l'appartenance à la CEE et la neutralité étaient incompatibles. Aujourd'hui, elles sont compatibles car « le gouvernement estime que le processus de décision au sein de la CEE (...) assure la possibilité, pour un membre, de défendre ses intérêts fondamentaux en matière de politique de

sécurité ». Le maintien de la neutralité n'est donc plus présenté comme la « réserve » qu'elle constituait jusqu'ici, « le sommet de la CSCE en novembre 1990 à Paris ayant posé les fondations d'un nouveau système de sécurité et de coopération dans notre partie du monde ». Si elle n'exclut pas qu'une aggravation de la crise soviétique emporterait quelque danger, la Suède juge dorénavant le risque d'une guerre de grandes puissances en Europe « extrêmement limité ».

En ce qui concerne la coopération en matière de politique étrangère, M. Carlsson compte sur le maintien du principe de décision des Duzze à l'unanimité et ne pense pas qu'elle sera saumée dans un proche avenir à la contraignante règle « majoritaire ». Certains problèmes peuvent se poser pour la neutralité, tels que la participation à des sanctions contre des pays non membres de la CEE ou des exportations de matériel de guerre. « A la Suède, nous évitons des engagements gênant sa crédibilité en matière de politique de sécurité », estime M. Carlsson.

Pas de coopération militaire

Résolument saignée en revanche est la volonté de ne pas entrer dans une coopération militaire et autre que ce qu'implique l'appartenance à l'ONU. Sinon la Suède ne serait plus entièrement neutre. Mais pour M. Carlsson, « il n'y a aucune raison de croire que la CEE serait en voie de se transformer en une alliance militaire ou de créer d'autres formes de défense commune contraignantes, même si cela ne peut être exclu dans une perspective à long terme ». Pour l'instant, on n'en est pas là. Et la Suède a confiance que « l'OTAN restera, dans un avenir prévisible,

la pierre d'achoppement de la défense ouest-européenne ».

La Suède ne veut pas rester à l'écart du processus d'unification de l'Europe et de cette « force motrice majeure qu'est la CEE ». Pour M. Carlsson, une adhésion apporterait aussi « des avantages considérables à la Suède, qui présenterait plus que les inconvénients » et il souscrit pleinement aux objectifs à long terme de la Communauté « tels que formulés dans le traité de Rome et l'acte unique ». Bien du chemin a été fait en peu de temps par le gouvernement social-démocrate. Il est soutenu dans sa démarche par les conservateurs - qui insistent cependant sur le fait que « maintien de la neutralité ne doit pas signifier absence de modification de celle-ci » - les libéraux et, au moins dans le principe de la demande, les centristes. Comme il fallait s'y attendre, les ex-communistes et les Verts demeurent anti-CEE. « La décision a été prise sans que le peuple, mystifié, ait pu faire entendre sa voix (...) le gouvernement délaie une politique centenaire. La bande des quatre brade tout ce que la Suède a jusqu'ici défendu (...) Non à la CEE ! » dit la gauche ex-communiste. « Non à la grande puissance et au club des riches de la CEE », s'écrient les Verts de leur côté.

La demande formelle d'adhésion sera présentée le 1^{er} juillet prochain à La Haye. Cette date coïncide avec l'arrivée des Pays-Bas à la présidence de la CEE. La procédure suivra ensuite son cours jusqu'à la signature du traité d'adhésion, en principe à l'automne 1994. Le peuple sera alors appelé à se prononcer par voie de référendum. Social-démocrates, conservateurs et libéraux sont persuadés que le « oui » l'emportera.

FRANÇOISE NIÉTO

M. Major fait un pas important

Suite de la première page

« Bouder dans notre coin lors des pourparlers sur la destinée de l'Europe est un rôle qui ne convient pas à notre pays », a poursuivi M. Major. L'Europe n'est pas une bataille entre eux et nous. C'est aussi notre continent. Nous devons jouer un rôle historique en contribuant à façonner son avenir ».

Le premier ministre n'a pas hésité à situer très haut le débat en cours. Il a pris le risque de parler avec ardeur d'une entité que nombre de ses concitoyens continuent de considérer comme étrangère. Ne dit-on pas ici, lorsqu'on part en vacances sur le continent, qu'on va passer « une ou deux semaines en Europe » ?

M. Major s'est donc posé devant ses concitoyens comme « l'Européen ». L'événement est important dans la mesure où il clot, provisoirement sans doute, une petite guerre civile interne aux Tories et qui menaçait de dégénérer. La grande responsabilité en était... M. Thatcher, qui s'obstine à ne pas renoncer à la politique active. Elle refuse d'entrer à la Chambre des lords et continue d'entretenir, chez certains de ses partisans, l'es-

poir fon d'un retour aux affaires après un coup d'arrêt à l'intégration de la Grande-Bretagne dans l'Europe.

Par politesse, et parce qu'il cultive l'art - peu commun en politique - de la gratitude, M. Major ne fait rien pour pousser M. Thatcher à abandonner son siège aux Communes. Il en résulte une atmosphère parfois lourde, comme ce témoignent les dérapages récents de quelques fidèles de la « Dame de fer », détracteurs quasi maniaques des institutions communautaires, et qui n'ont toujours pas compris qu'ils avaient changé de premier ministre.

M. Major les a traités vendredi de « poules mouillées ». Les anti-européens, rassemblés autour de M. Nicholas Ridley, ancien ministre du commerce et de l'industrie, sont, selon lui, d'autant plus dangereux qu'ils ne sont pas dangereux pour leur pays. « Les dégâts potentiels qu'ils pourraient infliger à notre commerce, à la City et à nos projets futurs sont immenses », a déclaré le premier ministre.

Élections repoussées

M. Major a signalé d'autre part publiquement qu'il exigerait que les Britanniques aient la possibilité de rejeter, s'ils n'en voulaient pas, la monnaie unique européenne chère à M. Jacques Delors. Le premier ministre ne fait pas mystère de son hostilité personnelle à l'égard même de cette monnaie unique. Il ne signera aucune modification du traité de Rome qui ne contiendrait pas clairement une clause de sauvegarde, donnant à Londres le droit de dire « non » à la dernière heure, et même à la

dernière minute. Mais il affirme haut et fort qu'il est favorable à la mise en place d'une monnaie commune.

Le débat sur l'avenir monétaire de l'Europe en est singulièrement décalé. Non, pour l'instant et pour plusieurs années au moins, la monnaie unique. Oui, et du fond du cœur, une monnaie commune. Dans le premier cas, l'écu remplace brutalement la livre et toutes les autres devises européennes. Dans le second, il circule parallèlement à celles-ci, et l'on attend.

Le pragmatisme, dont M. Major remarque à juste titre qu'il est « une des contributions les plus remarquables » des Britanniques à l'Europe, consiste à demander comment les choses fonctionnent réellement. Les « étonnements », M. Delors en tête, ont - avec leur rationalisme bien français - nuancé la tendance à mettre la charrette avant les bœufs, les déclarations de principe avant les modalités d'application et le calendrier de la construction européenne avant le contenu même de celle-ci.

M. Major n'a fait au passage une révélation de taille. Il n'est pas question que l'actuel Parlement ait à se prononcer sur la modification du traité de Rome, en cours de négociation entre les Douze, qui créerait dans les textes l'Europe monétaire. Il n'est même pas sûr que le Parlement suivant en soit saisi.

Les Britanniques ont immédiatement compris, ce que l'entourage du premier ministre a confirmé, que les élections étaient repoussées à l'an prochain. L'instauration d'une monnaie européenne est certes une grande affaire. Mais elle ne se pose, de façon pratique, que d'ici quatre ou cinq ans. L'essentiel est que, quoi qu'il arrive, le Parlement britannique aura le dernier mot et qu'il pourra dire non si tel est son désir.

DOMINIQUE DHOMBRES

Britanniques et Danois ont obtenu des dérogations sur l'harmonisation des contrôles aux frontières

Les réserves de la Grande-Bretagne et du Danemark, qui souhaitent des dérogations quant au franchissement des frontières extérieures de la CEE, ont bloqué, jeudi 13 juin, les travaux des ministres de l'intérieur et de la justice des Douze lors d'une réunion à Luxembourg sur l'immigration. Au principe qui voudrait que le contrôle des arrivants se fasse

dés l'aéroport d'entrée dans la CEE pour les passagers en transit et non plus à l'aéroport de destination finale, Danois et Britanniques ont objecté que cela les obligerait à des modifications considérables de leurs installations aéroportuaires. Le principe d'une dérogation transitoire a été accepté pour ces deux pays. - (AFP)

L'Europe a besoin d'un horizon et d'une méthode de travail

déclare à Prague M. Mitterrand

Voici les principaux extraits du discours prononcé vendredi 14 juin à Prague par M. François Mitterrand.

« Si je laissais l'imagination dessiner toute seule les lignes de force de cette Europe future, je dirais d'abord : que viennent des États, assurés de leur sécurité et de leur intégrité, unis par des liens librement consentis, sur une base d'égalité et de réciprocité, liens dans lesquels seront résolus les tensions et les conflits par la voie de la conciliation et de l'arbitrage. On commence à bien s'en occuper. »

« Ce viennent ensuite des sociétés pacifiées où chaque citoyen reconstruit ce qu'il est, dans un état de droit dûment établi, doit pouvoir s'épanouir pleinement, nû les minorités devront jouir de garanties et de protection pour que nul ne se sente lésé sur le bord du chemin de l'histoire. »

« Ce vient un espace unifié où la géographie retrouvera ses droits trop longtemps occultés par l'idéologie, par la puissance dominante. Il serait bon que le voisinage soit praticable, sans être obligé d'abaissier devant le séigneur d'ici, que les femmes et les hommes circulent, communiquent librement. »

« Ce viennent de grands chantiers d'intérêt commun, de dimension continentale, qui restituent à notre territoire sa continuité physique. »

« Enfin, que vienne une civilisation avec ses cultures, qui, mettant les technologies d'avenir au service de notre patrimoine, retrouvera vigueur et rayonnement. »

« Je pense que tous les États démocratiques ont vocation à appartenir au même ensemble. Je n'exclus personne des échanges, des relations humaines, des pactes, des accords. Mais, s'il s'agit de créer un ensemble structuré, il s'agit bien, nul ne s'y méprendra, d'états démocratiques. »

« L'Europe a besoin d'un horizon, elle a besoin d'une méthode de travail, elle a besoin d'une ambition mobilisatrice, elle a besoin d'actions

immédiatement utiles. A vrai dire, peu importe le nom : l'invention est libre (...). L'histoire se fait comme cela, souvent d'elle-même, et les mots viennent à l'esprit quand la chose se fait. J'ai employé le nom de confédération parce que cela représente un minimum de contenu juridique. Cela m'a été reproché. Constatons simplement qu'il faut des structures très souples, limitées, pour éviter le retour en masse de toute bureaucratie, qui elle-même serait étouffante. »

« On se demande s'il y a place pour de nouvelles institutions en Europe. Je crois plutôt que l'Europe s'édifiera sur des fondations diverses, sur de nombreux piliers, sans qu'elle soit bien fragile. Elle a d'abord besoin de la Communauté européenne et d'une Communauté européenne plus forte et plus soudée. Je suis de ceux qui aspirent à un unité économique, monétaire et politique. Ce n'est donc pas par soustraction que j'imagine une confédération. Ce n'est pas que je tienne les autres pour négligeables ou destinés à un rôle second. Si, au bout d'un certain temps, le plus bref possible - cette possibilité sera examinée par ceux qui en ont la charge : conseil européen, Commission, Parlement, l'ensemble des pays démocratiques d'Europe étaient en mesure d'adhérer à la Communauté, et d'y adhèrent pleinement, et si les membres de la Communauté étaient eux en mesure de l'accepter aussi, alors le problème serait réglé. Nous nous retrouverions tous dans le même organisme, la même institution. »

« Alors, dépêchez-vous, amis des pays qui n'en sont pas encore, de créer les conditions qui vous permettront d'y être de plein droit. Sans quoi, hors de toute organisation de type confédéral, où serez-vous ? Dans quelles institutions communes ? Où défendrez-vous vos droits, quand il vous faudra signer des accords avec la Communauté ? Chacun des Douze sera maître de votre destin. Il peut dire oui, il peut dire non. C'est l'Europe profonde que je vous propose en modèle, égalité en dignité, en souveraineté, entre les

pays des Douze, où le plus petit pays ou le plus pauvre jouit d'autant de compléments et de droits que le plus riche. »

« Tel est l'objectif pour l'Europe tout entière (...). »

« Il existe d'autres organisations qui font très bien leur travail, comme la nouvelle CSCE. On travaille avec nos partenaires américains et canadiens dans les meilleures conditions, surtout pour assurer la sécurité de chacun et de de tous. Le Conseil de l'Europe, où l'on consolide les assises d'un Etat de droit, si possible sur tout le continent. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement. L'Organisation pour la coopération et le développement économique, la Commission économique des Nations unies, que sais-je ? Dans plusieurs de ces organismes, nos amis d'Amérique du Nord sont présents, ils sont toujours les bienvenus, dès lors qu'ils se sentent fils de l'Europe et qu'ils ne souhaitent pas exagérer en être les pères (...). »

« La sagesse de toute démarche est qu'il faut d'abord travailler de façon concrète. Il faut faire l'inventaire des besoins, il faudra tenter de répondre à chacun d'eux par la mise en commun de moyens, de forces d'action. Il faudra créer des lieux de rencontres et de débats. Il sera toujours temps, quand les faits s'imposent, de leur donner la forme juridique qui conviendra (...). »

« Combien de temps faudra-t-il ? Je l'ignore, mais je vous dis à mon tour : il faut faire l'Europe. Avec le président Havel et d'autres, nous nous y emploierons. Il faudra saisir les gouvernements de propositions, il faudra que s'établisse un rapport sur l'état de l'Europe - de la vraie Europe, pas un bout de l'Europe, - inviter les ministres responsables de secteurs que vous avez vus dans les travaux des commissions à se mettre au travail, il faudra essayer de réaliser des projets, il faudra qu'un jour des chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent, qu'ils passent au stade de l'accord politique. Mais n'allons pas trop vite et n'allons pas trop loin. C'est le temps à venir qui me répondra (...). »

M. Mitterrand amende son projet de confédération

Suite de la première page

C'est quelque chose de tenu, de discret, comme disait Vaclav Havel, d'insinuer, se glisser, pour appeler l'appellatif même de « confédération » lui est par certains côtés contesté. C'est d'abord simple qu'il est des domaines dans lesquels devraient coopérer tous les États du continent européen qui le souhaitent, que cela répondrait à des besoins présents et qu'il faut se mettre au travail.

Quelles seront les suites de ces Assises de Prague ? Le catalogue des propositions d'action qui y ont été formulées dans les commissions consacrées à l'énergie, à l'environnement, aux transports, aux communications, à la culture devrait être communiqué aux gouvernements européens. L'entreprise devrait d'autre part recevoir un début de réalisation concrète puisque M. Vaclav Havel a finalement donné son accord à la mise sur pied à Prague d'un secrétariat permanent. Libre à la trentaine d'autres gouvernements concernés de se rallier ou pas, personne n'étant a priori exclu.

On est loin des propositions qu'aurait souhaité faire M. Mitterrand, notamment celle de convoquer en 1993 un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays virtuellement membres de la confédération, qui figurait dans son projet de discours, et qu'il s'est résigné à exclure. L'idée de la confédération avait été mal accueillie par les gouvernements, et l'objet des Assises de Prague était de la populariser par cette réunion de penseurs indépendants pour laquelle on avait cru que Vaclav Havel serait le complice idéal. Or non seulement le président de Tchécoslovaquie, en ouverture des Assises, avait fixé des limites claires à l'inspiration au pouvoir, mais les penseurs eux-mêmes faisaient la fin bouche.

Vendredi en fin de matinée, dans la commission consacrée à la définition générale du concept de confédération, les choses allaient très mal au moment de tirer les conclusions : Robert Badinter bégayait pour tenter d'imposer le minimum susceptible de sauver la confédération du naufrage, à savoir une résolution demandant la création d'un secrétariat permanent léger. Maurice Faure, après avoir fait son possible, était parti informer le

président de la situation : Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, sur qui n'avait peut-être, étaient retenus à Varsovie par l'actualité polonaise : les autres ressortissants des pays de l'Est se laissent et laissent le terrain à ceux des Occidentaux qui s'opposent, et si les membres de la confédération ont débuté d'institutionnalisation du projet.

Il fallut la bonne volonté de M^{me} Simone Veil, présidente de cette commission, et sa pratique des assemblées pour forcer légèrement dans un sens positif les conclusions de ce débat.

Questions de fond et reproches

Ce n'était qu'une tempête dans un verre d'eau, puisque ces éminentes personnalités s'engageaient qu'elles mêmes. Mais elles avaient soulevé des questions de fond et M. Mitterrand dut, dans son discours, répondre point par point aux reproches qui étaient adressés à son projet. Non, confédération, ce projet ne fait pas double emploi avec les institutions déjà existantes, il ne concerne que des domaines actuellement laissés en jachère. L'OTAN est et reste chargée de la sécurité ; la CSCE aux procédures trop lourdes n'est pas adaptée ; le Conseil de l'Europe ne saurait convenir, sans que l'on sache exactement pourquoi.

La Communauté européenne enfin a pour priorité immédiate, estime-t-il, de se renforcer dans ses frontières actuelles et non de s'étendre. On sentait M. Vaclav Havel sur ce dernier sujet particulièrement tendu, espérant peut-être encore du président français des précisions sur le calendrier de l'entrée de son pays dans la CEE qui auraient confirmé les signes (l'échec de l'an 2000) et qui ne venaient pas.

Devant le soupçon d'anti-américanisme qui pesait sur son initiative, M. Mitterrand dut aussi clarifier sa position : il ne remet pas en cause la solidarité transatlantique pour « tout ce qui touche aux grands intérêts, à la sécurité, à la liberté, au devenir de notre civilisation ». Mais revendique l'indépendance des Européens pour les questions concrètes qui découlent du voisinage géographique et d'admet les « amis américains » dans son projet que « dès lors que se sentent les fils de l'Europe, ils ne souhaitent

pas exagérer en devenir les pères (...). »

Il faut remarquer au passage à M. Vaclav Havel que les États-Unis « ne sont pas membres de la Communauté », ce qui paraît signifier qu'on ne peut pas tout vouloir, en même temps, se bécoter dans le giron américain et revendiquer le droit d'entrer dans une Europe indépendante.

Quant au reproche sur la méthode (la politique par le rêve, par l'utopie, par une rhétorique « visionnaire » associant des rapports de force du moment et qui commencent à se dégrader à l'approche des élections), M. Mitterrand y répondit par un très brillant développement et par la forte évocation de ce qu'avait été au lendemain de la deuxième guerre mondiale le congrès européen de La Haye.

Les utopies qui y participaient « venaient de s'entretenir ; chacun comptait ses morts, mais ils étaient là. Ils ont été nos fondateurs dont le contenu est d'un vœu effrayant : il faut faire l'Europe. Je vous le dis à mon tour. Il n'est pas : c'est à l'approche modeste et pragmatique que le président de la République est contraint de revenir.

Le président de la République a eu réponse à toutes ces objections, mais à toutes il aura dû faire des concessions. Quant à la question de savoir qu'il son projet concerne à l'est l'Union soviétique ou les Républiques, mais lesquelles ? la Russie, mais laquelle ? - il ne répondit pas. Elle est pourtant majeure pour les démocrates d'Europe centrale et habitait le discours de Vaclav Havel lorsqu'il parla mercredi « de la complexité et des périls » du contexte international actuel.

Parmi les dangers qui selon lui guettent l'Europe centrale, M. Mitterrand cita « la fuite en avant vers des systèmes économiques idéalisés, vers des recettes du dix-neuvième siècle », la route vers un libéralisme sans entraves, ou encore « la convoitise de nouveaux conquérants, l'assistance de nouveaux protecteurs ».

M. Havel parlait, lui, de l'angoissante incertitude que l'avenir de l'URSS fait peser sur les pays d'Europe centrale, des déchirements internes à ces pays, des difficultés qui les ébranlent et de ce qui lui apparaît comme une hésitation occidentale à y répondre véritablement. Le principal maître de la manifestation de Prague aura peut-être été de mettre en lumière cette « profonde disparité de perception. »

CLAIRE TRÉAN

EUROPE

URSS : le succès des réformateurs aux élections russes

L'élection de M. Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie a été bien accueillie, avant même son annonce officielle, par Washington et les capitales européennes, qui ont surtout souligné l'importance de ce scrutin comme jalon vers la démocratie. Seul la Japon a ouvertement exprimé ses craintes.

Premiers à réagir, les Etats-Unis ont qualifié cette élection de « pas historique pour le peuple de Russie et pour l'Union soviétique » et ont immédiatement annoncé que M. Eltsine serait reçu le 20 juin par le président Bush. Les Etats-Unis, a souligné le porte-parole de la Maison Blanche, Merlin Fitzwater, entendent entretenir « les meilleures relations avec les dirigeants de toutes les Républiques soviétiques ». Washington a pris soin, au passage, de souligner que cette

élection était à mettre au crédit du président Gorbatchev, dont elle confirme l'engagement (...) à établir un système politique démocratique et pluraliste ».

Le chancelier allemand Helmut Kohl a souhaité « force et succès » au nouveau président russe pour faire face aux « grands défis qui s'annoncent en Russie » et s'est engagé à apporter la « contribution » de l'Allemagne pour l'y aider.

A Prague, où il tenait une conférence de presse à l'issue des Assises de la confédération européenne, le président Mitterrand a commenté l'événement en ces termes : « Pour une fois qu'il y a une élection au suffrage universel en Union soviétique, on ne va pas boudier notre plaisir. Ce n'est pas à nous de choisir. Les Russes ont choisi celui qui leur convenait. Je lui souhaite pleine

réussite ». Le président tchèque Václav Havel - qui a estimé, lui, que Boris Eltsine fera « un bon président » - le Polonais Lach Wajessa, les premiers ministres britannique John Major et français Edith Cresson, le président du Parlement européen Enrique Baron Crespo, ont fait parvenir au président russe des messages de félicitations en lui souhaitant plein succès pour le travail de réformes qui l'attend.

M. Eltsine avait été fraîchement reçu en avril dernier au Parlement de Strasbourg, notamment par le président du groupe socialiste Jean-Pierre Cot, qui l'avait traité de « démagogue ». Répondant à une question sur cette visite, M. Eltsine a déclaré vendredi que « tout s'était - à l'époque - bien passé sauf avec une fraction des socialistes », ajoutant aussitôt : « Mais mes relations

avec les socialistes, il est vrai, ne sont pas bonnes ».

Seul le Japon a exprimé ouvertement quelques craintes sur l'arrivée de M. Eltsine à la tête de la plus puissante République soviétique, estimant qu'elle risquait de compliquer les négociations entre Moscou et Tokyo sur le contentieux territorial entre les deux pays.

Enfin l'ancien ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze a été une des personnalités soviétiques à féliciter publiquement M. Eltsine, en estimant, à Bonn, que son élection « aura des effets positifs, seulement positifs », dans la mesure où « il ne fait pas de doute maintenant qu'il devra honorer la confiance qui lui a été exprimée ».

Maire de Moscou

M. Gavril Popov, expert en « gestion socialiste »

Lorsque, à partir de 1990, M. Boris Eltsine commença d'être absent des grandes manifestations anticomunistes de Moscou, c'est le futur maire de la capitale, M. Gavril Popov, qui y faisait office de premier vice, portant au peuple un message de combat. Dans l'esprit des Moscovites, il est ainsi devenu indissociable de leur personnage préféré.

D'autant qu'il dut ensuite, à la tête du soviet de Moscou, essayer de la part de l'appareil communiste les mêmes accusations - éventualisme, incompétence, autoritarisme, etc. - que M. Eltsine de la part du Soviet suprême de Russie. Cela ne fit que renforcer leur popularité, « malgré les décalages vides », a rappelé jeudi M. Popov en remerciant ses électeurs. Mais les deux hommes sont fort différents.

La verba facia, les yeux vifs et noirs, petit et trapu sous une forte tignasse plus sel que poivre, Gavril Kheritonovitch ne peut rimer ses origines grecques. Celles-ci étaient moins lourdes que d'autres à porter à Moscou, la maire n'hésite pas à présider l'association des Grecs d'URSS. Mais surtout, M. Popov n'a pas - comme M. Eltsine - commencé sa vie en tant que

maçon. Diplômé de la prestigieuse université d'Etat de Moscou en 1983 et membre du PC, M. Popov y devint enseignant puis met un pied à l'Académie des sciences, comme directeur adjoint de l'Institut de l'information scientifique pour les sciences sociales. C'est un économiste académique, mais que l'objet de ses études a porté vers la pratique : la gestion socialiste. Il en dénonce avec verve les horreurs - une fois la perestroïka instaurée, surtout en tant que rédacteur en chef, à partir de mai 1989, de la revue *Voprosy Ekonomiki* (Les Questions d'économie).

L'approvisionnement de la ville

Eu au congrès des députés du peuple en mars 1989, il devient un des cinq coprésidents - politiquement, entre Sakharov et Eltsine - du Groupe intergroupe des députés, pépinière du mouvement démocratique. L'année suivante, les quatre cent soixante-dix députés du soviet de Moscou s'accordent pour l'élire à leur tête. C'est le début des vrais problèmes : pour tenter de résoudre ceux de l'approvisionnement, M. Popov veut supprimer la distribution par le canal

des entreprises, source des plus grands détournements. La tolérance des syndicats officiels l'oblige à reculer.

Les débats à plein temps, mais généralement striés du soviet de Moscou, déchirés en multiples chapelles communistes et démocrates, font le reste, et M. Popov en arrive à parler de démission et de retour à l'opposition. Membre du conseil consultatif de Boris Eltsine, il rejoint aussi l'Association de politique étrangère, créée l'hiver dernier par M. Chevardnadze après sa démission des affaires étrangères.

M. Popov menace encore de partir au cas où le soviet de Moscou refuserait d'appuyer sa candidature à la mairie de Moscou. Il n'obtient pas le soutien de la majorité du soviet, mais deux cent mille signatures de Moscovites en sa faveur lui permettent de se présenter. Les 65 % de voix qu'il vient de recueillir face à deux rivaux communistes lui donnent l'autorité qui lui manquait. L'ordre est irrésistible à la fois démocratique, désireux de plus en plus volontiers sans crainte de plier M. Gorbatchev, auquel il s'est toujours gardé de s'opposer de front.

SOPHIE SHIHAB

Maire de Leningrad

Anatoli Sobtchak, un démocrate moderniste

La perestroïka a engendré deux sortes d'hommes politiques : les anciens barons de la nomenclature qui ont retrouvé l'occasion de réformer le système gâché sous Khrouchchev et une nouvelle génération venue à la politique avec Gorbatchev, qui prend au sérieux la volonté de démocratisation.

Anatoli Sobtchak est un représentant typique de cette deuxième catégorie. Son passage au Parti communiste aura été à la fois tardif - il adhère seulement en 1988 - et d'une extrême brièveté - il démissionnera deux ans après. Avant d'entrer dans la politique active, il avait toujours été à la marge du régime sans en faire jamais vraiment partie : c'est pourquoi ses convictions démocratiques servies par un grand talent d'orateur n'ont pas à se fonder sur un reniement du passé.

Né en 1938, Anatoli Alexandrovitch Sobtchak n'a que dix-huit ans au moment du XX^e congrès par lequel Khrouchchev ouvre l'ère de la destalinisation. Si n'est pas tenu par une carrière d'apparat, il n'est pas moins un cursus interdict aux « éléments anti-socialistes ». Docteur en droit, avocat - il a dirigé un cabinet à Stavropol, ville de Mikhaïl Gorbatchev - spécialiste de législation économique, il enseigne

pendant de nombreuses années à l'école des cadres du ministère de l'Intérieur à Leningrad.

Le lieu n'est pas « neutre » et les disciplines juridiques ou économiques paraissent largement surréalistes dans un système qui ignore les règles élémentaires du droit et de l'économie. Mais elles ont cet avantage essentiel pour qui les pratique sans dogmatisme d'ouvrir des horizons sur le fonctionnement des autres sociétés, notamment occidentales.

Brillant orateur

Cette formation ne sera pas inutile au maire de Leningrad confronté aux problèmes de privatisation, aux coopérations et aux questions de contrôle parlementaire : il est membre de la commission formée par le Congrès des députés pour enquêter sur les événements de Tbilissi où l'intervention des forces de l'ordre a fait vingt morts en avril 1989.

Anatoli Sobtchak a en effet été élu, aux premières élections partiellement libres de 1989, député au Congrès et au Soviet suprême, où il est un des orateurs les plus brillants et les plus écoutés du mouvement démocratique, qui polémiquait avec Egor Ligatchev, chef de file

des conservateurs, au avec Nicolas Rykov. A l'été 1990, son nom était cité pour le poste de premier ministre si Mikhaïl Gorbatchev avait alors décidé de faire alliance avec les réformateurs plutôt que de miser sur les conservateurs.

Avec son allure de cadre dynamique, il est plus proche de l'intelligentsia de Leningrad et de Moscou que de la province russe. Par son de M. Eltsine, il n'a cependant jamais suivi le nouveau président de la Russie dans ses attaques personnelles contre le numéro un soviétique. Non que ses convictions ne soient pas aussi radicales : c'est un défenseur acharné du pluralisme politique et de l'économie de marché, qu'il tente de pratiquer dans sa municipalité, mais il sait que l'opposition démocratique a besoin de temps pour s'organiser avant de pouvoir gouverner l'Union soviétique.

Une Union soviétique qu'il voit remodelée, car ce russe croit que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'applique aussi aux nations annexées par le tsarisme puis par le communisme. Et s'il s'est engagé à fond pour que sa ville reprenne son nom original de Saint-Petersbourg, c'est aussi la rupture avec le tsarisme soit aussi consensuelle symboliquement.

DANIEL VERNET

ITALIE : Rome joue la fermeté

Huit cents Albanais sont reconduits dans les eaux internationales

Confrontées à un flux grandissant de réfugiés albanais au moment où s'annonce une saison touristique déjà perturbée, les autorités italiennes jouent la carte de la fermeté.

ROME

de notre correspondant

« Basta ! » Après avoir accueilli, vaillant que vaillant, plus de vingt-quatre mille réfugiés albanais en mars - dont deux mille, d'après des sources officielles, ont été renvoyés en mer - l'Italie a fait savoir que cela suffisait. « L'Albanie était aujourd'hui, comme dit le chef de la diplomatie, M. Gianni De Michelis, un pays libre et démocratique », il n'est plus question d'accorder le statut de réfugiés politiques à qui conque : « Les citoyens albanais qui tentent de rejoindre nos côtes, a ajouté, vendredi 14 juin, le ministre de l'immigration, M. Margherita Boniver, seront désormais considérés comme étrangers, clandestins, et en conséquence repoussés ».

L'objectif du gouvernement, soutenu semble-t-il par toutes les grandes capitales européennes discrètement sondées, est de mettre un terme final à l'exode du « pays des aigles ». Pour parvenir à ce résultat, une double stratégie a été mise au point : fermeté à l'égard de ceux qui tentent et tentent encore d'accoster en Italie, aide humanitaire importante en direction de leur patrie. Ainsi M. De Michelis a-t-il promis jeudi soir à Tirana d'envoyer aussi vite que possible des biens alimentaires et médicaux pour environ 300 millions de francs (60 milliards de lires). Cette aide s'ajoutera aux 30 millions de francs promis en début d'année et parvenus à bon port en avril dernier. Dans le même temps, il a été décidé d'étudier la possibilité de consacrer au problème albanais une partie des 700 millions de francs que les contribuables italiens, sur leur feuille d'impôts, choisissent d'attribuer à des œuvres sociales.

En échange, les autorités albanaises se sont engagées sur un plan

en trois points. Premier point, Tirana s'engage à accueillir ceux des vingt-quatre mille réfugiés qui, n'ayant pas trouvé d'emploi en Italie d'ici au 15 juillet, devront être expulsés et renvoyés chez eux. Deuxième point : ce sont les bateaux albanais qui devront désormais se porter au secours des candidats à l'exil qui dériveraient dans les eaux internationales du détroit d'Otrante. Enfin, Tirana a renouvelé son engagement de prévenir, autant que faire se peut, toute nouvelle vague de départs.

En fait, selon la police transalpine, il semble bien qu'il existe désormais dans l'Adriatique, un véritable réseau maritime qui fait la navette entre les côtes albanaises et la limite des eaux territoriales italiennes. Les candidats au

départ fabriquent des radeaux qui sont ensuite transportés sur les gros bateaux jusqu'à des eaux internationales. Là, les radeaux seraient mis à l'eau pour dériver jusqu'au passage de navires marchands.

C'est ainsi que trois bateaux battant pavillon grec sont arrivés ces derniers jours à Ancone, un cargo turc à Trieste, un soviétique à Venise et un second soviétique, vendredi soir tard à Ravenna. Au total ces six bâtiments ont à leur bord huit cents réfugiés albanais qui, contrairement à ce que nous écrivions, le 14 juin, sur la foi d'une dépêche d'agence, n'ont jamais été autorisés à mettre pied à terre. Ils devaient être reconduits, samedi 15 juin, dans les eaux internationales. A bord des navires grecs stationnés à Ancone,

la situation était déjà extrêmement tendue vendredi soir, et certains des quatre cents réfugiés embarqués avaient entamé une grève de la faim.

Pour leur part, au moment où la saison touristique s'annonce, les édiles d'Ancone commencent à paniquer. Plus de quinze mille personnes étaient attendues ce week-end dans la ville, pour s'embarquer à destination de la Grèce, mais les ferries commerciaux ne pouvaient pas approcher des côtes, embouteillées par les trois navires grecs et leurs réfugiés.

Problème différent, mais tout aussi inquiétant, dans la plupart des côtes balnéaires des Pouilles et de Basilicate. Ces deux régions, qui sont parmi les plus pauvres d'Italie et dont les populations avaient fait preuve d'une remar-

nable solidarité en mars, sont aujourd'hui menacées d'asphyxie économique, la saison touristique étant d'ores et déjà compromise puisque la plupart des campings de la région sont toujours occupés par des réfugiés albanais. Près de vingt mille Albanais sont encore concentrés autour de Brindisi, d'Ancone et dans la région. De sérieux problèmes de sécurité publique ont éclaté dans plusieurs camps, et le gouvernement a dû se résoudre, vendredi soir, à expulser manu militari, quarante et un réfugiés. Ils ont été embarqués à bord d'un avion pour Tirana. Dix autres, arrêtés près de la frontière nord après s'être livrés à quelques rapines, devraient prendre le même chemin rapidement.

PATRICE CLAUDE

ALBANIE : le 10^e congrès du Parti du travail

Les communistes acceptent difficilement la remise en cause d'Enver Hoxha

Le Parti albanais du travail (communiste), qui s'est transformé, mercredi 12 juin, en Parti socialiste, s'est donc tenu, à l'issue de son 10^e congrès, un président réformiste, l'économiste Fatos Nano, trente-neuf ans, qui aura la lourde tâche de redresser l'image du parti. M. Nano, qui occupa la fonction de premier ministre entre février et le début du mois de juillet 1990, avant d'être renversé par une grève générale de plus de trois semaines, a indiqué qu'il allait abandonner ses fonctions de ministre du commerce extérieur dans le gouvernement de coalition formé mardi, où, pour la première fois, les communistes partagent le pouvoir avec l'opposition.

Le parti a décidé de se lancer dans une « rénovation totale » : engagement en faveur de l'économie de marché et des droits de l'homme, et rupture avec l'héritage communiste légué par Enver Hoxha. Le nouveau comité central a été réélu et renouvelé. Plus de 90 % des membres actuels n'ap-

partenaient pas au précédent comité central, et la moyenne d'âge est passée de quarante-neuf à quarante ans.

Après avoir dénoncé les « privilèges immérités » acquis par certains membres de l'ancienne équipe dirigeante et leur « goût immérité pour le confort », le congrès a procédé à l'expulsion du comité central, et même du parti, d'une vingtaine de responsables, dont plusieurs anciens membres du bureau politique et les anciens ministres de l'intérieur MM. Simon Stefani et Hekuran Isai. Pour la première fois Enver Hoxha a été critiqué et ses « erreurs » dénoncées, mais modérément. Les deux seuls délégués (sur près de 1 400) qui ont tenté de lancer un véritable réquisitoire contre l'ancien dirigeant, l'écrivain Brito Agolli et l'ancien ministre de la culture Monikom Zego, ont été vivement contestés par le congrès, qui les a interrompus en scandant des slogans favorables à Enver Hoxha. En fin de compte,

le texte final n'insiste guère sur les aspects les plus sombres de l'ère Hoxha, comme la répression sanglante de toute opposition réelle ou supposée.

La nomination de M. Nano et la présence à ses côtés d'un vice-président également libéral, M. Spiro Dedë, jusqu'alors secrétaire du comité central chargé de l'idéologie, ne doivent pas faire oublier la présence d'une importante composante conservatrice au sein du parti. Ancien étudiant de l'Institut du marxisme-Léninisme, puis rédacteur en chef de l'organe du parti, *Zeri i Popullit*, M. Dedë, cinquante-six ans, a été directeur du Musée Enver-Hoxha.

D'autre part, les ministres des affaires étrangères des Danes pourraient donner lundi 17 ou mardi 18 juin, à Luxembourg, le feu vert à l'établissement de relations diplomatiques entre la CEE et l'Albanie, à l'initiative de la Commission européenne. M. Frans Andriessen. Les candidatures sont

maintenant remplies a expliqué M. Andriessen. Le Parlement européen a également souhaité que les vingt-quatre pays accablés fournissent d'aide aux pays d'Europe de l'Est étendant leur soutien à l'Albanie.

Tirana va probablement intégrer la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dès mercredi prochain, rompant ainsi avec trois décennies d'isolement total, a annoncé, vendredi 14 juin à Bonn, un haut responsable du gouvernement allemand. M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, s'est rendu samedi à Tirana pour consulter à ce sujet le nouveau gouvernement albanais.

Enfin, le secrétaire d'Etat américain James Baker envisage de se rendre en Albanie la semaine prochaine pour la première fois depuis la rupture des relations américano-albanaises en 1939, a annoncé un haut responsable du département d'Etat. (AFT)

« Saint-Petersbourg » a gagné

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Les habitants des bords de la Neva », comme les appelle désormais le maire de Moscou en attendant qu'on puisse leur donner un nom officiel, ont donc décidé mercredi 12 juin, par une majorité de plus de 54 %, qu'ils préféreraient rendre à Leningrad son nom original de Saint-Petersbourg.

L'anticommunisme et la volonté de retour à la tradition russe auront finalement été plus forts que l'attachement des Soviétiques à leur lutte contre le fascisme nazi, héroïquement illustrée par la résistance de Leningrad au blocus allemand.

Une valeur d'enquête

C'est une bataille de plus perdue par le Parti communiste qui avait mis tout son poids dans la balance (*Le Monde* daté 2-3 juin), renforcé son dernier moment par une intervention de M. Gorbatchev.

Leningrad ne va pas être rebaptisé aussitôt pour autant. Le référendum n'a pas force juridique mais simplement valeur d'enquête d'opinion et il faut maintenant décider de la procédure adéquate pour répondre au souhait des électeurs.

Les communistes pensent que le nom de Leningrad, adopté en 1924 par le Congrès des soviets, ne peut être modifié que par les élus de toute l'URSS ; pour les démocrates russes, cette décision relève simplement de la Russie.

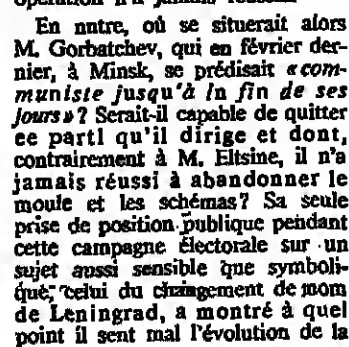
S. K.

مكتبة الشعب

Les scénarios de M. Boris Eltsine

□ **Ementes musulmanes** au Daghestan. — L'état d'urgence a été décrété jeudi 13 juin à Makhatchkala, capitale de la République autonome du Daghestan, en Russie, sur la mer Caspienne, où des éments ont commencé il y a dix jours quand les musulmans ont appris que leur pèlerinage à La Mecque leur coûtera six fois plus cher que l'année dernière, selon l'agence Tass. Des centaines de manifestants ont investi le siège du gouvernement et la troupe a tiré, faisant un mort et des blessés, selon un dirigeant du Parti de la renaissance islamique. — (Reuters).

« M. Marchais « ne saute pas de joie ». — Réagissant, jeudi 13 juin à Périgueux (Dordogne), à l'élection de M. Boris Eltsine et au changement de nom de Leningrad, M. Georges Marebais, secrétaire général du PCF, a déclaré : « *Cela ne nous fait pas sauter de joie, mais pour d'autres (...), c'est l'euphorie. Que tant de Russes aient la nostalgie du tsarisme et soient pénétrés du rêve américain, quelle bonne nouvelle ! Pour notre part, nous doutons (que l'élection) soit si bonne que cela pour le peuple russe lui-même.* »



Comme il le disait récemment à la Pravda : « Nous nous des relations de travail ce qui ne veut pas dire que nous sommes amis », le président russe préfère, lui, parler de « table ronde », un concept sous lequel son entourage a minutieusement interrogé le Polonais Adam Michnik qui a une solide expérience de cette technique, lors de son dernier passage à Moscou fin mars. Que l'on sache... En Pologne la table ronde de 1989 avait signifié le début de la fin pour les communistes, y compris pour les réformateurs.

SYLVIE KAUFFMANN

Plusieurs officiers sont suspendus après le massacre de cent cinquante civils

semble difficile à établir, les mili-

приложение 4 к плану № 10

□ **CORÉE DU SUD** : arrestation d'un dirigeant anarcho-sindicaliste. - Un important dirigeant syndical a été arrêté vendredi 14 juin alors qu'il tentait de sortir de la cathédrale de Séoul, où il avait trouvé asile le 18 mai dernier en même temps que d'autres opposants. M. Hyun-Ju-duk, président par intérim du syndicat clandestin Channohyap, était recherché par la police, qui l'accusait d'avoir été à l'origine de manifestations antigouvernementales. - (Reuters, AFP).

□ **ÉTATS-UNIS** : d'ex-stages américains demandent l'ouverture d'une enquête sur les agissements de Ronald Reagan. — Huit Américains, qui avaient été retenus en otage avec quarant-cinq autres, à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, ont demandé, jeudi 13 juin, au Congrès d'ouvrir une

enquête sur les agissements de l'ancien président Ronald Reagan, accusé d'avoir retardé leur libération pour qu'elle intervienne après les élections de 1980 qu'il devait remporter. Ces accusations contredites par M. Reagan ont été récemment relancées par M. Gary Sick, un conseiller de l'ancien président Jimmy Carter. Le président George Bush, qui se présentait à l'époque comme candidat à la vice-présidence sur le même « ticket » que M. Reagan, a nié les faits.

Les femmes se croisent les bras

A la Chaux-de-Fonds, le personnel médical de l'hôpital a

Diversament suivis selon les antipatriarcales et les régions, le mouvement aura mobilisé plus de 100 000 femmes à travers le pays, à en croire les syndicats. Mais ce geste d'humeur aura surtout remporté un large succès médiatique. Cette journée aura également contribué à mettre en évidence les obstacles qui restent à franchir pour traduire dans les faits l'égalité entre hommes et femmes. Alors que ce n'est qu'en 1971 que la suffrage féminin avait été introduit en Suisse, il a fallu attendre encore vingt ans pour que la canton d'Appenzell-Rhodes-Intérieures se résigne à l'admettre à son tour. Parmi les principales inégalités qui subsistent, l'écart entre salaires masculins et féminins est estimé à près de 30 %. Les femmes suisses déplorant également le manque de crèches, la carence de la protection sociale et de la promotion professionnelle. Comme ailleurs, elles ont vu sous-représentées dans la vie politique, avec 14 % au palme des sièges au Parlement fédéral.

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ **BELGIQUE** : une femme pourra accéder au trône. — Le Sénat a entériné, mercredi 12 juin, une révision de la Constitution permettant à une femme d'accéder au trône de Belgique. Cette décision, qui met fin à plus de

soixante ans de monopole masculin sur la fonction royale, ne s'appliquera pour la première fois qu'à la descendance du prince Albert, héritier présomptif du roi Baudouin. — (AFP)

Publicité

De la recherche suisse

Bonnes
nouvelles
pour celui
qui perd
ses cheveux

BÂLE - Une bonne nouvelle est arrivée à Paris avec grand bruit en provenance de Suisse, à la suite de l'air de pouvoir égayer les journées de ceux qui vivent dans l'angoisse de perdre leurs che-

Les laboratoires d'une société suisse (Cospropharm Ltd) de Bâle, siège reconnu de la chimie mondiale, ont mis au point une préparation cosmétique composée d'une anulation à 0,84% du Nicoténol (association de deux mlécules et d'un vasodilatateur à usage topique), capable de freiner la chute des cheveux.

Le produit, testé par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen, a révélé de ce dernier l'efficacité dans la majeure partie des cas traités. Mais la gène n'est une légère rougeur qui dure une heure environ et qui est limitée à la zone d'application de la préparation.

Ce résultat de la recherche suisse, commercialisée sous le nom de Labo, va arriver dans les pharmacies françaises également, après que les nouvelles venues de l'autre côté des Alpes l'aient amené dans de nombreux autres pays d'Europe. Il serait distribué par Campagna pour les pharmaciens en France.

AFRIQUE

ETHIOPIE

La promesse de tenir une conférence nationale n'a pas dissipé l'inquiétude

ADDIS-ABABA

de notre envoyé spécial

A deux semaines de la conférence nationale - censée s'ouvrir avant le 1^{er} juillet - ni la liste des participants, ni le lieu de la réunion n'ont été rendus publics et, malgré les propos rassurants du président par intérim, M. Meles Zenawi, le scepticisme règne dans les milieux diplomatiques. Le dirigeant du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) a beau répéter que la conférence sera « ouverte à tous », il n'en émet pas moins des réserves sur la participation de ceux qui « encouragent la population à prendre les armes » contre les nouvelles autorités.

Optimisme un peu forcé

De son côté, la presse officielle ne ménage pas ses attaques contre la Coalition des forces démocratiques éthiopiennes (CFDE), basée à Washington. Quant au Front de libération commun (FLO) - un des trois mouvements qui avaient participé aux négociations de Londres, le 27 mai - son optimisme obstiné ne manque pas d'inquiéter.

L'optimisme d'un peu forcé des diplomates américains contraste avec la prudence des autres ambassades occidentales. Si certaines d'entre elles - celles de

France et d'Allemagne notamment - envisagent de faire revenir une partie de leur personnel, l'incertitude politique est telle que les Nations unies viennent de demander à leur personnel de se « tenir prêt à évacuer le pays, si nécessaire ». Il y a « de sérieux risques d'agitation, voire d'anarchie, si par malheur la table ronde est repoussée », explique, en privé, un responsable américain.

Les universitaires du Comité pour la paix et la réconciliation

(CPR) ont appelé, dans un document publié cette semaine, l'importance d'une conférence rassemblant toutes les forces politiques de la nation. Mais la réunion qu'ils souhaitent organiser sur le campus a été interdite par le FDRPE, ce dernier invoquant des raisons de sécurité. L'université est fermée depuis le 1^{er} juin, à la suite d'une agression commise contre des combattants tigréens.

JEAN HÉLÈNE

Le Parlement européen appelle à ce cessez-le-feu en Ethiopie pour faciliter l'aide alimentaire. - Le Parlement européen a appelé, jeudi 13 juin, à Strasbourg, à un cessez-le-feu global en Ethiopie pour faciliter la distribution de l'aide alimentaire d'urgence aux populations menacées de famine.

L'Assemblée a condamné la « répression sanglante des manifestations menées par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), les attaques du Front de libération arabe (OLA) contre des camps de réfugiés en provenance du sud du Soudan, ainsi que les bombardements des forces étiopiennes s'étendant sur des réfugiés en route pour le Soudan. » (AFP)

Démocratie du Front populaire de libération de l'Erythrée. - Dans

une lettre adressée au Mande, datée du mercredi 12 juin, le bureau de Londres du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) a démenti la rumeur, dont nous sommes fait l'écho (le Mande du 12 juin), selon laquelle une manifestation hostile à l'indépendance de l'Erythrée aurait eu lieu, début juin, à Asmara. Le FPL dément, de même, qu'il y ait eu des échauffourées entre musulmans et chrétiens dans la capitale érythréenne.

Ces rumeurs sont émanées de tout fondement, précise le FPL. « Si une solide unité ne prévient pas parmi la population érythréenne, il n'aurait pas été possible au FPL de triompher de la plus grande armée d'Afrique et d'entrer victorieusement dans Asmara », souligne-t-il.

MADAGASCAR

Nouvelles manifestations pour obtenir l'abrogation de la Constitution socialiste

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, vendredi 14 juin, à Antananarivo, pour réclamer l'abrogation d'une conférence de concertation nationale et l'abrogation de la Constitution socialiste de 1975. Les manifestants, essentiellement des jeunes, ont organisé un « sit-in » devant la gare principale de la capitale. Ce rassemblement n'a pas provoqué d'incidents.

Selon un des principaux dirigeants du MFM (Parti pour le pouvoir profane), M. Germain Rakotonirainy, « beaucoup de manifestants réclament maintenant le départ du président Didier Ratsiraka ». La Constitution de 1975 « a été taillée sur mesure pour un régime marxiste, un régime stalinien. Elle a été retouchée pour installer le multipartisme, mais rien, à part cela, n'a changé », souligne M. Rakotonirainy. Il a ajouté

que son parti avait lancé un appel à manifester « dans tout le pays », samedi 15 juin, date de l'anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat.

Ce dernier, en visite en France où il a eu, jeudi, un entretien avec le premier ministre, M. Edith Cresson, s'est étonné de l'existence de l'opposition à obtenir la tenue d'une conférence nationale. « Une telle conférence serait envisageable, à la limite, dans un pays où il n'y a qu'un parti et pas de Parlement, ce qui n'est pas le cas à Madagascar », a-t-il déclaré. Interrogé sur la tenue d'élections anticipées, M. Ratsiraka n'a pas exclu que ce puisse être « une éventualité ». Rappelant qu'il avait été élu avec 62,7 % des suffrages en mars 1989, le président malgache a estimé que les contestataires sont « minoritaires ». M. Ratsiraka était attendu à Antananarivo vendredi soir. (AFP, Reuters)

ALGERIE : selon les autorités militaires

Les récents affrontements ont fait dix-sept morts et plus de deux cents blessés

Les récents affrontements entre militants islamistes et forces de l'ordre ont fait dix-sept morts et deux cent dix-neuf blessés parmi les militaires, les policiers et les civils, ont annoncé, jeudi 13 juin, les autorités militaires à Alger. Ce premier bilan a été arrêté, précisent-elles, à la date du 10 juin. De même source, on affirme que les « insurgés », qui contrôlaient quatre hôpitaux dans la capitale, ont fait disparaître certaines

de leurs victimes. Par ailleurs, un second rassemblement islamiste a été arrêté, mercredi 12 juin, à Oran, « en possession d'explosifs et d'armes à feu ». Interrogé par la télévision nationale, l'homme - un certain Didier Guillaume - a affirmé qu'il était venu en Algérie pour défendre les islamistes et qu'il avait rendu visite au président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani. (AFP)

EN BREF

ANGOLA : plus de 400 « casques bleus » pour surveiller l'application de l'accord de paix. - Plus de 400 « casques bleus » sont engagés par les Nations unies pour surveiller l'accord de paix, signé le 31 mai, par le gouvernement et les anciens rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a indiqué, jeudi 13 juin, un responsable de l'ONU à Luanda. (AFP)

BURUNDI : le multipartisme en 1992. - Le premier ministre, M. Adrien Sibomana, a annoncé, vendredi 14 juin, à Bruxelles, que la nouvelle Constitution qui entrera « très probablement » en vigueur en mars 1992, autorisera le multipartisme. La CSE se félicite, quant à elle, de la politique de réconciliation engagée au Burundi. (AFP, Reuters)

GABON : hommage de M. Avic au président Omar Bongo. - A l'issue de son premier voyage officiel en Afrique depuis sa nomination, le ministre français de l'énergie, M. Edwige Avic, s'est déclaré, vendredi 14 juin, « satisfait » de ses entretiens avec les dirigeants gabonais, en particulier avec le président Omar Bongo, qu'elle a qualifié de « personnage éminent du continent africain ». Le Gabon poursuit son processus démocratique avec courage et détermination, s'est félicité M. Avic. (AFP)

GUINÉE : affrontements tribaux dans le Sud. - Des affrontements tribaux ont fait une douzaine de morts, ces derniers jours, à Nzérékoré, dans le sud du pays, a-t-on appris, vendredi 14 juin, de sources concordantes à Conakry.

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Assassinat mystérieux d'un haut fonctionnaire

Un haut fonctionnaire du Sénat de Berlin, M. Hanna Klein, âgé de quarante-huit ans, directeur dans les services d'équipement de la ville, a été trouvé mort, jeudi 13 juin, à son domicile, victime d'une lettre piégée. M. Klein s'occupait notamment d'instruire les dossiers de permis de construire dans le centre du nouveau Berlin, objet de toutes les convoitises. Il avait joué un rôle important dans la décision de vendre à Mercedes un immense terrain près de la Potsdamer Platz. (Corresp.)

AUTRICHE

Les socialistes deviennent « sociaux-démocrates »

A l'occasion du trente-deuxième congrès du Parti socialiste autrichien (SPOE) qui s'est ouvert, vendredi 14 juin, à Linz, les délégués ont décidé d'abandonner l'appellation « socialiste » et de la remplacer par celle de « sociaux-démocrates ». Ce changement de nom - le SPOE sera maintenant traduit un « parti social-démocrate », qui était « social-démocrate » pendant l'entre-deux-guerres et n'est devenu « socialiste » qu'après 1945. Des réformes sont envisagées, notamment afin d'ouvrir le parti pour mieux l'adapter aux courants actuels. Le chancelier, M. Franz Vranitzky, a été réélu par 97,9 % des voix à la tête du parti. (AFP)

Ces troubles auraient touché d'autres villes de province, notamment Fria, où deux personnes, au moins, auraient été tuées. Ces affrontements seraient intervenus après des élections communales, échauffées à main levée. (AFP)

MALI : la Conférence nationale s'ouvrira le 29 juillet. - La Conférence nationale se déroulera du 29 juillet au 12 août, a annoncé, jeudi 13 juin, à Bamako, le Comité de transition pour le salut du peuple (CSTP), au pouvoir depuis le renversement de l'ex-président Moussa Traoré. Cette conférence doit élaborer un projet de constitution, qui sera soumis à référendum, ainsi qu'un code électoral et une charte des partis autorisant le multipartisme. (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : le départ de M. René Ala

L'ambassadeur de France à Beyrouth laisse le général Aoun derrière lui

BEYROUTH

de notre correspondant

Ayant terminé son mandat au Liban, l'ambassadeur de France, M. René Ala, devait quitter Beyrouth dimanche 16 ou lundi 17 juin. Il n'a sûrement pas été un ambassadeur comme les autres. De tous les diplomates qui se sont succédés au Liban depuis qu'en 1943 la France n'y a plus de haut-commissaire, M. Ala est celui dont le passage laisse ici le plus de traces. Arrivé sous les auspices de la « guerre de libération » du général Aoun, en juin 1989, il repart, après avoir vécu le déchirement de la « guerre des chrétiens » en 1990, en pleine phase de « pacification ».

M. Ala n'a laissé personne indifférent. Même ceux qui désapprouvaient son action ou en étaient gênés - notamment au sein du pouvoir libanais qui s'est mis en place, durant son mandat, sous l'ombrelle syrienne - avaient pour lui de l'estime et appréciaient sa sincérité et sa rigueur, sa fermeté et sa bonté, son la politique de la France qu'il appliquait.

« L'affaire Aoun », certes, lui valut les critiques des professionnels de la politique, mais l'amour du petit peuple alla jusqu'à s'exprimer par une multitude de missives l'encourageant à ne lâcher ni le Liban ni le général Aoun. Il n'empêche qu'il laisse le général Aoun derrière lui à l'ambassade. Son rôle le plus cher était de régler cette délicate affaire avant son départ. Une fois au moins, en avril dernier, il a cru toucher au but.

Il y eut maldonne et M. Hosson,

qui lui succède, ne rejoindra pas son poste pour le moment, une manière pour la France d'exprimer son mécontentement pour ce qu'elle considère être des engagements non tenus, à ce qu'il se passe au Liban. L'autre manière aurait été de bloquer son aide technique et matérielle au Liban, alors que ce pays en a plus que jamais besoin.

Venus de tous les horizons politiques, chrétiens et musulmans, ils étaient très nombreux à rendre hom-

mage, vendredi, à « cet ambassadeur pas comme les autres » dans les jardins de sa résidence, probablement sous l'œil goguenard ou fatigué du général Aoun que l'on pouvait imaginer observant le monde politique libanais, qu'il méprisait tant, et derrière les persiennes de la chambre où il demeurait paisiblement après le départ de celui qui fut son rival, mais pas pour autant son ennemi.

LUCIEN GEORGE

Les relations entre la Turquie et l'Irak

M. Tarek Aziz repart d'Ankara les mains vides

ISTANBUL

de notre correspondant

Le vice-premier irakien, M. Tarek Aziz, a quitté Ankara jeudi 14 juin les mains vides à l'issue de ses entretiens avec les autorités turques, n'ayant obtenu ni la réouverture de l'oléoduc qui permettrait à l'Irak d'exporter 1,5 milliard de barils de pétrole par jour ni la reprise des relations diplomatiques avec la Turquie.

Le gouvernement turc s'est montré intransigent malgré la tension des 250 milliards de dollars annuels que lui rapporterait le transit du pétrole irakien. L'argument de M. Aziz, selon lequel, « l'embargo n'est plus valide puisque l'Irak a accepté toutes les résolutions des Nations unies » n'a pas convaincu le gouvernement turc qui poursuivra les sanctions contre son voisin en attendant une décision contraire du Conseil de sécurité. Cette visite, au cours de laquelle le président Ozal s'est entretenu pendant deux heures et

demie avec M. Aziz, a cependant permis aux deux pays de restaurer leurs contacts. « Nous n'avons pas parlé du passé, nous avons parlé de la situation politique actuelle, de ce qui se passe dans le pays », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Altınsoy.

M. Ozal, qui déclara il y a quelques mois que « l'Irak ne doit pas être isolé », ne peut pas se permettre de rejeter toute coopération avec l'Irak, un pays économiquement et politiquement important pour la Turquie. D'autant plus que, selon M. Aziz, « l'Irak ne changera pas ses dirigeants juste pour faire plaisir à certaines capitales occidentales ». D'écouter et de bénéficier de son pétrole, M. Aziz, pour sa part, visite à un pays de l'Alliance depuis la fin de la guerre, a voulu présenter l'image d'un Irak impatient et sûr de lui. « A la fin du monde, on aura pu croire qu'ils avaient gagné la guerre », a déclaré un haut fonctionnaire turc.

NICOLE POPE

An Kurdistan irakien

Les forces de la coalition quittent Dohouk

Les soldats de la coalition alliée et les membres des organisations de secours qui se trouvaient dans la ville de Dohouk (Kurdistan irakien) depuis le 25 mai devaient quitter cette ville samedi 15 juin, leur mission accomplie, a annoncé jeudi le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. « En trois semaines, les forces de la coalition ont nettoyé la ville des munitions qui s'y trouvaient, enterré les ordres des rues et des égouts, rétabli la fourniture d'eau et d'électricité et aidé des milliers de réfugiés à se réinstaller », a-t-il indiqué.

Interrogé sur la réaction des Kurdes à ce départ, M. Williams a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation. « Nous avons clairement indiqué que la raison de la présence de ces gens [les militaires alliés et les secouristes] à Dohouk était de remettre la ville en état de fonctionnement ». Le porte-parole a d'autre part indiqué qu'aucune date n'avait encore été fixée pour le départ des forces de la coalition de l'Irak. « Nous ne partons pas tant que la

mission ne sera pas accomplie », a-t-il indiqué, tout en soulignant que les forces coalisées « avaient fondamentalement accompli cette mission ».

D'autre part, cinq cent cinquante militaires français chargés de l'aide aux Kurdes vont quitter la France, indique vendredi un communiqué du service de presse des armées (SIRPA). Ces soldats, appartenant au service de santé des armées ou à des unités logistiques, rejoindront la France le 17 juin, à partir du port d'Istanbul en Turquie, à bord des bâtiments l'Estrel et Montblanc.

A Paris, une délégation de l'opposition chiite irakienne, conduite par le porte-parole de l'Assemblée islamique a été reçue au Quai d'Orsay vendredi par un haut fonctionnaire du ministère. L'entretien a porté sur la situation dans le sud de l'Irak où plusieurs centaines de milliers de réfugiés chiites irakiens ont fait la répression du régime de Bagdad. (AFP)

Malgré la présence d'une forte délégation irakienne

La rencontre euro-arabe de Strasbourg s'est déroulée sans incident

STRASBOURG

de notre correspondant

La commission politique de l'Assemblée européenne a reçu, jeudi 13 juin, des délégations parlementaires des pays membres de la Ligue arabe, Irak et Yémen compris. L'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis n'étaient pas fait représenter à cette « conférence sur le dialogue euro-arabe pour la paix ». M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, a dénoncé le caractère « déséquilibré » de la conférence en raison de la forte représentation irakienne. M. Claude Cheysson (PS), qui se trouvait au centre du dispositif, peut néanmoins être satisfait du déroulement de l'événement, toutes les sensibilités politiques de l'hémicycle européen s'étant exprimées au cours du débat.

Les délégués irakiens ont pris la parole pour indiquer qu'ils s'en remettaient à leurs collègues arabes pour exprimer leur position. Seul

M. Edward Kellet-Bowman (conservateur britannique) a quitté la salle en déclarant qu'il « ne voulait pas parler avec les représentants d'un pays avec lequel son gouvernement était toujours en guerre ».

Au total, une rencontre « sous bâillon », a déclaré M. Martin Chassagnago (démocrate-chrétien italien), président de la commission politique, à l'issue des travaux. L'Algérie Ould Abbas, représentant l'Union parlementaire arabe, a marqué sa « profonde satisfaction » malgré les « appréhensions » qu'il avait avant de venir à Strasbourg, « surtout après la guerre du Golfe ». Est-ce à dire que l'Assemblée pourrait apporter sa contribution à la paix au Proche-Orient ? Il est trop tôt pour le dire. Même si, à la fin du mois, les lemmetozires européens continuent leurs homologues israéliens et même s'ils ont manifesté leur intention d'inviter dans les prochaines semaines des délégations des monarchies du Golfe.

MARCEL SCOTTO

ÉGLISE
ET
HISTOIRE
DE
L'ÉGLISE
EN AFRIQUE



L'avenir des jeunes Eglises

294 F 424 pages

BLAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

La règlement
est adoptée

DÉCOUVREZ
LA SUÈDE
MINITEL
36-14 SUÈDE

مكتبة القرآن

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

La réglementation des écoutes téléphoniques est adoptée avec l'abstention de la droite

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 13 juin, le projet de loi sur les écoutes téléphoniques, présenté par MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Le PS a voté « pour », les groupes RPR, UDF et UDC se sont abstenus, les députés communistes ont voté « contre ». Ce texte tend à réglementer plus strictement les écoutes judiciaires et administratives, et institue une commission de contrôle de la légalité des interceptions des communications téléphoniques.

« Il est observé, les écoutes n'existaient pas », de par la loi, elles étaient illégales. Aujourd'hui, on fait disparaître l'illégalité de ce qui constitue une atteinte aux libertés, mais les écoutes seront permises pour à peu près n'importe quoi. Est-ce que ce texte fait « la part trop belle à l'exécutif qui n'a rien pu se passer de ces méthodes d'enquête très efficaces », M. Hage a refusé de s'associer à une majorité décidée, selon lui, à « sacrifier » l'inviolabilité des correspondances téléphoniques.

M. Dorevian (RPR) : un texte « hypocrite »

Sceptique, lui aussi, sur le contenu du projet de loi - et davantage encore sur les bonnes intentions des gouvernants qui devront l'appliquer, M. François Dorevian (UDF, Mayenne) s'est déclaré partisan, comme M. Jean-Marie Daillet (non-inscrit, Manche), d'interdire les « interceptions de sécurité », c'est-à-dire les écoutes administratives, au profit des seules écoutes judiciaires, entourées de plus de garanties.

Quant à M. Patrick Dorevian (RPR, Haute-de-Seine), il a jugé « hypocrite » un projet qui marque, selon lui, une « régression juridique » puisqu'il légalise les écoutes administratives. « Vous faites de la purloine de vos prédécesseurs le fondement même de votre loi », s'est exclamé M. Dorevian. Moins sévère sur le fond, son collègue du RPR, M. Toubon, s'est efforcé, tout au long de l'examen des articles, de rapprocher le texte du gouvernement de sa propre proposition de loi, plus restrictive en matière d'autorisations d'écoutes téléphoniques. La commission des lois et son rapporteur, M. François Massot (PS, Alpes-de-Haute-Provence), l'ont, d'ailleurs, partiellement suivi en présentant plusieurs amendements en ce sens.

Première catégorie, les écoutes judiciaires : l'initiative de M. Massot et Toubon, les députés ont complété le texte du gouvernement, en précisant que les écoutes judiciaires ne peuvent être mises en œuvre que « si les nécessités de l'information l'exigent et si les autres moyens d'investigation sont insuffisants ». L'amendement souligne que la décision d'interception est écrite, n'a pas de caractère judiciaire et n'est susceptible d'aucun recours. Elle doit comporter toutes les indications nécessaires sur la liaison téléphonique à intercepter, l'infraction qui motive l'écoute et la durée de celle-ci. Le gouvernement s'est engagé à fixer par décret des conditions strictes « de qualification et de moralité » pour les agents publics des télécommunications qui seront habilités à procéder aux écoutes.

Deuxième catégorie, plus ambiguë, celle des écoutes administratives, auxquelles les impératifs de la « raison d'Etat » ont tendancé à donner des contours un peu flous. Ce sont ces « interceptions de sécurité », selon la terminologie retenue, qui ont fait l'objet d'un soin tout particulier du garde des sceaux et de son ministre délégué, au prix de quelques suspensions de séance, pour freiner discrètement les velléités réformatrices des députés.

M. Nallet s'est opposé à un amendement de M. Toubon tendant à exclure du champ des écoutes administratives la recherche d'informations relatives à la prévention de la criminalité et de la délinquance organisée, et à les limiter à la recherche de renseignements intéressant la sécurité nationale ainsi qu'à la surveillance des éléments essentiels du potentiel économique et scientifique de la France. La majorité a rejeté, à la demande du garde des sceaux, une proposition conjointe de l'UDF et du PS, interdisant les interceptions d'écoutes administratives données par le premier ministre. Celui-ci devra adresser sa décision motivée, sous quarante-huit heures, au président de la commission. Si le président a un doute sur la légalité de la décision, il saisit la commission, qui a sept jours pour délibérer. Dans le cas où elle estimerait que l'interception est infondée, la commission peut adresser au premier ministre « une recommandation tendant à ce que cette interception soit interrompue ». Pour donner plus de poids à ces « recommandations », les députés ont précisé que dans le rapport annuel, public, que la commission devra remettre chaque année au premier ministre, figurera la liste de ces recommandations et les suites qui leur ont été données.

Commission nationale de contrôle

Le gouvernement a donné un avis favorable, en revanche, à plusieurs amendements précisant que l'autorisation d'écoute administrative, accordée par le premier ministre, doit être « écrite et motivée » que le chef du département ne pourra donner délégation de ce pouvoir qu'à une seule personne (et non deux, comme le prévoyait le texte initial). Une autre restriction a été introduite par l'Assemblée nationale, limitant à dix jours maximum, au lieu de quatre, le délai au-delà duquel les renseignements de conversations téléphoniques doivent être détruits.

C'est sur la composition de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité et sur son rôle, que les députés, en accord avec le gouvernement, ont apporté le plus de modifications. Dans le texte soumis à l'Assemblée nationale, la commission était composée de trois membres : une personnalité désignée par le président de la République « en raison de son autorité et sa compétence » et nommée à la présidence de cette commission ; un député et un sénateur désignés chacun par le président de son Assemblée. Sur

proposition de MM. Toubon et Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne), les députés ont ajouté à ces trois membres un conseiller à la Cour de cassation et un conseiller d'Etat, désignés par le président de leur corps d'origine. Le gouvernement a déposé un amendement indiquant que le président de la commission sera élu, par les membres de celle-ci, parmi les personnalités non parlementaires qui la composent.

Autre innovation d'importance, les députés ont adopté un article additionnel instituant un contrôle, par la commission, de la décision d'autorisation d'écoutes administratives données par le premier ministre. Celui-ci devra adresser sa décision motivée, sous quarante-huit heures, au président de la commission. Si le président a un doute sur la légalité de la décision, il saisit la commission, qui a sept jours pour délibérer. Dans le cas où elle estimerait que l'interception est infondée, la commission peut adresser au premier ministre « une recommandation tendant à ce que cette interception soit interrompue ». Pour donner plus de poids à ces « recommandations », les députés ont précisé que dans le rapport annuel, public, que la commission devra remettre chaque année au premier ministre, figurera la liste de ces recommandations et les suites qui leur ont été données.

Enfin, les députés ont introduit dans le projet un article créant une nouvelle incrimination pour les agents des télécommunications et les fournisseurs de réseau ou de service de télécommunications qui se rendraient coupables d'interception de télécommunications non autorisées par la loi, ou « de mauvaise foi », ou, encore, qui en divulgueraient le contenu. Ce délit est puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement et de 5000 F à 30000 F d'amende. M. Nallet a précisé que le gouvernement s'engage à rédiger un décret réglementant strictement l'utilisation et la commercialisation des matériels servant à écouter, ainsi que la publicité qui peut être faite pour ces matériels.

PASCAL ROBERT-DIARD

La préparation des élections régionales

M. Rocard ne devrait pas être candidat en Ile-de-France

La décision n'est pas tout à fait définitive, mais elle est pratiquement acquise : M. Michel Rocard ne sera pas candidat, en mars prochain, aux élections régionales.

L'ancien premier ministre est certes très sensible à l'avenir de l'Ile-de-France dont il avait fait un de ses « grands chantiers » du temps où il était à Matignon, et il est toujours membre de l'Assemblée régionale, après avoir conduit la liste socialiste dans son département lors des élections de 1986, mais, aujourd'hui, tout doit plier devant sa stratégie présidentielle ; or la mésaventure de M. Jacques Chirac en 1988 a, notamment, montré qu'il n'est pas très facile de faire campagne en province lorsque l'on a l'image d'un défenseur de Paris, et ce qui est vrai pour la capitale pourrait l'être aussi pour sa région.

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine aurait eu plus de mal à résister à la tentation si la bataille avait été régionale, c'est-à-dire si, en mars prochain, la proportionnelle avait été appliquée dans le cadre de la région ; et non dans celui des départements, comme l'a imposé M. François Mitterrand. Alors, les socialistes auraient eu une faible chance de l'emporter. Le maintien de l'actuel mode de scrutin suppose pratiquement cette chance, la droite pouvant prendre appui sur son solide réseau de notables départementaux, puisqu'elle dirige six des huit conseils généraux de la région.

M. Joxe, tête de liste à Paris

Enfin, M. Rocard n'a pas encore décidé s'il tentera, ou non, de récupérer son siège à l'Assemblée nationale en septembre prochain ; il devrait trancher cette question difficile au retour de la croisière qu'il fait actuellement en Méditerranée. Or, s'il est réélu député, étant déjà maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, il sera touché par la loi limitant le cumul des mandats et ne pourra pas siéger au conseil régional. Les rumeurs ont donc décidé que M. Jean Le Gars, ancien député et actuel conseiller régional, mènera la liste socialiste dans les Yvelines en mars prochain.

Le choix de la tête de liste a été fait par la plupart des commis-

sions exécutives fédérales, ce choix devant être examiné par le comité directeur du parti, qui se réunira début juillet. Ont été désignés : en Seine-et-Marne M. Yannick Bodin (jospiniste), l'actuel président du groupe au conseil régional ; dans le Val-d'Oise, M. Manuel Valls (rocardien), premier secrétaire fédéral, ancien membre du cabinet de M. Rocard à Matignon ; dans les Hauts-de-Seine, M. Michel Sapin (rocardien), ministre délégué à la justice. Dans le Val-de-Marne, sont encore en compétition M. Patrick Sève, premier fédéral (jospiniste) et député, et M. Laurent Cathala, maire (fabiusien) de Créteil et secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, mais l'un et l'autre ont décidé de régler l'affaire sans conflit en fonction de l'intérêt du parti.

En revanche, les dirigeants socialistes de Seine-Saint-Denis n'ont pu départager M. Véronique Neiertz (jospiniste), secrétaire d'Etat aux droits des femmes, et M. Marcel Debarge (fabiusien), secrétaire d'Etat au logement, et ont décidé d'envoyer le dossier aux instances nationales. De même dans l'Essonne les amis de M. Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray entendent toujours la désignation de M. Jacques Guyard (fabiusien), maire d'Evry et secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, sur laquelle se sont mis d'accord les autres candidats.

Des difficultés sont aussi apparues à Paris. Les résultats du congrès de Rennes permettaient aux jospinistes de réclamer la tête de liste. En fait, c'est M. Pierre Joxe (fabiusien) qui détiendra cette place ; il sera suivi par M. Jean-Marie Le Gues (jospiniste), l'actuel responsable du comité régional du PS, puis, contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 14 juin, par un membre de Socialisme et République, M. Roger Madec, et, en quatrième position par un rocardien, M. Tony Dreyfus. M. Nicole Bricq, conseiller régional sortant, a refusé de courir avec M. Jean-Pierre Chevènement, « a été placée par ses anciens amis en position non éligible. Il reste que le retrait de M. Rocard va permettre, selon toute vraisemblance, à M. Joxe d'être l'animateur de la campagne régionale des socialistes.

THIERRY BRÉNIER

Au Sénat

Une offensive de l'opposition sur l'enseignement privé retarde l'examen du texte sur l'administration locale

Les sénateurs ont continué, vendredi 14 juin, l'examen du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, présenté par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. Après avoir adopté un amendement abrogeant la loi Faloux, relative au financement des établissements d'enseignement privé, les sénateurs sont parvenus au titre III du texte, qui traite de la coopération locale. Compte tenu du retard pris par rapport au calendrier initial, la suite de l'examen du projet pourrait ne pas survenir avant la fin de la présente session ordinaire.

Le Sénat aura décidément bien mérité de l'enseignement privé. Débutants de la querelle de « l'école libre », qui les tira, en juillet 1984, d'une longue torpeur, les sénateurs paient leur dette par tranches. Régulièrement, la droite sénatoriale propose, en effet, au détour d'un amendement ou d'une proposition de loi, d'abroger un texte vieux de près d'un siècle et demi, la loi Faloux, qui réglemente dans un sens restrictif les financements aux établissements privés. Tout aussi régulièrement, le gouvernement réagit en invoquant l'article 40 de la Constitution, qui déclare irrecevable toute disposition entraînant la diminution d'une ressource publique, ainsi que la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Avec le texte sur l'administration territoriale, l'occasion de pousser une nouvelle fois les feux sur ce sujet était trop belle. Elle n'avait pas échappé aux députés centristes, qui avaient fait de l'introduction

d'une disposition semblable dans le texte du gouvernement la condition sine qua non d'un vote positif. Les dessous sénatoriaux ont été favorisés, jeudi 13 juin, par l'escapade de M. Charles Pasqua, qui commandait la manœuvre, a décidé sur le champ de faire examiner par le Sénat l'amendement concocté pour l'occasion.

Le gouvernement s'était-il montré présomptueux en ne prévoyant qu'une seule semaine pour ces travaux ? Avait-il été abusé par la majorité sénatoriale, qui n'avait pas caché, au cours de la discussion générale, le peu d'estime dans lequel elle tenait les dispositions défendues par M. Sueur ? Toujours est-il que l'apostrophe de M. Popereux a fait grand bruit. Redoutant sans doute que le texte ne soit remis aux calendes grecques, le calendrier de la fin de la session ordinaire étant d'ores et déjà fort chargé, le président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, qui commandait la manœuvre, a décidé sur le champ de faire examiner par le Sénat l'amendement concocté pour l'occasion.

Course de lenteur

Comme de coutume, le gouvernement a songé à lui opposer l'article 40. A ce point de la procédure, le rite a été perturbé par M. Christian Poncelet, président de la commission des finances - qui en avait délibéré le matin même, lequel, consulté conformément au règlement, a jugé que cet article n'était pas applicable (1). M. Sueur pouvait alors vainement s'en étonner et le groupe socialiste, par la voix de M. René Rognault (Cotes-d'Armor), s'indigner de cette « déclaration de guerre scolaire ». La majorité sénatoriale pouvait adopter cet amendement autorisant « les collec-

tivités locales à concourir au financement des dépenses d'investissement des établissements privés », auquel l'Assemblée nationale devra faire un vote lors du 11 juin.

Le lendemain, vendredi, l'orage n'était pas totalement dissipé. Les sénateurs ont disputé avec acharnement une course de lenteur afin d'éviter d'aborder les dispositions de texte traitant de la coopération locale, qui constituent le volet essentiel du projet. Philosophes, le secrétaire d'Etat a pris acte du souhait de la droite de ne pas aller plus avant, puis il a dressé un bilan des modifications apportées par la commission des lois aux deux premiers titres du texte (le Monde du 11 juin).

Regrettant, tout d'abord, la suppression de la plupart des dispositions (considérées comme ne relevant que du domaine réglementaire) prévoyant la déconcentration des services de l'Etat, et la mise sous la tutelle du premier ministre des préfets de région, M. Sueur, après avoir rappelé l'immensité du dépôt d'un projet de loi relatif au statut de l'élu local, s'est étonné du vote d'un amendement instituant une retraite pour les maires. Au chapitre de la démocratie locale, qui constitue le titre II du projet, M. Sueur a également regretté la suppression du « droit des habitants à être informés et à participer » à la gestion communale. S'il s'est félicité du relèvement de trois mille cinq cents à dix mille habitants (comme cela était prévu avant les travaux de l'Assemblée nationale) du seuil des communes au-delà duquel le projet prévoit une série de dispositions spécifiques pour la publicité des actes communaux, il a déploré la suppression des commissions consultatives, ainsi que le fait que les référendums locaux dépendront de la seule initiative du maire.

M. Sueur a constaté, enfin, que si

la majorité sénatoriale n'a pu limiter les droits de minorités politiques, comme elle se proposait de le faire, ni s'opposer à l'institutionnalisation de la proportionnelle pour la composition des commissions municipales, elle est cependant parvenue à substituer une délégation parlementaire à l'institution des collectivités territoriales et des services publics locaux créés par le texte.

GILLES PARIS

(1) La commission a estimé, la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur ce point étant antérieure aux lois de décentralisation, que les budgets des collectivités locales n'entraient pas dans le champ d'application de l'article 40.

Le Sénat refuse de créer une commission d'enquête sur le financement des partis politiques. - La commission des lois du Sénat a repoussé, mercredi 12 juin, la proposition de création d'une commission d'enquête sur le financement des partis politiques émanant du groupe socialiste du Sénat. M. Christian Bonnet (Rép. et ind., Morbihan), rapporteur de la proposition, a déclaré qu'une telle création n'est pas souhaitable, parce qu'elle « ne peut qu'accroître l'antiparlementarisme et la défiance de l'opinion envers la classe politique tout entière ». Une telle commission a été constituée à l'Assemblée nationale.

Précision. - La commission sénatoriale de contrôle sur la justice, qui a rendu public, le 11 juin, un rapport adopté à l'unanimité de ses membres (le Monde du 13 juin), avait pour rapporteur M. Jean Arthuis (Un. éant., Mayenne), rapporteur spécial de la commission des finances sur le budget de la justice.

Dans leur motion de censure

Le RPR, l'UDF et l'UDC reprochent à M. Cresson de tenter de dissimuler la « détérioration réelle de la situation économique »

L'opposition RPR-UDF-UDC a déposé, jeudi 13 juin, une motion de censure en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3 de la Constitution) sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (le Monde du 14 juin). Cette motion, qui n'a aucune chance d'être adoptée en raison du refus du groupe communiste de s'associer à cette « piètre manœuvre », selon l'expres-

sion de M. André Lajoinie, sera discutée lundi 17 juin. En présentant ce texte, « le gouvernement administre la preuve de son incapacité à mettre un terme à l'alourdissement des prélèvements, tant fiscaux que sociaux », estime l'opposition, qui reproche également à M. Edith Cresson d'avoir déposé un projet « fourre-tout », et non une loi de finances rectificative. Cette méthode « constitue une tentative de dissimulation aux Français de la détérioration réelle de la situation économique, sociale et financière de la France », affirme la motion, qui cite aussi, au titre des reproches faits au gouvernement, « les ponctions supplémentaires sur le pouvoir d'achat des Français » et « la brutale aggravation du chômage ».

L'opposition souhaite, enfin, censurer un gouvernement responsable, selon elle, de « la dégradation de l'autorité de l'Etat » et de « l'aggravation des manœuvres sur nos systèmes de protection sociale, de retraites, et sur la qualité des soins dispensés aux Français ».

DÉCOUVREZ LA SUÈDE
MINITEL 36-14 SUÈDE

POLITIQUE

La nouvelle ligne du Parti communiste

M. Marchais demande au premier ministre d'«accorder ses actes à ses paroles»

M. Georges Marchais a précisé, lors d'un meeting à Périgueux, vendredi 14 juin, les orientations du Parti communiste vis-à-vis du gouvernement et du Parti socialiste. Confirmant un préjugé favorable envers M. Cresson, à laquelle il demande d'«accorder ses actes à ses paroles», le secrétaire général du PCF veut entretenir le «nouveau dialogue» proposé par M. Mauroy.

PÉRIGUEUX

de notre envoyé spécial

La tribune drapée de rouge était bordée de pots d'hortensias roses. La banderole suspendue au-dessus disait : «Vous toutes que ça change. Donnez plus de force, donnez plus de poids au PCF». L'auditoire, composé d'un millier de camarades venus des quatre coins de la Dordogne, se montrait recueilli, à défaut d'être enthousiaste. Le premier secrétaire fédéral venait d'annoncer quarante-deux adhésions. Très content de retrouver l'atmosphère des grands meetings, M. Marchais a pris tout son temps, vendredi soir, au parc des expositions de Périgueux, pour expliquer le mode d'emploi militant de son déjeuné du 6 juin avec M. Pierre Mauroy. Ce d'été pas le Parti communiste qui a changé de cap, a expliqué, en substance, le secrétaire

général du PCF, mais M. Mitterrand et le premier secrétaire du PS qui ont pris conscience de leur erreur et qui cherchent, aujourd'hui, à la réparer par l'intermédiaire de M. Cresson.

«En 1988, lorsque le président de la République a été réélu, il a fait un choix, a précisé M. Marchais. Son schéma était le suivant : coïncider le Parti socialiste avec une partie de la droite et constituer une large majorité au centre ; neutraliser d'un côté le RPR et l'UDF, gérés par la monnaie du Front national, de l'autre côté interdire au Parti communiste de peser sur la situation en le marginalisant. Eh bien, ce projet n'a pas réussi. L'objectif d'un Parti socialiste hégémonique dominant la vie politique française avec ses alliés de droite restera un rêve, ainsi que M. Mauroy l'a admis devant moi, et comme nous sommes décidés à ne laisser passer aucune chance, aussi minime soit-elle, de travailler au sein d'un gouvernement de gauche pour mettre en œuvre une politique de gauche...» Le reste allait de soi.

Certes, s'ils ont «infléchi leur discours», les socialistes «poursuivent la politique du gouvernement précédent». Le secrétaire général du PCF entend se comporter en grand seigneur. Il relève que le nouveau gouvernement «affiche de meilleures intentions» et que M. Cresson a parlé de «muscler notre économie, réduire les inégalités sociales, donner un nouvel élan à la France». Il attend que M. le premier ministre «accorde ses actes à ses paroles».

Il ne se formalise pas si, dans

l'immédiat, l'augmentation de la cotisation d'assurance-maladie décidée par le conseil des ministres constitue «une véritable agression contre les salariés» à inscrire au nombre des «mauvais coups». Il souligne simplement que «les dirigeants du pays sont au pied du mur», et il ne doute pas que «la mobilisation des forces populaires» permettra de leur faire entendre raison.

M. Marchais se veut particulièrement du «nouveau dialogue» préconisé par M. Mauroy, même s'il ne s'agit pas de revenir à la politique du programme commun, ni de conclure quelque compromis que ce soit avec le PS «pour des visées électorales». Qu'on se le dise : si M. Marchais a donné son accord à M. Mauroy lorsque celui-ci lui a proposé que le PS et le PCF «confrontent leurs points de vue sur les évolutions du monde et de la France», sur leurs projets de société respectifs et sur «la conception qu'ils ont de leur pays» lors d'un prochain colloque, c'est parce que «tout ce qui peut favoriser le débat clair et loyal, au sein des forces de gauche, sur le contenu et les conditions du changement, ne peut, bien sûr, qu'être encouragé».

Le «paquet» était bien ficelé. Les vieux militants, parfaitement avertis des inépuisables ressources de l'art dialectique, l'ont applaudi en connaissance.

ALAIN ROLLAT

Sous l'impulsion de M. Giscard d'Estaing

L'UDF réforme ses structures afin de devenir la «force majeure» de l'opposition

Après des mois de tractations, le conseil national de l'UDF a adopté, jeudi 13 juin, une réforme destinée à transformer ce cartel électoral, fondé en 1978, en véritable mouvement politique. L'objectif de l'UDF, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, est de devenir, à côté du RPR, «la force majeure de l'opposition» pour les prochaines échéances électorales.

Si le RPR et l'UDF ont choisi de faire chambre commune au sein de l'UDF, cela ne devrait guère les dispenser de vouloir, chacun, tirer la couverture à soi. Les manœuvres ont déjà commencé, sous le signe d'une émulation qui se veut, bien entendu, saine, mais qui risque, néanmoins, de raviver certaines tensions. Dès ce dimanche, le RPR devait organiser une grande fête au Zénith pour consacrer sa «renouveau» et son unité retrouvée. Jeudi 13 juin, le conseil national de l'UDF a entériné une réforme qui, selon ses promoteurs, devrait permettre à cette confédération de «passer à l'avenir de ses ambitions» et de «devenir une force majeure de l'opposition».

Cette réforme, qui était en chantier depuis des mois, voire des années, et que certains ne voulaient même plus imaginer, vise à transformer ce qui n'était qu'un cartel électoral en un véritable mouvement politique, doté d'une démocratie interne plus conforme à la réalité de ses forces et, surtout, plus efficace dans son organisation.

M. Bayrou
secrétaire général

Depuis sa création, l'UDF, de ce point de vue, n'aurait pas été de complexité d'infirmité vis-à-vis du RPR. Toutefois, depuis les élections législatives de 1988, depuis que le RPR a connu, à son tour, les affres des déchirements internes, les responsables de la confédération ont semblé guéris. Observant, selon ses politiques, que le RPR se domine l'UDF dans la seule catégorie des villes de vingt mille à trente mille habitants, M. Alain Madelin a prévenu, au terme de cette réunion du conseil national, que l'UDF est désormais bien l'intention de s'imposer vis-à-vis de son allié et concurrent.

«Nous sommes la formation la plus nombreuse», a expliqué le vice-président du RPR, et le mieux implantée de l'opposition. En outre, la sensibilité UDF est davantage en phase, aujourd'hui, avec la sensibilité actuelle de l'opinion. Cette sensibilité reconstruite, selon

M. Madelin, un attachement aux libertés, à des collectivités locales «fortes et puissantes», au fédéralisme européen et à une véritable dimension sociale. «L'image sociale, a-t-il ajouté, doit être l'image de l'UDF. Il nous faut montrer que l'UDF est la véritable formation de l'égalité des chances».

La réforme qui vient d'être adoptée comprend cinq changements importants. Sur le fond, d'abord, les dirigeants de l'UDF rejettent très clairement tout accord avec le Front national. L'article 2 des nouveaux statuts est une copie de l'article 7 de la charte de l'UDF. «En toute circonstance, stipule-t-il, l'UDF n'apportera son soutien qu'à des candidats qui défendent ses valeurs morales et politiques». Pour ce qui est de la nouvelle organisation, le président de l'UDF est élu pour trois ans par le conseil national. M. Giscard d'Estaing devrait être candidat à sa propre succession en novembre. Le député général - actuellement M. François Bayrou - devient secrétaire général de l'UDF. Comme au RPR, il sera le véritable numéro deux.

Le fonctionnement
des groupes parlementaires

Le conseil national passe de cinquante-six à mille six cents membres, ceci afin de mieux tenir compte sur le terrain du poids respectif de chacune des six composantes. Ce nouveau conseil national sera composé de trois collèges : six cents membres élus à la proportionnelle dans les départements, six cents membres désignés à parité par les six formations et quatre cents membres de droit (parlementaires nationaux et européens, présidents des conseils régionaux et généraux, maires des communes de plus de vingt mille habitants, présidents et délégués départementaux de l'UDF). Dernier changement : les membres élus par ce conseil national renforceront le bureau politique, désormais composé de trente-quatre membres.

Ce n'est pas sans mal que ces nouvelles structures ont été bâties. Les petites composantes craignent d'être broyées entre les deux blocs du PR et du CDS. M. Yves Galland, président du Parti radical, le plus opposé à cette réforme, a finalement obtenu que chaque composante désigne cent délégués au conseil national. Dans les mois prochains, va s'imposer également une réforme des fédérations d'opposition par département, ce qui ne sera pas, non plus, aisé.

Alors que les négociations électorales avec le RPR vont s'engager, la commission Gaudin n'a toujours pas trouvé de système de remplacement. Le président de la

région Provence-Alpes-Côte d'Azur, trop flou dans ses rapports avec le Front national, a été discrètement évincé. Les centristes ont refusé son remplacement par le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon. Depuis, aucune solution de rechange n'a été acceptée.

Enfin se pose le problème du fonctionnement des groupes parlementaires et, notamment, de l'existence du groupe UDF au Palais-Bourbon. Cette réforme de l'UDF impliquerait un regroupement des forces. La question a été débattue par le conseil national. M. Pierre Méhaignerie ne s'est pas opposé à la constitution d'un groupe de travail chargé de réfléchir au regroupement des élus UDF non seulement à l'Assemblée nationale, mais aussi au Sénat et au Parlement européen, ce qui est une manière de noyer le poisson. Car, à moins d'un miracle, il faudra sans doute beaucoup de temps avant que l'esprit nouveau de l'UDF ne se propage dans ces trois assemblées. Une majorité du groupe UDF, du moins jusqu'aux prochaines législatives, ne semble pas encore disposée à se sacrifier sur l'autel de l'union. Au Sénat, les groupes de l'Union centriste et des Républicains indépendants défendent depuis toujours, avec acharnement, leur bout de moquette. Enfin, à Strasbourg, le groupe libéral domine à des kilomètres du groupe du RPR.

Reste que cette réforme de l'UDF peut représenter un pas important sur le chemin de la cohésion et de l'efficacité. Les comportements peuvent changer. L'impulsion peut venir de la base. Davantage d'union, davantage de démocratie : le PR se dit «satisfait». M. Pierre-André Wiltzer, au nom des adhérents directs, parle d'une «modification plus profonde qu'il n'y paraît», susceptible de conduire, à terme, à «l'union de toutes les composantes». M. Giscard d'Estaing peut aussi se féliciter de ce qui représente pour lui une véritable «renouveau».

Quand il avait repris en main, voici bientôt trois ans, les rênes de cette confédération, le pari de l'ancien président de la République de lui redonner «unité et activité» semblait des vœux hasardeux. Les centristes avaient un pied dehors et, à l'époque, M. François Lottard ne voulait rien entendre. «Raccourcir des distances et des parcelles, ce n'est pas qui nous les jure», confiait alors M. Giscard d'Estaing. Son obstination, étayée par ses ambitions personnelles, porte aujourd'hui ses premiers dividendes.

DANIEL CARTON

LIVRES POLITIQUES

LORSQUE la politique lasse, égare ou réveille, un bon moyen de se réconcilier avec elle est de passer par les femmes. Cette réflexion ne procède pas du choix innovateur qu'a fait le président de la République en désignant M. Edith Cresson pour remplacer M. Michel Rocard, mais de la lecture ténue d'un livre récent sur les Égéries de la République. L'auteur, Marie-Thérèse Guichard, a refait l'histoire politique de la France, de la Troisième à la Cinquième République, à travers les portraits des femmes qui l'ont marquée de leur empreinte, ou plutôt de leur influence. C'est une chronique sans prétention, mais très enlevée, de la période pendant laquelle le curieux rôle des égies a culminé ; l'auteur ne s'en tient pas à une évocation anecdotique et montre pourquoi et comment cette fonction sociale, sinon institutionnelle, s'est développée et s'est effacée.

De Juliette Adam, l'une des deux égies de Gambetta, à Marie-France Geraud, qui se vit aussi attribuer ce titre, en passant par Léontine Arman de Caillavet, Jeanne de Loynes, Anne de Noailles, Elisabeth Greffulhe ou Hélène de Portes, pour n'en citer que quelques-unes parmi les plus en vue (car il y en avait de très discrètes), quelle fut la fonction de ces femmes d'influence ?

Commençons par une remarque sur l'apparente fréquence des noms à parcourir : s'il est téméraire d'attribuer une position sociale permettant de jouer un rôle dans le monde, il ne consacrerait pas l'appartenance ancienne à l'aristocratie. Dans la galerie des égies figurent aussi plusieurs comédiennes, mais le plus s'y trouvent plus par l'attachement qui les lie à des hommes de pouvoir que par le goût d'y gagner une autre forme de notoriété.

Les véritables égies partagent avec leurs grands hommes un solide appétit de pouvoir et, faute d'y accéder par elles-mêmes, à une époque qui ne le permet pas, elles empruntent des voies parallèles. Elles sont fascinées par ce pouvoir que leurs compagnons incarnent, ou auquel ils aspirent ; elles les y confortent ou les y poussent. Ce sont, nous dit Marie-Thérèse Guichard, des femmes de tête, des femmes libérées. Juliette Adam a témoigné pour ses semblables en faisant son autobiographie : «Au sein d'un (...), je conduisais tout, mais je n'étais jamais le chef. Lorsqu'il fallait qu'il y ait deux camps, je me nommais chef d'état-major unique des deux commandants et je caracolais de l'un à l'autre, les conseillant tour à tour. J'aimais mieux guider que

Égies
en leurs salons

commander. L'auteur ajoute, pour sa part, que les qualités requises pour la fonction sont la capacité d'écoute, la patience et le sens politique.

Au fil de cette chronique des coulisses de la République, le rôle joué par les égies illustre un double phénomène. D'abord celui de l'accès des femmes au débat politique et, même, à la prise de décision sur laquelle il débouche. Certes, d'autres femmes dans le passé avaient pesé sur les orientations du pouvoir, mais, proches parentes, épouses, maîtresses ou courtisanes, c'était grâce à leur situation de proximité et non sous l'effet d'une authentique émergence sociale. De ce point de vue les égies sont à l'avant-garde d'une évolution qui, bientôt, les dépassera.

Pour être au plus près, fût-ce légèrement en retrait, de la sphère de décision, les femmes qui en avaient le goût ont combattu sur leur terrain, celui de la séduction, y compris la séduction intellectuelle, et de la sociabilité. D'où - et c'est le second phénomène - une élite à l'aise dans le monde des salons. «A la fois entremetteuses de carrières, tribunes, lieux de cohabitation, sont, observait l'auteur, des relais d'information indispensables. (...) Les salons sont à leur manière des espaces sociaux pour qui ne connaît ni les rites ni les codes du monde. A cet égard, ils correspondent à un besoin créé par la montée vers les cimes du pouvoir de représentants de plus en plus nombreux des couches plébéiennes. La politique est encore très littéraire et les salons permettant à ses acteurs d'y rencontrer les écrivains, artistes, journalistes, avocats, professeurs, industriels, médecins, en vue ou aspirant à le devenir. Comme le note l'auteur, ils contribuent à l'éclosion de la République, à laquelle ils fournissent des viviers.

La grande division introduite dans ce brassage par l'affaire Dreyfus a contribué à faire évoluer les mentalités dans tout le pays. Les femmes, observe Marie-Thérèse Guichard, «s'émancipent, bougent, et commencent à faire carrière autrement qu'à l'abri de leurs salons et dans l'ombre d'un grand homme». Avec la conquête du droit de vote, des mandats élec-

toraux, des postes de la haute administration et des cabinets ministériels, voire des ministères, les femmes, si elles n'ont pas encore obtenu un statut comparable à celui des hommes, ont fait du chemin. Elles ne restent pas dans l'ombre en n'existant «que par le regard de l'homme qui accepte d'être leur protégé. (...) Les égies d'aujourd'hui ne passent plus les plats, elles servent des notes, des dossiers et des stratégies clés en main», conclut l'auteur. Au reste, on ne parle plus d'égies, sinon par éligence, et, si l'on voulait maintenir le concept, comme disent les communicateurs, il faudrait aussi l'appliquer aux hommes qui, d'une certaine manière, participent à la version actuelle de cette fonction.

On retrouvera, dans le détail, l'atmosphère et les familles des salons, notamment pendant l'affaire Dreyfus, grâce à Andrée Jacob, ancienne collaboratrice du Monde, et au joli petit livre qu'elle a consacré à dix des plus célèbres égies de l'époque, Jeanne de Tourbais, comtesse de Loynes, et Geneviève Straus. Chacune des évocations de ces femmes hors du commun commence d'un côté différent du livre, pour mieux marquer, bibliographiquement, l'opposition de leurs destins et de leurs engagements. Elles ont, toutes deux, tenu salon, mais pour se combattre par cause impopulaire et, bien qu'elles aient été voisines, qu'elles aient eu des relations communes (qui ont dû choquer le moment venu), jamais elles ne se rencontrèrent.

Au-delà de l'affaire, puisque l'une incarnait le camp anti-dreyfusard et que l'autre était une dreyfusarde convaincue, on aurait bien voulu les rencontrer, ces deux femmes d'esprit, dont l'une brillait par sa singulière beauté et son art de mettre en valeur ses invités, l'autre par son élégance naturelle, sa spontanéité et son sens de la répartie. Jeanne, née pauvre, avait tiré parti de mentors prestigieux et distribués avec tact et prodigalité ses faveurs, tandis que Geneviève, issue de la grande bourgeoisie juive, veuve de Bizet, avait trouvé une nouvelle raison de vivre dans la fréquentation de ses amis célèbres et la volonté de faire triompher la vérité. Oui, on aurait aimé les connaître et, un siècle après, l'occasion nous est donnée de les approcher.

► Les Égies de la République, de Marie-Thérèse Guichard, Payot, 290 pages, 130 F.
► Il y a un siècle, quand les dames tenaient salon, d'Andrée Jacob, Éditions Arnaud Seydoux (137, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris), 220 pages, 100 F.

ANDRÉ LAURENS

Le Front national et l'union à la base

Un maigre bilan pour M. Le Pen

Sous un langage volontiers triomphant, M. Jean-Marie Le Pen ne dissimule pas une certaine hantise : il craint de voir l'opposition parlementaire présenter un seul et unique candidat à l'élection présidentielle. La division du RPR et de l'UDF serait son unique chance d'espérer figurer au second tour de l'élection décisive de la V^e République.

Exanté par les deux-majors chiraquien et giscardien de l'Union pour la France (UPF), le président du Front national cherche à organiser lui-même la zézanie dans les rangs de ses concurrents en tentant de prouver que «l'union à la base» est possible, sinon souhaitable, entre la droite et l'extrême droite. Tel était un des buts du «banquet des élus nationaux» organisé, jeudi 13 juin à Paris, par M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France.

Les invités, qui avaient payé 220 francs, venaient des départements de l'Oise, de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise. Étaient présentes, effectivement, les quelque deux cent cinquante personnes attendues par M. Le Gallou, mais la répartition des étiquettes était assez éloignée de ce qui était annoncé : deux tiers extrême droite, un tiers droite (RPR, UDF et divers

droite). Les organisateurs, qui comprenaient officiellement, sur la présence de «solennité à quatre-vingts élus de base ne partageant pas l'ostrosisme des États-majors», ont finalement rendu publique une «liste partielle» comportant trente-six noms d'élus n'appartenant pas au Front national.

Cette liste ne manque pas d'intérêt. Cinq des personnes citées sont inconnues au sein du conseil municipal dont elles sont censées faire partie et cinq autres sont adhérentes du parti d'extrême droite. C'est le cas d'un des trois maires mis en avant par le Front national : le deuxième revendique une étiologie étiologique «français et chrétien», en ajoutant que, pour le reste, «ça ne regarde pas les électeurs» ; le troisième - enfin ! - est affilié au RPR.

Contre
les «primaires»

Le parti de M. Jacques Chirac a fourni, au total, huit élus locaux : un maire de l'Oise, un adjoint au maire et deux conseillers municipaux de Seine-Saint-Denis, trois autres du Val-de-Marne et un dernier du Val-d'Oise. Pour ce qui concerne l'UDF, il y avait deux représentants au Parti républicain : un conseiller municipal de l'Essonne et un des Hauts-de-Seine. La onzième et dernière notabilité locale «cartée» en dehors du Front national est le secrétaire général du Parti radical du Val-de-Marne, qui déclare tout à la fois éprouver de la sympathie pour M. Le Pen et ne pas avoir de

raison de quitter la composante de l'UDF à laquelle il appartient.

Les quatorze élus locaux restants ne revendiquent aucune étiquette correspondant à un parti de l'opposition parlementaire. Pour la plupart conseillers municipaux de communes de moins de neuf mille habitants - le plus souvent de quelques centaines d'âmes - ils sont généralement classés «divers droite». Au bout du compte, le résultat est bien maigre au regard des ambitions affichées. Il tend à prouver, en tout cas, que l'union à la base» préconisée par le Front national, comme c'était déjà le cas à Tournay (Saône-et-Loire) avec deux anciens cadres du RPR (le Monde du 11 juin), ne correspond pas, en réalité, à l'image que le parti d'extrême droite s'efforce d'en donner sur le papier.

Il est compréhensible, dans ces conditions, que M. Le Pen encourage l'opposition parlementaire à ne pas se ranger aux règles de l'UFF, par lesquelles, précise-t-il, ne se sent pas lié lui-même. «Il est anormal, au premier tour, de demander à des électeurs UDF de voter pour un candidat RPR et inversement», a-t-il dit à son auditoire, jeudi soir, pour fustiger le système de «primaires» adopté par ces deux partis pour l'élection présidentielle. La plaidoirie terminait éloquentement des craintes éprouvées par le président du Front national.

OLIVIER BERRAND

MÉDECINE

Un entretien avec le docteur Merson

L'évolution du sida en Asie est « très alarmante », nous déclare le directeur du programme mondial de lutte contre la maladie

Dans un entretien accordé au Monde à la veille de la septième conférence internationale sur le sida qui a lieu à Florence du 16 au 21 juin, le docteur Michael Merson, qui dirige le programme mondial de lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé, fait le point sur l'évolution de la pandémie.

« L'an dernier, les épidémiologistes de l'OMS prévoyaient qu'il y aurait entre 15 millions et 20 millions de personnes contaminées par le virus du sida en l'an 2000 dans le monde. Aujourd'hui, vous avancez le chiffre de 40 millions. Comment s'explique une telle différence ? »

Plusieurs éléments permettent de comprendre pourquoi nous avons dû réviser à la hausse nos prévisions. Un élément technique tout d'abord : l'en dernier, nous utilisions la méthode statistique de Delphi. Cette fois, nous parlons de données chiffrées réelles que nous extrapolons en utilisant des modèles prévisionnels. Autre élément fondamental, les chiffres de l'an dernier ne prenaient pas en compte les enfants. Soit 10 millions de personnes contaminées supplémentaires. Enfin, dans certaines régions du monde, en particulier en Asie, l'épidémie a progressé beaucoup plus rapidement qu'on ne s'y attendait. Nos prévisions de l'an dernier prévoyaient environ un million et demi de séropositifs en Asie en l'an 2000. Or ce chiffre est déjà atteint. Ce qui se passe sur ce continent, le plus peuplé de la planète, est très alarmant.

Stabilisation dans les pays industrialisés

Quel est l'état actuel de la pandémie ?

Dans les pays industrialisés, on observe une stabilisation, voire, dans certains endroits, une diminution du nombre de nouvelles contaminations, aussi bien chez les homosexuels que chez les toxicomanes. Les gros problèmes concernent ce qui se passe actuellement dans la population bétéraxuelle. Dans la plupart des pays, la tendance est à la baisse. Aux États-Unis, 8 % à 9 % des contaminations observées actuellement se produisent chez des personnes hétérosexuelles. En Belgique, ce taux est d'environ 20 %. En Grande-Bretagne, le nombre de cas de sida transmis par voie bétéraxuelle a doublé de 1989 à 1990. Cette situation doit inciter les responsables sanitaires à ne pas relâcher leur vigilance.

Mais c'est dans les pays en voie de développement que la situation est de loin la plus grave. En Afrique, tout d'abord, où la situation ne cesse de s'aggraver. Les zones rurales sont maintenant de plus en plus touchées. En outre, après l'Afrique de l'Est et du Centre, c'est au tour de l'Afrique de l'Ouest d'être frappée de plein fouet par l'épidémie. Il suffit pour cela de voir ce qui se passe dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Togo ou le Nigeria. En Afrique de l'Est ou du Centre, il n'est pas rare, par exemple en Ouganda, au Malawi, en Tanzanie ou en Zambie, de constater des pourcentages de séropositivité de l'ordre de 30 % chez les adultes en âge de procréer.

L'Asie est à son tour frappée par l'épidémie dans des proportions alarmantes. C'est le cas en particulier en Inde, où l'épidémie progresse extrêmement rapidement. Dans des villes comme Madras ou Bombay, le taux de contamination des prostituées est aussi élevé que dans les grandes villes africaines. Autre région particulièrement touchée, celle du Triangle d'or, qui concerne des pays comme la Thaïlande, la Birmanie, une partie de la Chine et peut-être également le Cambodge.

En Amérique latine, on doit distinguer deux régions. La zone caribéenne tout d'abord, où les chiffres de contamination sont très élevés, y compris au sein de la population générale. Les pays du continent sud-américain en revanche, pour lesquels on manque de données suffisamment précises, mais où tout porte à croire que les autorités sanitaires n'ont pas encore pris suffisamment conscience de l'importance du problème.

D'une manière générale, il faut insister sur le nombre de plus en plus important de femmes

contaminées, et par voie de conséquence, d'enfants. Au total, il y aurait actuellement un million et demi de cas de sida survenus dans le monde (un million chez des adultes et 500 000 chez des enfants). En outre, on compterait actuellement 8 millions à 10 millions d'adultes contaminés (séropositifs) et un million d'enfants.

C'est comme une explosion nucléaire !

Dans ces conditions, comment jugez-vous l'effort consenti par l'industrie pharmaceutique pour lutter contre le sida ?

Le fait est qu'on n'a pas encore de vaccins et de traitements réellement efficaces. Je serais donc tenté de vous dire qu'on ne fait jamais assez. D'un autre côté, il faut savoir qu'actuel-



Dr. Michael Merson

lement 165 produits différents sont en cours d'expérimentation. Que 5 milliards de dollars ont été investis par l'ensemble des firmes pharmaceutiques depuis le début de l'épidémie. Et que cela signifie que le sida est la neuvième maladie mondiale en termes d'investissements consentis par l'industrie pharmaceutique. L'effort est donc réel.

Le risque n'est-il pas que le sida devienne une maladie de pays pauvres et donc moins rentable pour l'industrie pharmaceutique ?

Je ne le crois pas. Le marché potentiel du vaccin est énorme. Et puis pensez qu'il y aura 40 millions de personnes contaminées à la fin de la décennie. C'est énorme ! C'est comme une explosion nucléaire !

Combien de vaccins sont actuellement en cours d'expérimentation ?

Onze, je crois. Sept préventifs et quatre thérapeutiques. Ils proviennent des États-Unis, de France, du Royaume-Uni et de Suisse. Mais aucun à ma connaissance n'a pour le moment montré une immunogénicité suffisante.

On parle d'un délai de deux ou trois ans avant que ne soient entrepris les premiers essais de phase III...

Effectivement. Encore que sur ce point les experts ne soient pas d'accord entre eux. Certains parlent d'un délai de dix ans avant que ces essais ne soient mis en œuvre. J'aimerais insister sur un autre type de vaccin qui est peut-être actuellement le plus prometteur, en théorie, le plus facile à concevoir. Il s'agit du vaccin péritonal qui permettrait de prévenir

le passage transplacentaire du virus.

Souhaiteriez-vous que toutes les expérimentations réalisées dans le monde respectent une sorte de « label OMS » ?

Nous aimerions effectivement être informés, et même pouvoir donner notre avis, à propos de tous les essais menés dans le monde. Bien sûr, tel est le cas lorsque nous décidons de financer une expérimentation. Il ne s'agit pas pour nous de contrôler, mais simplement d'être informés. Cette attitude correspond d'ailleurs aux vœux de l'immense majorité des pays en voie de développement.

Y-a-t-il aujourd'hui encore, du fait du sida, des risques d'atteintes aux droits de l'homme ?

Oui. Et à ce propos, je souhaiterais rendre hommage à mon prédécesseur, le docteur Jonathan Mann, pour le merveilleux travail qu'il a accompli - et qu'il continue encore d'accomplir - dans ce domaine. Nous devons plus que jamais rester vigilants. Dernièrement, tout ce débat autour du problème du dépistage systématique du sida parmi les personnels de santé a bien montré que dans ce domaine rien n'est acquis.

Le gouvernement américain vient de décider de ne pas abroger la loi réglementant très sévèrement l'entrée des séropositifs sur le territoire des États-Unis. Qu'en pensez-vous ?

L'OMS ne peut être que d'accord de ce que les États-Unis ont fait pas encore modifié la législation qui prive les personnes infectées par le VIH de la possibilité de séjourner dans ce pays. Nous espérons vivement voir cette situation changer très rapidement. Dans ce domaine, et conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé en 1988, l'OMS ne pourra pas participer à la huitième conférence internationale sur le sida prévue à Boston en 1992, ni à d'autres conférences internationales sur ce sujet qui pourraient se tenir aux États-Unis. Cela est également valable pour les réunions organisées dans d'autres pays qui appliqueraient des politiques semblables.

Que pensez-vous de la nouvelle politique mise en œuvre un peu partout par les commissions d'autorisation de mise sur le marché des médicaments qui tend à accélérer les procédures ?

Je pense effectivement qu'il faut tout mettre en œuvre pour accélérer ces procédures à condition de veiller au respect des bonnes conditions d'expérimentation et d'évaluation des nouveaux traitements. Les représentants de l'industrie pharmaceutique m'ont d'ailleurs demandé d'intervenir auprès des différentes agences d'autorisation de mise sur le marché des médicaments afin de voir s'il ne serait pas possible d'harmoniser leurs procédures de manière à ce qu'automatiquement, en quelque sorte, une autorisation accordée dans un pays soit valable dans un autre. A quoi cela sert-il d'expérimenter ou de produire sur plusieurs milliers de malades et de tester les médicaments si on ne peut pas les utiliser ? En octobre prochain, je réunirai les responsables de la plupart des commissions d'autorisation de mise sur le marché des médicaments pour voir ce qu'il est possible de faire dans ce domaine.

Propos recueillis par FRANK NOUCHI

EN BREF

Quatrième essai nucléaire français à Mururoa. - La France a expérimenté, vendredi 14 juin, sur le site de Mururoa, en Polynésie, une charge nucléaire, dont la puissance, selon le ministère de la Défense, a été inférieure à 30 kilotonnes (un peu moins de deux fois l'énergie de la bombe sur Hiroshima). Il s'agit du quatrième essai français de l'année, depuis la première expérimentation du 7 mai.

L'atelier de fabrication de combustible nucléaire de Pierrelatte pourra reprendre ses activités. - Les ateliers de la société Franco-belge de fabrication de combustible (FBFC), qui avaient été arrêtés à Pierrelatte (Drôme), le 4 juin dernier (le Monde daté 9-10 juin), ont été autorisés à reprendre leurs activités d'assemblage et de conversion d'uranium. Celles-ci avaient été stoppées à la

demande de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) du ministère de l'Industrie, à la suite de deux incidents survenus les 29 et 30 avril, lors de manipulations d'oxyde d'uranium.

Fin de la mission Columbia. - La navette américaine Columbia a atterri sur la base aérienne d'Edwards (Californie), vendredi 14 juin, à 17 h 39 (heure française), à l'issue d'un vol de neuf jours consacré à l'étude de l'adaptation humaine à l'espace. Pour la majorité des sept membres de l'équipage, la mission n'est cependant pas terminée. Quatre d'entre eux - trois médecins et un biologiste - vont être soumis pendant une semaine à une série d'examen biomédicaux intensifs, afin de préciser les phénomènes physiologiques (cardio-vasculaires, pulmonaires, muscu-

laire et osseux) provoqués sur leur organisme par la microgravité. - (AFP).

Un séisme fait cinq morts et vingt-cinq blessés en Géorgie soviétique. - Un tremblement de terre de magnitude 6,3 s'est produit samedi 15 juin à 3 h 59 (heure locale) en Géorgie soviétique. Cette même région avait subi, le 29 avril dernier, un séisme de magnitude 7 ayant fait quelque 300 morts et un millier de blessés. Selon un tout premier bilan, ce nouveau tremblement de terre, qui est sans nul doute une réplique de celui du 29 avril, aurait tué au moins cinq personnes et en aurait blessé vingt-cinq autres. - (AP).

L'ordre des médecins devra se prononcer sur l'affaire Zagury

Après les trois décès survenus à l'hôpital Saint-Antoine

Le rapport demandé le 17 avril par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, au professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), à propos des essais thérapeutiques menés par le professeur Daniel Zagury à l'hôpital Saint-Antoine de Paris a été rendu public vendredi 14 juin. Il confirme les informations données par le Monde et demande que soient arrêtées toutes les expérimentations faites avec du virus vaccinal recombinant. M. Durieux a décidé, du fait de la survenue de trois décès dans des conditions suspectes, de saisir l'ordre des médecins en application de l'article 418 du code de la santé publique.

Six feuillets bico serrés auront suffi au professeur Jean-Paul Lévy pour analyser ce qui s'est passé de 1987 à 1990 à l'hôpital Saint-Antoine de Paris. Il démontre que les essais d'immunothérapie active menés sous l'égide du professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie de Paris) sur des personnes infectées par le virus du sida (le Monde du 16 avril 1991) n'ont pas été effectués avec toute la rigueur voulue.

A propos de l'essai thérapeutique dont les résultats ont été publiés dans The Lancet du 21 juillet 1990, le professeur Lévy écrit qu'il ne s'agissait pas d'un essai correctement randomisé, ni de groupes appariés.

que les effets étaient faibles; que les critères d'inclusion des malades étaient trop imprécis. Au total, estime le directeur de l'ANRS, « les résultats obtenus jusqu'ici chez l'homme doivent être considérés comme préliminaires et de signification très limitée ».

On attendait évidemment l'appréciation que le professeur Lévy allait porter sur les conditions dans lesquelles trois patients étaient décédés (rappelons que ces trois décès n'étaient même pas mentionnés dans l'article du Lancet). « Il est hautement vraisemblable, écrit le directeur de l'ANRS, que les trois sujets décédés qui appartenaient à un protocole additionnel dit « compassionnel » chez des malades très immunodéprimés (...) portaient des lésions de vaccine nécrotiques avec diffusion de vaccine focale régionale. Dans un cas ou moins, le décès semble avoir été directement lié à cette nécrose ». Il ajoute que « les conditions utilisées dans ces expériences (...) étaient selon toute vraisemblance insuffisantes pour une inactivation complète ».

Trois recommandations

Dans ces conditions, écrit le professeur Lévy, « il est évident que l'emploi de tout virus vaccinal recombinant doit être prosaïquement arrêté. Cette instance pourrait s'adresser à la direction de la pharmacie et du médicament, et les protocoles concernant le sida devaient lui être soumis ». Selon toute vraisemblance, ajoute-t-il, « une telle instance aurait attiré l'attention sur les conditions d'inactivation du virus vaccinal dans les cas des essais incriminés ».

Le rapport sera transmis aux autorités zairoises

Dans un communiqué rendu public vendredi 14 juin, M. Durieux indique que le rapport du professeur Lévy « sera transmis aux autorités zairoises ». Le professeur Zagury, même en effet, dans le plus grand secret, depuis cinq ans, à Kinshasa, une série d'expérimentations chez des sujets zairais et français.

Concernant les trois décès, M. Durieux indique qu'il a saisi l'ordre des médecins en application de l'article 418 du code de la santé publique. Cet article précise que les médecins chargés d'un service public ne peuvent être traduits devant le conseil régional de l'Ordre que par le ministre de la Santé. Dans l'entourage de M. Durieux, on indique que cette décision de saisir l'ordre était motivée par l'application des articles 18 et 19 de l'annexe IV (décret du 28 juin 1979) du code de la santé publique. L'article 18 précise en effet que « le médecin doit s'interdire, dans les investigations ou les interventions qu'il protège, comme dans les thérapeutiques qu'il prescrit, de faire courir au malade un risque injustifié ». Le ministre précise enfin qu'une liste nominative d'experts désignés par le ministre de la Santé sera mise à la disposition des comités de protection des personnes afin de leur soumettre, s'ils le souhaitent, une expertise scientifique préalable.

Le rapport du professeur Jean-Paul Lévy ne portant à aucune équivalence, M. Durieux ne pouvait plus - comme il le faisait encore ces derniers jours - réduire l'affaire Zagury à l'un de ces artefacts sans conséquence liés à toute recherche médicale ou scientifique. Saisissant le conseil de l'ordre des médecins, décidément fort utile aux politiques des lors que les agissements de ses membres posent problème, M. Durieux désavoue aujourd'hui implicitement les termes du communiqué qu'il avait jugé utile de publier le 2 avril et dans lequel il soutenait que les textes en vigueur, les procédures et les recommandations des comités d'éthique avaient été respectées par le professeur Zagury.

En décidant de transmettre le rapport Lévy aux autorités zairoises, M. Durieux confirme que l'affaire Zagury ne se limite pas aux décès de l'hôpital Saint-Antoine. Il passe à savoir quelle sera l'attitude des autorités françaises concernant des expérimentations controversées menées par des Français en pays étranger. Pour leur part les responsables américains cherchent à faire toute la lumière sur les prolongements zairois de cette affaire à laquelle participent des chercheurs de l'institut américain de la santé.

Il restera enfin à expliquer, compte tenu des trois décès, pourquoi on a pu en haut lieu chercher bien longtemps à sous-estimer les dimensions d'une affaire qui, quel que soient ses prolongements, a déjà porté atteinte à l'image de la recherche française contre le sida.

Ethique, science et politique

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

PRÉSIDENT du Comité national d'éthique et d'autorité morale aujourd'hui difficilement contournable, le professeur Jean Bernard se pèle à souligner la parfaite équivalence, du point de vue éthique, entre la recherche sur le sida et la recherche sur le cancer. En d'autres termes, la quête de la connaissance ne saurait - sous peine d'inefficacité ou d'illogisme - entretenir les règles communes de la morale. Les derniers développements de l'affaire Zagury démontrent toutefois que, dans ce domaine, les équivalences sont plus complexes qu'il n'y paraît. Ils soulignent aussi à quel point la politique peut perturber les rapports qu'entretiennent l'éthique et la science.

Au départ, les travaux du professeur Daniel Zagury ne soulevaient, en théorie, guère de problèmes. Il ne s'agissait alors que d'expérimentations qui, parmi d'autres, visaient à la mise au point d'une forme de thérapie vaccinale contre le sida. Collaborateur français privilégié du professeur Gallo, le professeur Zagury bénéficiait à l'époque d'un large crédit international, renforcé par son genre spectaculaire d'auto-vaccination. Tout, aujourd'hui, a changé. Après la révélation par le Monde et le Chicago Tribune des problèmes inhérents aux expérimentations conduites par le professeur Zagury et par des médecins de service du professeur Jean-Claude Imbert de l'hôpital Saint-Antoine, M. Bruno Durieux avait dispersé une enquête qui fut menée au sein de l'Assistance publique de Paris et

dont le contenu, en dépit de multiples demandes, est toujours resté secret. La polémique ne pouvait dès lors que prendre de l'ampleur, le professeur Montagnier allant jusqu'à réclamer dans nos colonnes que l'on mette fin au plus vite à de telles expérimentations (le Monde du 17 avril).

Le rapport du professeur Jean-Paul Lévy ne portant à aucune équivalence, M. Durieux ne pouvait plus - comme il le faisait encore ces derniers jours - réduire l'affaire Zagury à l'un de ces artefacts sans conséquence liés à toute recherche médicale ou scientifique. Saisissant le conseil de l'ordre des médecins, décidément fort utile aux politiques des lors que les agissements de ses membres posent problème, M. Durieux désavoue aujourd'hui implicitement les termes du communiqué qu'il avait jugé utile de publier le 2 avril et dans lequel il soutenait que les textes en vigueur, les procédures et les recommandations des comités d'éthique avaient été respectées par le professeur Zagury.

En décidant de transmettre le rapport Lévy aux autorités zairoises, M. Durieux confirme que l'affaire Zagury ne se limite pas aux décès de l'hôpital Saint-Antoine. Il passe à savoir quelle sera l'attitude des autorités françaises concernant des expérimentations controversées menées par des Français en pays étranger. Pour leur part les responsables américains cherchent à faire toute la lumière sur les prolongements zairois de cette affaire à laquelle participent des chercheurs de l'institut américain de la santé.

professeur Lévy estime que le problème dépasse de beaucoup celui des essais menés à Saint-Antoine, mais pose d'une façon générale la question des essais thérapeutiques en matière de sida. C'est pourquoi, « en accord avec tous les experts concernés », il fait les recommandations suivantes :

1° On ne saurait trop insister, dit-il, sur la nécessité d'une évaluation préliminaire de tout essai par des instances scientifiques spécialisées. A cette fin, explique-t-il en substance, il est fondamental de former les médecins hospitaliers à la pratique des essais thérapeutiques. Il s'agit, dit-il, d'un tournant historique de la pratique médicale.

2° La notion de traitement « compassionnel » doit être rapidement précisée et son application limitée à des médicaments ou méthodes dont l'efficacité est déjà étayée par des arguments solides.

3° Il serait souhaitable « qu'une instance conseil évalue les expérimentations des substances biologiques chez l'homme dès les stades précoces des essais. Cette instance pourrait s'adresser à la direction de la pharmacie et du médicament, et les protocoles concernant le sida devaient lui être soumis ». Selon toute vraisemblance, ajoute-t-il, « une telle instance aurait attiré l'attention sur les conditions d'inactivation du virus vaccinal dans les cas des essais incriminés ».

Le rapport sera transmis aux autorités zairoises

Dans un communiqué rendu public vendredi 14 juin, M. Durieux indique que le rapport du professeur Lévy « sera transmis aux autorités zairoises ». Le professeur Zagury, même en effet, dans le plus grand secret, depuis cinq ans, à Kinshasa, une série d'expérimentations chez des sujets zairais et français.

Concernant les trois décès, M. Durieux indique qu'il a saisi l'ordre des médecins en application de l'article 418 du code de la santé publique. Cet article précise que les médecins chargés d'un service public ne peuvent être traduits devant le conseil régional de l'Ordre que par le ministre de la Santé. Dans l'entourage de M. Durieux, on indique que cette décision de saisir l'ordre était motivée par l'application des articles 18 et 19 de l'annexe IV (décret du 28 juin 1979) du code de la santé publique. L'article 18 précise en effet que « le médecin doit s'interdire, dans les investigations ou les interventions qu'il protège, comme dans les thérapeutiques qu'il prescrit, de faire courir au malade un risque injustifié ». Le ministre précise enfin qu'une liste nominative d'experts désignés par le ministre de la Santé sera mise à la disposition des comités de protection des personnes afin de leur soumettre, s'ils le souhaitent, une expertise scientifique préalable.

J.-Y. N. et F. N.

Choque mois en Kiosque

Goûtez le bon au naturel



Le Monde ÉDUCATION ÉCOLE DANS QUELS LOCAUX VOS ENFANTS TRAVAILLENT-ILS ? EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

Au colloque « Demain quel littoral ? »

M^{me} Edith Cresson annonce « une politique de l'environnement ambitieuse »

Profitant de la tenue à l'Assemblée nationale, les 12 et 13 juin, d'un colloque consacré à la protection du littoral, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a défini sa politique en matière d'environnement. Elle sera « ambitieuse », et constituera, avec l'emploi, la priorité de son gouvernement.

M^{me} Cresson a confirmé l'approbation par son gouvernement, au conseil interministériel du 12 juin, du sixième programme des agences de l'eau (ex-agences financières de bassin). Ce programme va se traduire par un quasi-doublement des dépenses en faveur de la dépollution : 81 milliards de francs en cinq ans, provenant pour l'essentiel des redevances acquittées par les pollueurs (collectivités locales, industriels et agriculteurs). Toutefois, une évaluation sera faite au bout de deux ans, afin de savoir s'il convient ou non d'indéfinir les programmes.

M^{me} Cresson examinera aussi la proposition faite par le président du Conservatoire - et ancien ministre de la mer - M. Guy Lengagne, de répartir autrement la

dotation globale de fonctionnement attribuée aux communes littorales. En effet, les élus qui protègent leurs espaces naturels contre l'urbanisation se trouvent pénalisés par rapport à ceux qui bétonnent, car ces derniers touchent davantage, notamment grâce à des dotations pour leurs aménagements touristiques.

Quant à la philosophie de M^{me} Cresson à l'égard de l'environnement, elle tranche sur celle exprimée par le ministre en titre, M. Brice Lalonde. Pour le nouveau premier ministre, qui annonce son intention de « mettre en œuvre une politique de l'environnement ambitieuse » et parle même d'une « exigence morale », il s'agit avant tout de gagner. « La bataille de l'environnement se remportera sur le front industriel », dit-elle crûment.

« Savoir refuser »

Si l'on respire mieux en France, selon elle, c'est grâce à EDF et à ses centrales nucléaires. Si l'on peut boire de l'eau propre, c'est grâce aux grandes sociétés de distribution. « L'environnement, industrie de pointe », se plaît-elle à

répéter. On comprend, dans ces conditions, que M^{me} Cresson, affirme que les deux priorités de son gouvernement sont « l'emploi et l'environnement » (1).

Si le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, a prévenu au cours de la deuxième journée du colloque qu'il allait adresser une directive aux préfets pour qu'ils fassent appliquer la loi littoral sans faiblesse, il a avoué sa préférence pour une « urbanisation maîtrisée » et un littoral ouvert aux nouvelles activités économiques comme Sophia-Antipolis (qui est tout de même en retrait de la mer) et la future rocade des estuaires, « dont l'impact sur l'activité des ports et la reconquête de trophées de fret devrait être très importants ».

Le secrétaire d'État à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, s'est vanté d'installer dans sa ville de Lorient un parc océanique et un centre de thalassothérapie - la bête noire des écologistes - et le secrétaire d'État à l'aménagement du territoire, M. André Laignel, a déploré que les nouveaux développements à l'est fassent basculer le centre de gravité de l'Europe et même « délaissier la côte atlantique ».

Seul M. Brice Lalonde s'est montré réellement soneienx d'arrêter les excès de certains élus et promoteurs. « L'ordre républicain est plus troublé par le béton que par le chaos des spéculateurs », a-t-il dit. Il faut savoir refuser, et, dans le doute, s'abstenir, car « la meilleure insertion dans le site, c'est encore l'abandon du projet ». Reprenant à son compte le mot du maire de Saint-Tropez (« Demain quel littoral ? Celui d'aujourd'hui ! »), il va devoir affronter son premier ministre, qui a pour sa part martelé : « Pas question de transformer nos côtes en musée ! ».

ROGER CANS

(1) Une rumeur, venue semble-t-il de Londres, faisait état, vendredi, d'un différend entre M^{me} Cresson et M. Pierre Bérégovoy, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget s'opposant pour des raisons budgétaires aux projets relatifs à l'eau et menaçant de donner sa démission. Cette rumeur a été démentie par le cabinet de M. Bérégovoy. Si un débat a bien eu lieu sur les priorités en matière d'aménagement du territoire, il n'a pris à aucun moment, indique-on chez de Berry, une tournure telle que le ministre ait envisagé de quitter ses fonctions.

Première visite en banlieue du secrétaire d'État à l'intégration

La méthode Yamgnane

« Dans les banlieues, on ne fait pas que casser. On construit ! » Le message est clair et de circonstance. M. Kofi Yamgnane l'a martelé, jeudi 13 juin, en visitant la cité de l'Orme des Merisiers, à Draveil (Essonne). Pour sa première visite en banlieue, le secrétaire d'État chargé des affaires sociales et de l'intégration a choisi une cité qui pourrait être chère, mais où les jeunes ont pris en main leur destin.

La quartier s'éveille à peine lorsque M. Yamgnane, flanqué du maire et du député, part à la découverte de cet ensemble de 770 logements HLM bâtis dans la verdure, entre des étangs et un centre hippique, non loin de la Seine. La cité pourrait être « paradisiaque », dit un habitant, si les barres de béton n'effaçaient un état de délabrement et de grisaille effrayant.

« Citoyenneté républicaine »

Précisément, une opération de réhabilitation est en cours, et le ministre prend son temps pour examiner la manière dont elle est engagée. Les « Mazières », dont le nom vient, en partie, du caractère de M. Abdoul Diagne, président des Enfants du monde, association qui assiste les jeunes pour l'école, le sport, les loisirs culturels, et gère un local au centre de la cité. L'exemple parfait du travail de fourmi que le gouvernement veut encourager.

« Il faut que les gens se prennent en main, et l'État les aide », répète le secrétaire

d'État, qui, joignant le geste à la parole, lance une première série de subventions : 50 000 F pour un atelier d'aide à la lecture, 50 000 F pour les autres activités de l'association et 10 000 F pour la publication d'un journal de liaison. Que pense-t-il du plan d'urgence du gouvernement pour les banlieues ? « Il n'y a pas de plan d'urgence, mais des mesures qui traduisent une réflexion, répond-il. Nous ne sommes pas des pompier ! » Il n'est pas inquiet pour l'été.

Mais M. Yamgnane n'a pas apporté seulement son chèque. Il fait preuve d'un sens solide des relations publiques. Il rend hommage au « travail fantastique » des policiers, aux la main de la fleur, sous le boulangère, s'occupant de la sécurité dans la quartier, félicite, en pleine officine, le pharmacien qui fait crédit aux clients en difficulté, fait une pause-café, au comptoir d'un bar, pour parler et mieux comprendre. C'est la méthode Yamgnane.

L'affet de sympathie est immédiat. Les élus sont ravis que pour une fois, les médias se déplacent dans une banlieue où il se passe des choses intéressantes. Quant aux jeunes immigrés, ils se réjouissent du discours sur « l'intégration dans la dignité ». M. Yamgnane dénonce « le diacours de haine selon lequel l'immigration, c'est l'insécurité ». « Les gens qui ont accepté de vivre ici, ils sont chez eux, proclame-t-il, et n'ont aucun complexe à avoir. Ils ont la citoyenneté républicaine ».

PHILIPPE BERNARD

FAITS DIVERS

Deux mille personnes évacuées et seize pompiers blessés

Violent incendie dans un dépôt d'hydrocarbures à Saint-Ouen

Un violent incendie s'est déclaré, vendredi 14 juin, dans le dépôt d'hydrocarbures Total de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Une, puis deux cuvettes de rétention se sont enflammées à l'extérieur des cuves, sans atteindre leur contenu. Les pompiers ont mis plus de quatre heures à maîtriser le sinistre, en utilisant successivement la technique du rideau d'eau, pour protéger les cuves pleines, puis la mousse carbonique, qui n'a pu éteindre le carburant sous pression, et enfin le sable. Sous l'effet de la chaleur, deux bouteilles d'acétylène utilisées pour des travaux ont explosé, faisant seize blessés chez les pompiers, dont deux grièvement brûlés. Près de deux mille personnes ont été évacuées, la ligne RER coupée, et deux wagons SNCF brûlés.

Le directeur général de Total France, M. Yves-René Nanot, a déclaré ne pas connaître la cause de l'incendie. Le dépôt était en travaux. « Peut-être y avait-il des traces d'hydrocarbures dans une tranchée, qui a déclenché un début d'incendie. Dans ce cas, les vannes d'accès aux cuves se ferment automatiquement ».

JOSÉE POCHAT

EN BREF

○ Trois manifestations interdites à Paris. - La préfecture de police de Paris a annoncé, vendredi 14 juin, l'interdiction de trois manifestations : un rassemblement de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), samedi 15 juin ; une manifestation de la Fédération professionnelle indépendante de la police, un syndicat policier proche de l'extrême-droite, lundi 17 juin ; enfin, une manifestation du Front national, mercredi 19 juin. Selon le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, ces décisions ont été prises en raison de « risques de trouble à l'ordre public », et parce que les manifestations visées sont « de nature à aggraver les tensions sociales ». Le Front national, dans un communiqué, indique qu'il a introduit un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif.

○ Nouvelle incrimination à Mantes-la-Jolie. - Un quatrième jeune homme, soupçonné d'avoir participé aux événements tragiques de la nuit de samedi 8 à dimanche 9 juin à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été inculpé de « vol, recel, violences à agent et dégradation » par M. Patrick Desmure, juge d'instruction à Versailles, et écroué, vendredi 14 juin. Trois autres jeunes impliqués dans cette affaire avaient déjà été inculpés (*le Monde* du 14 juin). Ce suspect, un Français de seize ans, a reconnu être l'un des deux passagers de la voiture qui a percuté et tué la policière Marie-Christine Baillet.

○ Incrimination des dirigeants d'une société impliquée dans un réseau de

travail clandestin. - Le directeur de la société parisienne ASB Industries impliquée dans un réseau de travail clandestin (*le Monde* du 14 juin), M. Garwacki, et six de ses collaborateurs ont été placés, jeudi 13 juin, sous mandat de dépôt après avoir été inculpés de « faux et usage de faux, aide aux séjours illicites et emploi d'étrangers démunis de titre de travail ». Les quatre-vingt-dix travailleurs d'origine polonaise interpellés par le service de recherche de la gendarmerie, mercredi 12 mai, ont en revanche été remis en liberté. (*Corresp.*)

○ Signature d'un accord nucléaire franco-japonais. - Un accord de coopération scientifique et technique sur l'énergie nucléaire a été signé, vendredi 14 juin, à Paris, entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et la PNC (Power reactor and nuclear fuel development corporation), l'organisme japonais de recherche dans le domaine nucléaire. Ce contrat, d'une durée de cinq ans, portera sur deux axes de recherche : la fin du cycle du combustible (traitement poussé, traitement et stockage des déchets) et les réacteurs à neutrons rapides (surgénérateurs). En ce qui concerne le traitement poussé des déchets, cet accord, a précisé le CEA, va notamment permettre de comparer les résultats des différentes voies explorées par les deux pays.

JUSTICE

En marge de l'affaire Boucheron

Inculpation et présomption d'innocence

La révélation d'une inculpation ne constitue pas une atteinte à la présomption d'innocence. C'est, en substance, l'argumentation retenue par la première chambre du tribunal civil de Paris pour débouter M. Pierre Dumons des poursuites qu'il avait engagées contre *Le Figaro* et *le Monde*.

Le 25 février 1991, Danièle Rouard dans *le Monde* et le 4 mars Sophie Huot dans *Le Figaro* avaient notamment fait état des inculpations de complicité de faux en écriture de commerce, recel d'abus de biens sociaux et ingérence, signifiées le 15 février à M. Dumons par le président de la chambre d'accusation de Paris. Ces inculpations étaient ensuite expliquées dans les deux articles par un rappel des versements que deux bureaux d'études, animés par M. Dumons, sont soupçonnés d'avoir faits à M. Jean-Michel Boucheron entre 1985 et 1987, alors qu'il était maire (PS) d'Angoulême.

Selon M. Dumons, ces articles lui avaient causé un préjudice en portant gravement atteinte à la présomption d'innocence et il demandait la condamnation des deux journaux à

400 000 francs de dommages et intérêts.

Dans les deux jugements, rendus mercredi 12 juin, le premier chambre civile, présidée par M. Robert Diez, président du tribunal de grande instance de Paris, considère que « les journaux se bornent à informer les lecteurs de l'existence, au plan judiciaire, d'une série d'inculpations, dont celle de M. Dumons, avant d'ajouter : « C'est à bon droit que les défendeurs soutiennent l'existence de ce fait, et ne s'est livrée en aucune façon à une affirmation de culpabilité et qu'elle n'a nullement porté atteinte à la présomption d'innocence dont bénéficie tout inculpé ». Les magistrats soulignent ensuite les nécessités de l'information pour débouter : « Eu égard à la teneur générale de l'article et au souci légitime d'informer les lecteurs de l'évolution d'une affaire concernant le bien public et la gestion de la municipalité d'une grande ville, offerte par ailleurs largement évacuée dans la presse nationale, aucune faute d'impression ou d'interprétation de nature ne saurait être reprochée à [la journaliste] ».

M. P.

Pour complicité d'escroquerie au jugement

Le président du tribunal de commerce de Saint-Brieuc est inculpé

RENNES

de notre correspondant

Placé en garde à vue le 11 juin et remis en liberté le lendemain alors qu'il était hospitalisé, M. René Pétio, soixante et un ans, président du tribunal de commerce de Saint-Brieuc, a été inculpé vendredi 14 juin de complicité d'escroquerie au jugement, et placé sous mandat de dépôt. Une perquisition effectuée le 12 juin à son domicile semble être à l'origine de cette inculpation, liée à celle de M. Jean-Claude Amice, quarante-deux ans, un chef d'entreprise écroué pour sa part depuis le 7 juin (*le Monde* des 13 et 14 juin).

Certains documents - notamment un rapport d'expertise sur lesquels le tribunal de commerce de Saint-Brieuc avait fondé ses décisions dans un conflit opposant M. Amice à l'un de ses fournisseurs, étaient incomplets ou tronqués. Trois autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire après avoir été inculpées d'escroquerie ou de complicité d'escroquerie. En raison de la qualité de magistrat conseiller de M. Pétio, le parquet de Saint-Brieuc a saisi vendredi la chambre criminelle de la Cour de cassation, aux fins de désignation dans une chambre d'accusation élargie de l'instruction de la procédure.

Ch. T.

Dix-sept ans de réclusion pour un membre présumé de l'ETA

Jose Felix Perez-Alonso, militant basque soupçonné d'appartenir à l'ETA militaire, a été condamné, vendredi 14 juin, à 17 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris spécialement composée de sept magistrats. Il a été déclaré coupable de tentative de meurtre commise sur une femme policière lors de son interpellation à Biarritz le 26 avril 1988 et d'association de malfaiteurs « en relation avec une entreprise terroriste ».

Après l'enlèvement le 24 février 1988 de l'industriel espagnol Emilio Revilla par l'ETA, les policiers, qui surveillaient la remise d'une partie de la rançon de 200 millions de pesetas (100 millions de francs) ont interpellé Alonso, qui a ouvert le feu à trois reprises, blessant l'inspectrice Catherine Schalk aux deux jambes. L'avocat général M. Gilbert Ginsburger avait requis 20 ans de réclusion criminelle.

ÉDUCATION

Le rapprochement entre l'enseignement supérieur et l'entreprise

Création des premiers instituts universitaires professionnalisés

Conçus pour mieux adapter les formations supérieures aux besoins des entreprises (le *Monde* du 11 décembre), les vingt-trois premiers instituts universitaires professionnalisés (IUP) viennent d'être habilités par le ministre de l'éducation nationale et ouvriront leurs portes dès la rentrée prochaine.

Ces nouvelles filières universitaires présentent de nombreux traits originaux. Tout d'abord, des étudiants ayant déjà suivi une année d'études supérieures et les conduisant, en trois ans, au nouveau diplôme d'« ingénieur-maître », équivalent à la maîtrise. Les cursus proposés témoignent de la volonté des universités de répondre à des besoins précis, définis avec les secteurs économiques concernés. Ainsi, neuf IUP seront consacrés aux sciences de l'ingénieur, quatre à l'information et à la communication, trois à l'administration, quatre au commerce et à la distribution, trois enfin à la gestion financière. La formation intégrera au moins six mois de stages en entreprise. Deux langues étrangères seront obligatoires.

Pour souligner encore l'ouverture vers le monde professionnel, les IUP devront accueillir parallèlement à des étudiants en formation initiale et à des stagiaires en formation continue ayant une expérience

professionnelle significative. Quant aux enseignants, ce seront, pour une bonne part - la moitié, à terme - des professionnels recrutés sur le statut d'enseignant associé, créé récemment. Enfin, le ministre espère favoriser, grâce à ces IUP, le regroupement de formations professionnalisées existantes mais fonctionnant souvent à effectifs trop réduits, comme les maîtres de sciences et techniques (MST). Il a fixé à 100, au minimum, le nombre d'étudiants par promotion.

Cette nouvelle filière semble d'ores et déjà bénéficier d'un certain succès auprès des universités. En effet, selon M. Claude Allègre, conseiller spécial de M. Jospin, le ministre a déjà enregistré quelque 120 demandes nouvelles de créations et il compte en recevoir environ 70 pour la rentrée 1992. Pour effectuer cette sélection, une commission nationale d'habilitation va être mise en place ; elle sera co-préside par M. Ivar Ekeland, président de l'université Paris-IX (Dauphine), et par M. Pierre Guichard, vice-président du CNPFP. Une façon de démontrer que le ministre de l'éducation n'a pas attendu les injonctions du premier ministre pour ouvrir les formations supérieures au monde de l'entreprise.

G. C.

Fuites sur des sujets du baccalauréat

Le recteur de l'académie de Lille a déclaré de porter plainte pour vol, à la suite de la mise en circulation de sujets retenus pour l'épreuve d'histoire-géographie du baccalauréat, communs aux académies de Lille, Amiens, Rouen, Paris, Créteil et Versailles. La fuite avait été rendue publique, vendredi 14 juin, par un quotidien régional qui avait reçu anonymement les sujets prévus : en géographie, l'industrie des États-Unis, le Brésil et la démographie mondiale ; en histoire, l'Europe de l'Est, le bilan de la IV^e République et la crise de Suez. De nouveaux sujets seront choisis d'ici au jeudi 20 juin, date de l'épreuve d'histoire-géographie.

M. Guy Le Néouanic nouveau secrétaire général de la FEN

Cinq jours après l'éviction brutale de M. Yannick Simbron (*le Monde* du 12 juin), les trente-cinq membres du bureau exécutif fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ont désigné, samedi 16 juin dans la matinée, le nouveau secrétaire général de la Fédération : il s'agit de M. Guy Le Néouanic, qui assurait l'intérim depuis lundi dernier.

[Né le 27 mai 1942 à Lorient (Morbihan), M. Guy Le Néouanic ex-instituteur depuis 1962, il a enseigné pendant douze ans en Algérie, à Sétif et Sidi-Bel-Abbès, et a été secrétaire du Syndicat national des instituteurs et de la Fédération de l'éducation nationale en Algérie. Secrétaire national de la FEN depuis 1975, il avait jusqu'à présent en charge les dossiers lycée, lycées, justice.]

Comment

Gaston Vienne

مكتبة الأمل

HEURES LOCALES

Comment éviter d'autres Angoulême ?

Réforme de la comptabilité publique locale, renforcement du rôle des chambres régionales des comptes et meilleure transparence financière devraient limiter les risques de faillite de villes

La faillite de la ville d'Angoulême et le situation financière tendue de quelques grandes agglomérations comme Montpellier, Marseille, Grenoble ou Nîmes ont incité un certain nombre d'élus locaux, de fonctionnaires en charge des collectivités ou de consultants à s'interroger sur les remèdes à prendre pour éviter que de nouvelles municipalités ne se retrouvent en cessation de paiement. Premier impératif : donner à la gestion financière locale une plus grande rigueur.

Un comité pour la réforme des comptabilités locales œuvre précisément dans ce sens, depuis le mois de juin 1990, sous la responsabilité du directeur général des collectivités locales et du directeur de la comptabilité publique (le Mande, daté 25-26 novembre 1990). Il s'efforce de moderniser la nomenclature des communes, bérivée des années 50 et devenue souvent obsolète, en l'adaptant au plan comptable général de 1982.

Les responsables de cet organisme aimeraient que les communes inscrivent dans leurs comptes une « dotation aux amortissements » correspondant à la dépréciation de leur patrimoine. Il pourrait demander la tenue d'une « comptabilité d'engagement », destinée à mettre en évidence, à la fin de chaque année, les dépassements budgétaires de la commune. Ils réfléchissent aussi à une éventuelle « consolidation des comptes ». La commune présenterait, dans un même ensemble, les sommes maniées par ses satellites (sociétés d'économie mixte, associations diverses ou clubs sportifs) et par elle-même. Elle devrait faire figurer tous les types de convention qu'elle garantit, y compris ceux dont on ne trouve habituellement trace qu'en lisant attentivement les délibérations du conseil municipal.

Le manque de personnel compétent

Le comité rendra ses conclusions à l'autonomie. Mais elles ne seront pas applicables avant 1993 — le temps de former les cadres territoriaux. En attendant, certains se demandent si les collectivités ne devraient pas déléguer quelques mécanismes de contrôle sur les collectivités.

Le contrôle budgétaire prévu par la loi du 2 mars 1982 est, de l'avis de tous, très insuffisant, faute de personnel. Les préfets sont censés vérifier que les sections de fonctionnement et d'investissement sont respectivement votées en équilibre, que les



recettes et les dépenses ont été évaluées de façon sincère et que le budget dégage un prélevement suffisant pour payer le capital de la dette. « A Angoulême, rien n'a été fait. Nous sommes dans un état de droit, et pourtant la loi n'a pas été appliquée. N'y a-t-il pas faute lourde de l'Etat ? », proteste Georges Chavanes (CDS), « reprenneur » de la mairie d'Angoulême.

Pour ce genre de dysfonctionnement, on affecte pas les collectivités, le gouvernement a l'intention de déposer, en deuxième lecture du projet de loi sur l'administration territoriale, un amendement qui donnerait aux chambres régionales des comptes la possibilité d'intervenir lorsqu'un contrôle budgétaire paraît nécessaire.

L'article 33 de ce même projet stipule, d'ailleurs, qu'elles pourront désormais exercer un contrôle de gestion à la demande des préfets et des maires. Ce type d'examen va plus loin que le contrôle budgétaire, puisqu'il juge l'opportunité des décisions prises et non simplement la sincérité des comptes. Les chambres régionales des comptes pour-

raient ainsi auditer les satellites d'une ville dans l'année où la demande leur aura été faite.

Ces institutions représentent, certes, un garde-fou essentiel, mais leurs effectifs restent, eux aussi, limités. Certains professionnels de l'audit proposent d'instaurer une certification systématique des comptes et une responsabilisation des élus. Cette dernière idée ne fait pas l'unanimité auprès des principaux concernés. En 1982, déjà, un article du projet de loi Defferre proposait que le maire soit justiciable devant une cour de discipline budgétaire avait été rejeté par la commission des lois.

Pour éviter les dérapages de gestion, chacun s'accorde à penser qu'il faut conforter les possibilités de sanction politique et, par conséquent, instaurer une meilleure transparence financière. L'article 9 du projet de loi Joxe va dans ce sens puisqu'il impose aux communes une plus grande publicité de leurs comptes. C'est d'ailleurs un amendement de Georges Chavanes, repris par le gouvernement, qui en a inspiré la rédaction.

Les budgets mis à la disposition du public dans les mairies doivent désormais être assortis de « données synthétiques » sur la situation financière de la commune. Ils doivent faire figurer le montant des versements attribués aux associations « sous forme de prestations en nature » (locaux, personnel), et non seulement sans forme de subventions en espèces. La participation de la municipalité à des organismes intercommunaux devra être indiquée. A ces documents s'ajoutent le dernier bilan des SEM, des associations ou des organismes auxquels la commune a donné une caution, ainsi que les versements des emprunts et l'échéancier de leur amortissement.

Les comptes sur Minitel

Pour Philippe Laurent, conseil financier auprès des collectivités locales, « ce projet va dans le bon sens, mais il lui manque deux choses : le recensement complet de tous les engagements — et pas seulement les garanties d'emprunt — pris par la collectivité, et le contenu détaillé du patrimoine communal, avec les mouvements qui l'ont affecté ».

La transparence sera effective le jour où les électeurs-contribuables disposeront de banques de données financières présentant les comptes des communes, estime Jean-Sylvain Klein, membre du conseil scientifique de l'Institut de la décentralisation. « On peut se procurer les comptes de n'importe quelle PME sur Minitel, mais pas ceux des villes, alors qu'il s'agit d'argent public ».

Patrick Riffaud, directeur général du groupe Calan-Ramolino, chargé d'auditer la ville d'Angoulême après sa mise en cessation de paiement, va encore plus loin. Les collectivités devraient, à son avis, faire l'objet d'un contrôle annuel et obligatoire, exercé par des commissaires aux comptes. « Il faut faire de la prévention, pas de la guérison. Seule une véritable transparence pourra réhabiliter l'image de la classe politique quelque peu ternie par les affaires ».

Si cette proposition ne fait pas l'unanimité, tous estiment, en revanche, que les irrégularités commises à Angoulême et dans quelques autres villes ne sauraient imposer un retour de la tutelle étatique sur les collectivités.

RAFAËLE RIVAIS

Prime aux bétonneurs

QUEL littoral demain ? Les deux journées de colloque consacré à ce thème ont été fort contrastées. On y a éprouvé le pire : la disparition des espaces naturels littoraux sous le marteau des résidences secondaires, des immeubles pieux dans l'eau et des ports maritimes. On y a aussi entendu le meilleur de la bouche d'un certain nombre d'élus locaux qui ont raconté comment ils ont réussi à préserver leurs dunes et leurs caps.

Ce capital nature n'est pas seulement précieux sur le plan écologique. Il est aussi l'une des valeurs d'avenir du tourisme. Les vacanciers sont en train de changer, ils cherchent toujours le soleil, le soleil et la mer, mais dans un décor si possible intact. Pas un pied des immeubles dits de bord de mer.

Pourtant, l'avertissement est loin d'avoir été compris par tous. Les élus présents à Paris n'étaient que les bons élèves d'une classe qui, selon les associations, empêche davantage de cancras que de sujets d'excellence. Pourquoi ? Parce qu'un maire qui protège son littoral attire les visiteurs en foule mais n'en rapporte guère de bénéfices. En revanche, les voisins, qui ont favorisé la construction d'hôtels ou de ports de plaisance, bénéficient de la subvention fiscale locale. En outre, ils touchent une dotation globale de fonctionnement (DGF) majorée au motif qu'ils hébergent des touristes.

Les règles du financement des collectivités locales jouant à fond contre la préservation du littoral naturel. Les élus protecteurs démontrent donc une pénétration fiscale avec leurs voisins et une modification de la fameuse DGF. A défaut de la première, Edith Craszen leur a promis la seconde, un baume encore bien modeste pour ceux qui paient patrimoine avant portefeuille.

M. A-R

Gaston Viens, le reconstruteur d'Orly

D'une cité de banlieue, mélangeant pavillons et grands ensembles, le maire a voulu faire une vraie ville

LES banlieusards d'Orly ont vu passer bien des visiteurs au pied de leurs HLM, mais ce printemps 1991 les a particulièrement gâtés. D'abord, Michel Delebarre, ministre de la ville, puis Edith Cresson, à peine nommée à Matignon, ont débarqué chez eux suivis des habitués assis de journalistes. Déjà connu mondialement comme un grand aéroport, Orly est en passe d'acquiescer une seconde célébrité : celle d'une banlieue qui a triomphé de ses maladies de jeunesse.

Et pourtant Dieu sait que ce village de l'Ile-de-France qui comptait 700 âmes en 1900 et dont les maisons se blottissaient autour d'une église du treizième siècle a subi les pires assauts d'une urbanisation désordonnée. D'abord, durant l'entre-deux-guerres, ceux de la marée pavillonnaire qui a décapé sa population. Puis, à partir des années 50, ceux des cités type Sarcelles que l'office d'HLM de Paris est venu planter là parce qu'il y possédait quelques centaines d'hectares. Le tout éloigné par un invraisemblable labyrinthe de voies ferrées, et placé au bout des pistes tapageuses d'un aéroport en plein essor.

En 1965, selon une tradition établie depuis 1934, un communiste succède à un autre communiste dans le fauteuil de M. le maire. Cette fois il s'agit d'un petit homme rond, affable, dont l'accent rappelle qu'il a été maraîcher à Saint-Rémy-de-Provence et qui doit tout au parti, dont il fut, comme ses camarades, un indélébile apparatchik. Gaston Viens, alors âgé de quarante et un ans, marié, deux enfants, locataire dans un grand ensemble, a les apparences d'un non-conformiste qui a été écarté des instances dirigeantes dès 1964. Il n'a pas accepté l'occupation allemande et l'a payé de la prison puis de la déportation. Il n'accepte pas non plus la condition prolétaire. Il n'acceptera pas davantage ce patchwork

d'ex-maisons rurales, de pavillons « Samsuffit » et de barres de béton qu'on lui a confié. D'Orly, il veut faire une vraie ville, fière d'autre chose que de ses pistes pour long-courriers.

Le nouvel élu observe immédiatement que le problème numéro un est celui des grands ensembles, dont la population est trois fois celle de la ville ancienne. Or quelques années après leur installation, les ingénieurs, les cadres, les enseignants, bref, les classes moyennes quittent leurs appartements pour se payer des pavillons. Restent les locataires les plus modestes auxquels l'organisme HLM ajoute les cas sociaux et les familles étrangères qu'il est chargé de loger. L'engrenage de la ségrégation est entéchié.

Un architecte complice

Vient bientôt les conflits de génération entre les parents qui ont soif d'honnorabilité et les enfants qui veulent vivre leur vie dans les cages d'escalier et les parkings à voitures. Le maire veut-il intervenir ? Il s'aperçoit que les cours, les espaces verts et même les rues appartiennent à l'organisme constructeur. Les cités portent en elles tous les prémisses d'un colapsus social alors que, paradoxe, le pouvoir municipal ne peut s'y exprimer.

Alors Gaston Viens se met en travail, avec une patience et une obstination qui impressionnent même ses adversaires. Il est vrai qu'il a quelques atouts. Grâce aux taxes professionnelles versées par l'aéroport et les industries voisines, le budget municipal est confortable. Bien qu'inconnus par leur taille les cités ne sont tout de même pas en plein champ mais au milieu des pavillons d'avant-guerre. Avec ses militants et ses collègues, le parti est un puissant instrument d'écoute et d'action pour l'équipe municipale. Celle-ci a obtenu guère gênée par l'opposition — très minoritaire — et Gaston Viens,

constamment réélu, a le temps pour lui. Enfin, il trouve un initiateur et un complice en la personne de l'architecte Jean Deroche, un camarade du temps des Jeunesses communistes. Mirocle, le tandem Viens-Deroche n'a jamais connu d'anticipation en un quart de siècle. Et les idées, dont on ne sait plus qui du maire ou de l'urbaniste les a eues le premier, ont pu s'appliquer au fil des ans. Elles ont toujours été soutenues par le même projet : la fois simple, concret, mais très ambitieux : reconstruire une ville avec des lambeaux de banlieues disparates.

Ce travail de Pélopie passait par la modernisation préalable des tours et des barres qui très vite ont montré les signes d'un vieillissement prématuré. Gaston Viens a réussi à engager l'opération de réhabilitation la plus importante de France avec un devis de 700 millions de francs. Bien qu'elle ne soit pas achevée elle sert déjà de modèle pour les autres architectes et techniques qu'elle a mis en jeu comme par le montage financier qui la soutient.

Un détail parmi bien d'autres : les cages d'escalier, sources de frictions permanentes entre les enfants et les adultes, ont été reconstruites à l'extérieur des HLM, libérant ainsi des espaces intérieurs et redonnant de l'intimité aux appartements. Bien entendu, la municipalité a installé dans les cités les équipements qui leur manquaient : écoles, crèches, lieux de réunion, parkings et même œuvres d'art. Sans se décourager, les jardiniers municipaux ont semé du gazon et planté des fleurs là où il n'y avait plus que des terrains vagues.

Collaboration avec le pouvoir

Par un important ouvrage, passant sous les voies ferrées, les quartiers nouveaux ont été enfin reliés directement au centre ancien, lui-même dépeuplé et agrémenté d'une rue piétonne. Gaston Viens a veillé à offrir à ces adolescents turbulents la

possibilité non seulement de pratiquer vingt-cinq sports différents, mais aussi de suivre des cours de formation professionnelle et de faire du rap dans une Maison de la musique spécialement aménagée pour recevoir plusieurs formations en même temps. Et quand, malgré tout cela, la violence parle, M. le Maire n'hésite pas à aller s'expliquer à domicile et d'homme à homme avec ceux qui ont « la haine ».

Décidé à profiter de toutes les occasions, le maire d'Orly a été parmi les tout premiers à signer des conventions avec l'Etat au titre du développement social des quartiers. Cette « collaboration » avec le pouvoir lui a valu les critiques du parti, qui préférait s'en tenir à une opposition pure et dure. Ces critiques sont devenues graves reproches quand le maire d'Orly, qui était aussi le président de son office départemental d'HLM, a prétendu augmenter certains loyers pour éviter la faillite de l'organisme. Mais Gaston Viens a vraiment fait déborder le vase lorsqu'il a voulu constituer une liste municipale avec les socialistes alors que ce n'était plus de mise. Entre Orly et les oukases de Georges Marchais il a choisi sa ville, crime impardonnable qui lui a valu l'excommunication, autrement dit l'exclusion du parti. « Pour avoir longtemps pratiqué la politique du pire dans leurs banlieues rouges les communistes sont responsables de ce qui s'y passe aujourd'hui », dit-il, en élu qui sait exactement de quoi il parle.

Parce qu'il voulait reconstruire sa ville Gaston Viens est devenu aussi le leader d'un « reconstruiteurs » du Parti communiste. Et il bouillonne toujours de projets pour Orly : il rêve, par exemple, de corriger définitivement la coupure ferroviaire en construisant un nouvel hôtel de ville à cheval sur les voies. Malgré ses soixante-sept ans, le petit Provençal devenu francilien est plus que jamais non conformiste.

MARC AMBROISE-RENDU

Circuler à Bordeaux

Une équipe de chercheurs propose aux élus un partage équitable de la rue

BORDEAUX

de notre correspondant

COMME beaucoup de grandes villes, Bordeaux souffre d'un mal du siècle, celui de l'automobile. Pendant des décennies, ce moyen de transport a été privilégié. Aujourd'hui, alors qu'il n'est plus possible de « pousser les murs », le flot des voitures est sauté dans des embouteillages que les techniques de régulation ne parviennent plus à déjouer.

Dans la capitale de l'Aquitaine, la vitesse commerciale des bus ne dépasse pas 10 kilomètres-heure en moyenne. Les transports en commun ne correspondent plus aux exigences de ponctualité et de rapidité des voyageurs. Les banlieusards les délaissent au profit de leur automobile qu'ils prennent quotidiennement pour venir travailler au centre. Cent cinquante mille emplois sont en effet concentrés dans la cité. La construction de plus de 10000 places de parking public, au cours des neuf dernières années, a tacitement encouragé les automobilistes. « Bordeaux est une belle ville mais l'aggravation des nuisances la pénaliserait », y compris sur le plan démographique. C'est l'une des préoccupations majeures de la municipalité qui veille jalousement à rester au-dessus du seuil de 200000 habitants.

En conséquence, l'insécurité de la rue s'est considérablement aggravée. Sur 1300 accidents de circulation qui surviennent chaque année à l'intérieur des boulevards de ceinture, 213 sont soit mortels, soit très graves. Un tiers d'entre eux sont dus à des excès de vitesse.

Les solutions avancées pour résoudre ces problèmes de circulation ne sont guère originales : reconstitution du réseau de bus, construction d'une ligne de métro, projet de nouveaux ponts sur la Garonne. La nouveauté consiste à suggérer de « nouvelles règles du jeu » entre les occupants de la rue. Une équipe pluridisciplinaire,

composée de représentants de l'Etat, de la ville et de la Caisse des dépôts et consignations, a ainsi proposé aux élus un « nouvel art de vivre et circuler en ville ».

Une « zone 30 kilomètres-heure » serait instaurée dans l'hyper-centre. A l'intérieur de ce circuit, « aucun mode de déplacement ne serait privilégié par rapport à l'autre ». Le « comportement urbain » des usagers — automobilistes, piétons, bus et cyclistes — se traduirait par l'abolition de tout « régime de priorité des uns par rapport aux autres ». L'équipe pluridisciplinaire propose que « les automobilistes circulent lentement, les cyclistes empruntent la chaussée et gagnent ainsi en confort et en sécurité. Les piétons marchent sur des trottoirs élargis et peuvent facilement traverser en tout point de la chaussée ».

L'équipe dirigée par Laurent Bechaux a imaginé par ailleurs une « hiérarchisation » visuelle des voies de circulation grâce à un « vocabulaire de matériaux ». Les cours, les rues résidentielles, les radiales ne seraient pas traitées de la même façon. Chacune disposerait de matériaux spécifiques : plantation dans les rues résidentielles, création de bandes ou de pistes cyclables sur les radiales ainsi que de passages pour piétons tous les 50 mètres. Enfin, les trottoirs seraient élargis sur les bandes de stationnement.

GINETTE DE MATHA

Lire la suite page 13

LIRE EGALEMENT

Outreau le cœur à l'ouvrage

Un voyage dans une commune du Pas-de-Calais marquée par les séquelles de la guerre et la crise économique.

Page 14

HEURES LOCALES

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Chaque mois, le Crédit local de France présente un thème destiné à éclairer l'évolution des finances locales

Le financement de l'eau

L'EAU constitue le principal poste de la dépense nationale d'environnement (environ 80 milliards de francs en 1989, soit 57 % du total). La gestion de cette ressource intéresse de multiples intervenants, les administrations publiques locales consentent l'effort le plus important (environ 42 milliards de francs en 1989 - dont 13 milliards de francs destinés à l'investissement, - soit 70 % des dépenses consacrées à l'eau). Les communes et leurs groupements jouent un rôle de premier plan puisqu'ils financent le quasi-totalité (92 %) des investissements des collectivités locales. La distribution et l'assainissement de l'eau sont en effet des services publics communaux.

Un doublement des investissements

La population française est desservie à 98 % en eau potable. Des situations de pénurie locale peuvent cependant se produire, liées à une répartition inégale des équipements selon les régions et à un entretien imparfait du réseau : 20 % à 30 % de l'eau potable est perdue chaque année. Plus préoccupante est la question de la qualité de l'eau, menacée par des sources de pollution multiples : eaux usées domestiques, pailles, nitrates... Le taux global de dépollution (taux de traitement des eaux usées) est en moyenne de 36 % (en milieu rural, il est de 28 %). A titre de comparaison, il s'élève à 70 % en Allemagne. L'insuffisance du parc de réseaux de raccordement et de stations d'épuration est à l'origine de cette situation.

Les données du ministère de l'environnement permettant de dresser le tableau de la situation française des investissements en matière d'assainissement et d'épuration des eaux usées (hors distribution de l'eau potable) : pour rénover et développer le parc d'équipements existant et répondre aux nouvelles normes fixées par la CEE (les directives de la CEE fixent comme objectif un taux de dépollution de 90 %), les dépenses pour la prochaine décennie sont évaluées dans une fourchette de 135 à 170 milliards de francs, soit entre 15 et 17 milliards de francs par an. Cet objectif implique un doublement des investissements par rapport à

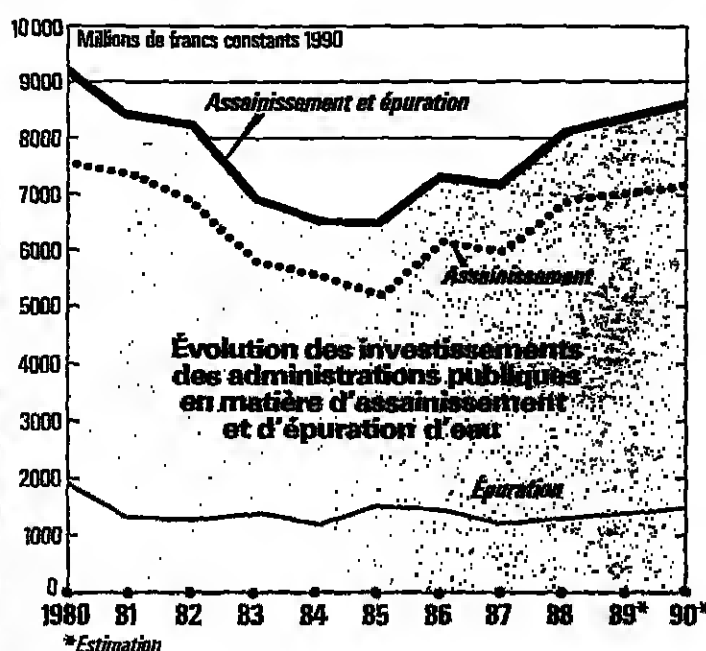
leur rythme actuel. En effet, depuis dix ans, les dépenses annuelles varient entre 7 et 9 milliards de francs.

Outre les redevances des usagers perçues par les services de distribution et d'assainissement, les collectivités locales disposent de deux sources de financement pour leurs équipements : les aides de l'Etat et celles des agences financières de bassin. L'Etat n'intervient plus par des subventions spécifiques mais par l'intermédiaire de la dotation glo-

ger, il est libéré depuis 1985. Mais on note que le prix de l'eau en France est inférieur à celui pratiqué dans certains pays européens : 8 francs en moyenne par mètre cube contre 15 francs aux Pays-Bas et 24 francs en Allemagne.

Mobilisation des acteurs

La coopération entre les collectivités locales joue un rôle important, les groupements de communes financent presque le



belle d'équipement (DGE) et du Fonds national pour le développement des collectivités (FNDAC). Les agences de bassin sont des établissements publics dont le but est d'inciter à la réalisation de travaux d'investissement sur la base de ressources tirées des redevances sur les usagers.

Pour compléter leurs financements, les collectivités locales recourent à des emprunts. Ceux-ci, en raison de la durée de vie des équipements, sont à très long terme (vingt-cinq à trente ans) pour étaler la charge de la dette dans le temps.

Quent au tarif payé par l'us-

moitié des investissements (47,5 %). Elle favorise une mise en commun des moyens techniques et financiers tout en insistant sur des mécanismes de péréquation : en effet, les collectivités locales connaissent des situations très diversifiées en matière d'équipements et de tarifs.

Par-delà le renforcement de cette coopération, c'est la mobilisation concertée de tous les acteurs, administrations, collectivités locales, industriels, agriculteurs, usagers, qui permettra de répondre à l'enjeu vital que représente la garantie d'un approvisionnement en eau de qualité pour les générations futures.

DÉBAT

La région parisienne : des intérêts divergents

par François Ascher

L'ÉTAT a considéré en 1982 qu'en région parisienne l'échelle des problèmes, leur complexité, le poids de l'administration et du secteur public et le rôle de capitale de Paris nécessitent qu'il gère la responsabilité principale de l'aménagement de la région Ile-de-France.

C'est donc à l'initiative du gouvernement qu'a été lancé en 1989 le « grand chantier » du nouveau schéma directeur. Le préfet de région, en publiant, il y a quelques semaines, l'esquisse de ce schéma, a légitimement exprimé une conception de l'intérêt général comme précédant les intérêts locaux, puisque les POS (les plans d'urbanisme communaux) devront être conformes au nouveau schéma directeur. Certes, pour élaborer cette esquisse, le préfet et ses services ont beaucoup consulté. Il n'en reste pas moins qu'en l'occurrence l'intérêt général a bien « transcendé » les intérêts particuliers communaux.

Le maire de Paris et la majorité du conseil régional d'Ile-de-France mettent en cause cette conception élitique du schéma directeur et de l'intérêt général. En effet, Jacques Chirac, dans l'entretien qu'il vient d'accorder au Monde (du 4 juin), déclare : « Face à un projet élaboré de façon bureaucratique, nous avons décidé, les départements et la région, de développer nos propres chartes et d'en faire la synthèse dans une charte régionale ».

Ou est l'intérêt général ?

Cela signifie que, pour ces élus, le schéma d'aménagement, c'est-à-dire l'intérêt général en région parisienne, est en quelque sorte l'addition des intérêts locaux. Cela est renforcé par le fait que la loi de décentralisation n'a instauré aucune hiérarchie entre les collectivités territoriales (région, département, commune). Le schéma directeur est donc compris dans cette perspective non comme représentant un intérêt général qui dépasserait les intérêts locaux, mais comme un intérêt commun, c'est-à-dire comme le plus grand commun dénominateur entre l'ensemble des plans communaux. La notion de charte utilisée par Jacques Chirac et la région souligne, quant à elle, l'idée d'un engagement librement consenti par les collectivités territoriales.

De fait, depuis plusieurs mois, les débats sur des orientations concrètes d'aménagement et de développement illustrent bien cette différence d'approche. Deux exemples, parmi beaucoup d'autres, peuvent en témoigner : Roissy et Seine-Amont.

Un haut fonctionnaire missionné par le préfet a mis en évidence qu'un développement trop important à proximité immédiate de Roissy risquait de mettre en cause les fonctions aéroportuaires, d'autant que l'accès terrestre à Roissy est déjà quasiment saturé.

Or Roissy est une plate-forme aérienne internationale vitale non seulement pour l'ensemble de la région Ile-de-France, mais aussi pour l'ensemble du pays. L'intérêt national commande donc à la fois une sélection très stricte dans la création d'emplois autour de Roissy (les seules activités directement liées au transport) et un effort d'infrastructure de la part de l'Etat (permettant à tous d'y accéder de partout rapidement

et commodément). Mais les communes autour de Roissy souhaitent profiter pleinement de l'avantage que leur procure la proximité immédiate de l'aéroport, et arguent que toute la région profitera des emplois qu'elles créeront !

Un autre exemple, celui de la Seine-Amont, est aussi très intéressant. Les communes d'Ivry, Vitry, Charenton, Alfortville, disposent à proximité de Paris de bonnes infrastructures de transport et de terrains qui pourraient être rapidement utilisables pour y développer un nouveau pôle tertiaire. Cela pourrait participer au rééquilibrage vers l'est et constituerait à l'échelle de la région une utilisation assez judicieuse des potentialités de cette zone.

Mais les municipalités communistes d'Ivry et de Vitry ont violemment réagi contre le projet, considérant que cela n'était pas conforme aux intérêts de leur population. Au-delà des questions particulières à ces villes, il est clair que beaucoup de leurs habitants versent avec inquiétude leur commune se transforme en une vaste chantier pour une quinzaine d'années, les prix immobiliers monter, les transports urbains se saturer, etc., toutes choses a priori probables, quelles que soient les qualités de la future opération d'urbanisme.

Ces deux exemples montrent combien sont grandes les difficultés pour faire converger les intérêts des riverains, ceux des communes, ceux de la région et ceux de la France entière.

Le contenu de l'intérêt général peut donc varier du tout au tout selon qu'on le définit à l'échelle d'un quartier, d'une commune, d'un département ou d'une région : qu'on le définit à une échelle proche ou à plus long terme ; que l'on parte des besoins de la collectivité comprise comme un tout, du haut en quelque sorte, ou qu'à l'inverse on parte « du bas », des intérêts de chacun.

La situation est-elle pour autant définitivement bloquée en région Ile-de-France ? On pourrait le penser en voyant les discours se durcir ; mais c'est surtout que nous sommes déjà entrés en campagne pour les élections locales qui auront lieu en 1992. On peut imaginer qu'à un moment on a un autre un compromis sera possible. Personne n'a objectivement intérêt à ce que ces conflits durent trop longtemps. Il faudra trouver un compromis acceptable. Le plus tôt sera le mieux. Certes, nous n'avons pas en la matière ce sens de la « communauté » (Gemeinschaft) qu'ont ces Allemands que d'aucuns regardent avec envie, et qui permet la réalisation de compromis sans que l'affrontement soit indispensable.

Espérons simplement que ces oppositions - qui ne sont pas sans receler une certaine sagesse - ne se cristallisent pas, dans des conflits politiques, et se résoudront le plus vite possible dans un projet mobilisateur pour toute la région Ile-de-France. Mais il faudra peut-être aussi trouver des structures institutionnelles et financières de type nouveau qui permettent de mieux conjuguer le légitime souci des collectivités locales à réaliser ce qui se passe sur leur territoire avec le tout aussi légitime souci de l'Etat d'assurer l'intérêt général à une échelle et des échéances qui dépassent les mandats municipaux.

► François Ascher est professeur à l'Institut français d'urbanisme (université Paris-VIII).

BLOC NOTES

AGENDA

► Musées de société. - Le ministère de la culture organise un colloque national des musées de société (musées d'arts et de traditions populaires, d'ethnographie, d'histoire, d'économie, musées techniques et industriels), intitulé « Musées et sociétés ». Cette manifestation aura lieu à Mulhouse du 26 au 28 juin. Les débats porteront sur la politique des collections, la conservation, la formation et les relations entre muséologie, muséographie et architecture.

► Renseignements au (16-1) 40-20-03-02.

► Fête de la musique. - Dans toutes les villes de l'Hexagone, la musique va envahir les rues, vendredi 21 juin, à l'occasion du rendez-vous annuel créé par le ministre de la culture, Jack Lang. Sotteville-lès-Rouen, commune de 30 000 habitants de l'agglomération rouennaise, a choisi d'allonger la durée des festivités. Du jeudi 20 au dimanche 23 juin, « Vive-Cité ! », comme se nomme l'opération, propose 35 spectacles « pour faire exploser toutes les palettes de l'expression artistique, théâtre, jazz, musiques andalouse et africaine, vidéo, cinéma, arts plastiques ». Le jazz doit être à l'honneur le vendredi, les autres jours étant réservés au théâtre de rue ou aux créations d'œuvres picturales, comme la réalisation d'une fresque murale, l'hommage à Serge Gainsbourg, par le plasticien Pierre Garcetta.

► La ville au quotidien. - Pas moins de dix ministères, dont le premier Edith Cresson, et le président de l'Assemblée nationale doivent participer aux journées d'étude et à l'exposition nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) du jeudi 20 au samedi 22 juin au CNIT de la Défense. Des débats sont prévus sur « La place de l'environnement dans le développement local », la fiscalité et l'aménagement du territoire.

CONTACTS

► FNESR, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

PUBLICATIONS

► Architecture. - L'ouvrage France, architecture 1985-1989, illustré de nombreuses photographies, permet de saisir les tendances de l'architecture moderne, depuis la mort de Le Corbusier jusqu'à nos jours. L'auteur, M. Jacques Lucan, se penche notamment sur les années 70, marquées par le rejet d'une planification inspirée de la charte d'Athènes et par une critique des réalisations précédentes.

► 202 pages, 240 francs. Éditions du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. (16-1) 40-13-30-30.

► Eau. - L'Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE) vient de publier un « cahier pédagogique » intitulé Cent mots pour comprendre l'eau. De A comme « abysse » ou « effargage » à Z comme « zone humide », l'ouvrage, destiné essentiellement aux élus, donne des définitions simples mais rigoureuses des notions utilisées en matière de politique de l'eau. Il a été rédigé par M. Robert Fideni, adjoint chargé de l'environnement de la ville d'Avignon et président de l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

► 64 pages, 50 francs. ENEE, 20, bd des Filles-du-Calvaire, 75011

CONTACTS

► Districts. - L'Assemblée des districts de France, présidée par Marc Censi, président (UDF-PR) de la région Midi-Pyrénées et du district de Rodez (Aveyron), vient de réaliser une enquête sur cette forme d'intercommunalité. Il existe 180 districts regroupant près de 2 000 communes, soit neuf millions d'habitants. C'est dans le centre de la France qu'ils sont le moins nombreux. Plus de 78 % d'entre eux ont été créés avant 1975. Le mouvement se serait assoupli en 1978, avec l'arrêt des incitations financières, selon Marc Censi, pour reprendre depuis quelques mois, « en réaction contre le projet de loi Joxe ». Leur pérennité serait due à leur grande capacité d'adaptation et à l'élargissement progressif de leurs compétences.

► Renseignements au (16-1) 40-28-05-05 ou au (16) 65-66-19-65.

TEXTES

► L'ANEL et la responsabilité des maires des communes littorales. - À l'issue de leurs journées d'études à Rochefort-sur-Mer les 23 et 24 mai, les membres de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL) ont adopté une motion dans laquelle ils indiquent qu'ils « n'acceptent pas la mise en cause de leurs responsabilités pour des accidents de baignade survenus hors des zones surveillées et surveillées. Ils récusent la discrimination qui existe entre les maires du littoral et ceux des autres communes pour les activités de baignade comme pour toutes les activités de loisirs. Ils demandent que les dispositions du code des communes soient davantage précisées pour arrêter la dérive jurisprudentielle constatée depuis

La Mairie de Rueil-Malmaison
67.000 habitants - Banlieue Ouest

Rueil MALMAISON

recherche pour son Atteier Municipal d'Urbanisme

URBANISTE CHARGE D'ETUDES

Vous prendrez en charge la réalisation d'études prospectives et participerez à l'élaboration du Plan Programme et à la gestion d'observatoires.

Le vaste domaine sur lequel vous interviendrez (habitat, équipements publics, démographie, financement de l'aménagement et action foncière) nécessite de grandes qualités méthodologiques et d'organisation ainsi que la pratique de l'informatique.

De formation urbaniste (BAC + 5), vous avez de préférence une première expérience dans un poste similaire.

URBANISTE CHARGE D'OPERATION

Responsable des études pré-opérationnelles, vous assurerez le montage et le suivi technico-administratif, financier, des opérations publiques et privées en relation avec la SEM et les aménageurs.

Vous mettrez en oeuvre les moyens nécessaires à la communication et la concertation. Vous urerez le bilan des actions engagées au regard des investissements publics et des objectifs municipaux.

Les responsabilités qui vous seront confiées demandent rigueur, esprit d'analyse, de synthèse et de grandes capacités rédactionnelles.

De formation urbaniste (BAC + 5), vous possédez une expérience de l'aménagement.

Adressez votre candidature à M. le Maire - Hôtel de Ville - 92501 Rueil-Malmaison cedex.

HEURES LOCALES

Paris rajeunit, l'Île-de-France vieillit

Les résultats du dernier recensement révèlent que la population de la capitale prend un air de jeunesse

L'ÉVOLUTION n'est pas aisée. Mais tout de même : les Parisiens de moins de 20 ans sont proportionnellement plus nombreux aujourd'hui qu'hier.

Hier, c'était entre 1975 et 1982. Les habitants de la capitale âgés de 0 à 19 ans représentaient alors 18,5 % de la population. Le recensement de 1990, qui concerne une note de l'INSEE intitulée : « L'Île-de-France à la page », révèle que ce taux atteint maintenant 18,7 %.

Le pourcentage des jeunes est donc en hausse, mais pas leur nombre en valeur absolue, qui descend de 403 648 à 401 579. Cette chute est cependant nettement moins forte que celle des 80 ans et plus dont l'effectif décroît de 35 000 personnes, les moins de 20 ans ne diminuant,

eux, que de 2 000 et quelques. C'est dans la tranche des 20-59 ans que la population de la capitale augmente (+13 000).

En résumé, Paris continue de perdre de la population, mais la perte se ralentit et surtout, en proportion, c'est sur les personnes plus âgées que la perte est la plus forte, celle sur les enfants et les jeunes étant moins élevée qu'au cours de la décennie précédente.

La trajectoire des courbes n'est pas la même pour l'ensemble de l'Île-de-France. Globalement, il est même franchement inversé. D'abord, parce que la population francilienne au total augmente. Ensuite, parce que, si Paris se donne un petit air de jeunesse, la région prend, pour sa part, un coup de vieux. Les moins de 20 ans y représentent 28,1 %, soit 1 % de moins qu'en 1982 et 2 % de moins qu'en 1875, bien que

leur nombre s'élève en valeur absolue. Les 60 ans et plus gagnent de l'importance, en pourcentage et en nombre.

Si l'on observe l'évolution par département à l'intérieur de la région, on s'aperçoit que la population d'âge intermédiaire, celle où sont les actifs, augmente partout, sauf dans les Hauts-de-Seine.

La note de l'INSEE souligne que les migrations contrecarrent le vieillissement de l'Île-de-France. La réduction du déficit migratoire serait due, en partie, à l'arrivée de « jeunes » et de jeunes couples venant de province.

Ainsi s'expliqueraient les 9 000 naissances annuelles de plus que pendant la période précédente, en dépit d'un taux de fécondité des Françaises remarquablement stable (1,8 enfant par femme).

C. V.

Les Hauts-de-Seine réhabilitent les métiers manuels

Le département mobilise élus et industriels afin de mieux adapter les formations aux emplois

Le département des Hauts-de-Seine manque de plombiers, de peintres, de menuisiers, de cordonniers... « Quand on a besoin de faire appel à un ouvrier dans les Hauts-de-Seine, il faut prendre son mal en patience », raconte Charles-Noël Hardy, préfet du département. Ils sont délaissés, et leurs détails d'intervention sont anormalement longs. On a là un gisement d'emplois non exploités. Situation d'autant plus délicate que les jeunes chômeurs sont désespérés et expliquent qu'ils « n'ont pas d'avenir ». Mais ces métiers manuels sont frappés d'un déshonneur croissant aussi bien auprès des enfants que des parents.

Actuellement, les lycées d'enseignement professionnel et les centres de formation des apprentis ne font pas le plein. Cette année, près de 20 % des 1 900 places de CAP, BEP et CFA sont restées vides, faute de candidats dans le département.

Montrer des artisans au travail

Pour tenter d'inverser ce processus, un dispositif de promotion de métiers manuels va être organisé. Des ateliers aménagés circuleront dans les quartiers en difficulté. Des artisans présenteront tous les aspects de leurs métiers, répondront aux questions des jeunes en même temps qu'on leur projette des films-videos pour leur montrer quels sont les types de formation à suivre. « C'est d'autant plus important que les enfants de la cité du Luth, à Gennevilliers, n'ont jamais vu d'artisan au travail », note M. Hardy. Tout simplement parce qu'il n'y en a jamais eu dans leur quartier. En fait de quartier, ce ne sont que des agglomérats de barres et de tours. Il est essentiel de réhabiliter ces métiers. Parents et enfants intègrent encore les apprentis qui passent leur temps à balayer au fond d'une échoppe.

Un dispositif similaire, déjà initié par M. Hardy lorsqu'il était préfet du Loiret-Cher, fonctionne dans ce département. Cette expérience mise en place dans les années 80 a permis d'augmenter de près de 50 % le nombre d'apprentis. Ils sont entre mille cent et mille cinq cents chaque année dans un département qui compte trois cent mille habitants alors que les Hauts-de-Seine ne totalisent que mille sept cents apprentis pour une population de un million trois cent mille habitants.

Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, qui assistait récemment à une réunion destinée à promouvoir cette opération, baptisée Déf 92, a approuvé cette initiative. Il a ajouté que l'on avait affaire actuellement à la deuxième génération de jeunes confrontés à l'insertion.

« Leurs grands frères l'ont déjà connue, ont souvent échoué. Et leurs cadets sont sceptiques quant à l'utilité et l'efficacité des dispositifs existants. Les chefs d'entreprise doivent aller vers les jeunes, dès la classe de quatrième, pour entrer en contact avec eux et leur faire découvrir des

comme le bâtiment. » Le ministre a également rappelé qu'une disposition de la loi d'orientation sur la ville prévoyait l'exécution de la taxe professionnelle jusqu'à cinq ans pour les entreprises venant s'installer dans les quartiers difficiles.

Des loyers progressifs

« Les collectivités locales doivent aussi participer à l'effort en offrant des loyers progressifs aux artisans en fonction de l'évolution de leur activité pour les aider à démarrer », a-t-il ajouté.

Parallèlement à la promotion des métiers manuels, un observatoire de l'économie et des formations va être créé pour établir des scénarios de l'évolution des métiers, de leurs débouchés dans les années à venir. « En matière de formation, les intervenants sont si nombreux que l'on ne sait plus très bien qui fait quoi », estime M. Hardy. L'observatoire va recenser les instruments de formation existants, afin de découvrir les manques dans certains domaines. A terme, l'observatoire devra prévoir, branche par branche, quelles seront les offres d'emploi dans les différents secteurs professionnels.

Enfin, Déf 92 prévoit la création d'un GIE qui rassemblerait les mêmes partenaires et qui serait animé en partie par des bénévoles, recrutés chez des « jeunes » retraités. « L'expérience montre que ni les services de l'Etat ni ceux des chambres consulaires ne sont efficaces pour créer des emplois sur une échelle significative », estime le préfet des Hauts-de-Seine. Il faut effectivement passer un temps considérable pour accompagner un chômeur dans sa réinsertion professionnelle, que ce soit en l'aidant à créer sa propre activité ou en l'orientant vers une formation appropriée.

Ici encore, M. Hardy veut transposer une expérience qu'il a menée, cette fois dans le Var, où un GIE de ce type crée entre mille et mille quatre cents emplois chaque année.

Ces dispositifs concernent les deux zones difficiles du département. Cinq communes du nord, qui bénéficient déjà de six conventions ou contrats DSU (développement social urbain), dont trois DSQ (développement social des quartiers), et neuf communes du sud, qui ont pour la plupart un taux de chômage élevé, comme Gennevilliers, où il atteint 18,6 %.

JOSÉE POCHAT

COURRIER

Le salaire des élus locaux

A propos de l'article paru dans le Monde daté 28-29 avril, sur le statut des élus locaux en Europe, je me permets quelques remarques. Vivant à la périphérie de Rouen, où se trouvent de nombreuses communes de 10 000 à 30 000 habitants, je constate qu'un seul maire n'est pas le meilleur ! Les autres sont présents, au plus pendant trois jours, y compris le dimanche, jour des inaugurations. Ils ont un chef de cabinet, et le samedi, en général, ils font un briefing avec leurs adjoints qui sont souvent très qualifiés. Tous ces maires, qu'ils appartiennent à des formations aussi diverses que le PC, le PS, l'UDF, le RPR, ou qu'ils se déclarent indépendants, exercent plusieurs mandats.

Le maire de Rouen est président du conseil général et sénateur. Celui de Mouton-Saint-Aignan est également conseiller régional et membre du SIVOM. Le maire de Sotteville est député, conseiller régional, membre du SIVOM. Bien entendu tous ces mandats permettent de percevoir de larges indemnités, non impossibles pour la plupart. Les fonctionnaires non parlementaires perçoivent leur traitement intégralement. Quant aux industriels ou aux commerçants, ces fonctions ne les gênent pas pour diriger leurs entreprises. Si l'on veut « morali-

payer qu'une seule indemnité, à défaut de limiter strictement le cumul des mandats.

MARCEL MAGUET
Bihorel

Ne pas oublier la vie culturelle à Nantes

Nantaise et lectrice attentive de votre quotidien, je réagis, après avoir pris le temps de la réflexion, sur l'article intitulé « Scènes pour les mémoires », paru dans le Monde daté 28-29 avril. Je souhaite faire remarquer à votre envoyé spécial qu'il lui reste encore beaucoup de choses à dire sur Nantes et sa vie culturelle. Consacrer quatre colonnes au théâtre d'appartement est expédient d'un coup de balai surnois le reste des activités théâtrales nantaises (grâce à la décentralisation pour 80 francs et moins) me semble - quel que soit l'intérêt culturel et social de l'opération susdite - pour le moins disproportionnée !

Peut-on encore utiliser aujourd'hui des termes aussi éculés que « grande bourgeoisie » ou « culture » sans réduire soi-même son propos à des mots creux ? Et qui cherche-t-on à séduire trop facilement en évoquant « l'intérieur dans un triste état de la mère de famille qui élève seule ses deux enfants » ? C'est un peu long, pour ne pas dire grand-chose, en somme... Mais je ne vous ferai pas « une scène » pour si peu !

CÉCILE COMBRE

Mammographies à domicile

Pour organiser le dépistage du cancer du sein, les collectivités de l'Hérault ont financé l'aménagement d'un véhicule spécialisé

MONTPELLIER de notre correspondant

Le « mammobile ». Le nom prêterait presque à sourire. « Mammogramme » pour mammographie, « mobile » pour mobile. Mais sa fonction est des plus sérieuses, voire des plus graves. Ce véhicule hybride, mi-bus, mi-camion, sillonne depuis maintenant un an les différents quartiers de Montpellier en proposant aux femmes de quarante à soixante-dix ans une mammographie gratuite afin de dépister d'éventuels cancers du sein.

Le bilan depuis juin 1990 est sans équivoque. La population visée a répondu à 64 % présent à ces tests, sans compter les femmes déjà suivies médicalement qui ne se sont pas rendues dans le véhicule. Au total, 6 578 femmes ont subi une mammographie, ce qui a permis de réaliser 396 tests positifs, dont 30 se sont avérés correspondre à des cancers du sein. Ils sont venus s'ajouter aux 22 identifiés par les voies traditionnelles de la médecine. Preuve tangible que l'application sur le terrain de ce qu'on appelle la « nouvelle santé », basée essentiellement sur la prévention et le dépistage de la maladie, permet de déceler les signes du cancer avant qu'il ne soit trop tard, donc de sauver des vies humaines.

Le père du projet montpelliérain, le professeur Jean-Louis Lamarque, patron de l'Institut montpelliérain d'imagerie médicale (IMIM), avait d'abord envisagé de mettre son système en application avec le concours de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Mais, devant la froideur de l'accueil qui lui a été réservé, il a choisi de se tourner vers la ville de Montpellier. Ses fonctions de conseiller municipal et ses relations privilégiées avec le maire socialiste, Georges Frêche, lui ont permis d'emporter son adhésion.

« Alors que la Sécurité sociale ne voulait pas entendre parler de ce sys-

tème, qui a pourtant déjà fait ses preuves dans les pays nordiques, ici tout le monde a suivi », explique Jean-Louis Lamarque. Le bureau municipal puis le conseil ont voté à l'unanimité. L'IMIM a donc investi dans l'achat du véhicule équipé de matériel radiologique grâce à un prêt cautionné par la ville. Cette dernière, avec le concours de sponsors privés, a ensuite accepté de financer les 3,5 millions de francs nécessaires au fonctionnement annuel.

Contrairement au système classique de dépistage pris en charge par la Sécurité sociale, qui permet à un médecin d'envoyer son patient chez n'importe quel radiologue, ici, la gestion des mammographies est entièrement centralisée, depuis la convocation de la personne jusqu'à la lecture du cliché. Afin d'évaluer réellement la baisse de mortalité qu'elle peut engendrer, l'équipe de l'IMIM dispose de statistiques de mortalité par cancer du sein sur la ville de Montpellier. La population elle-même est alors invitée à consulter le praticien de son choix.

L'Orme et le Lorret séduits par l'expérience

Des campagnes de communication se succèdent, et chaque femme correspondante aux critères de dépistage est invitée individuellement, par courrier, à se rendre dans le Mammobile le jour où il stationne dans son quartier. Le véhicule peut ainsi revenir plusieurs fois si l'on estime qu'une trop grande partie de la population visée ne s'est pas présentée. Quant au matériel, il est vérifié et entretenu selon des normes aussi draconiennes que celles prises par exemple pour l'aviation. Après une visite, si une anomalie est décelée sur la mammographie, la femme est alors invitée à consulter le praticien de son choix.

Fort de son bilan, le professeur Lamarque plaide aujourd'hui pour une prise en charge générale de ce type de dépistage par les collectivités. « Sauver des vies, cela concerne la

protection du citoyen. C'est tout aussi important que les routes, les clubs sportifs ou les festivals. C'est donc à elles de le prendre en charge, et ensuite de fournir un petit nombre de bien-portants, dont on se demande s'ils ne sont pas malades, au système de santé. Les collectivités sont des structures simples et dynamiques, c'est sans doute un meilleur système que la Sécu. Pourquoi d'ailleurs celle-ci devrait-elle payer, alors que l'on ne s'adresse pas à des malades ? La santé, on se la paie ! Donc c'est à nous de faire les choix. » La ville de Montpellier en Espagne a de son côté mis en place avec l'aide de collectivités locales un système de dépistage identique.

L'expérience montpelliéraine semble séduire d'autres départements. Des élus de l'Orme et du Lorret sont déjà venus l'étudier sur place. L'IMIM envisage maintenant avec le district de Montpellier, le conseil général de l'Hérault et Groupama, l'achat de deux nouveaux véhicules afin d'étendre sa zone d'intervention à l'ensemble du département. Une vingtaine de maires se sont déjà proposés pour accueillir le Mammobile. A charge pour eux de déboursier 15 francs par an et par habitant, coût estimé aujourd'hui de la mammographie.

« Ce coût pourrait baisser très sensiblement le jour où nous aurons une véritable action de masse. Le traitement des clichés serait alors beaucoup plus productif, précise le professeur Lamarque. Il suffirait de deux véhicules pour couvrir l'Aveyron et la Lozère où on peut imaginer que la population serait plus facile à mobiliser. Ces départements disposent de peu d'équipements médicaux, comparés à Montpellier, ville surmédicalisée avec un médecin pour cent quarante-neuf habitants. Sans doute l'endroit où il était le plus risqué de tenter ce genre d'expérience.

JACQUES MONIN

Circuler à Bordeaux

Suite de la page 11

En ce qui concerne les parkings, les propositions concernent surtout le stationnement des résidents. « Il y a des gens qui habitent le centre et qui circulent malgré tout en voiture le journe uniquement parce qu'ils ne peuvent pas se garer », constate M. Bechaux.

Il propose d'offrir des abonnements préférentiels aux résidents dans les parkings souterrains. Il voudrait aussi leur proposer des macarons de stationnement leur évitant de contacter des procès-verbaux aux parkings. Il propose également de créer des petits garages de quartier, « pour quoi pas par l'intermédiaire de sociétés d'économie mixte ». « Mettons en œuvre des actions-cités sur des espaces très représentatifs », disent enfin les consultants. Ils voudraient ainsi réduire à deux voies de circulation le passage des automobiles sur le cours de l'Intendance, les Champs-Élysées bordelais, pour créer une ambiance dans le style des Ramblas de Barcelone.

Enfin, ils souhaitent rendre aux piétons place de la Canaille qui prolonge le cours de l'Intendance et fait face au grand théâtre construit par l'architecte Victor Louis et transformer en jardin les parkings de plein air. Ces idées-chocs ont été exposées à huis clos au conseil municipal de Jacques Chaban-Delmas. Elles ont fait frémir plus d'un élu. « Nous travaillons à l'échelle de la décennie », rétorque M^{me} Hélène Desplat, la conseillère en charge de ce projet.

GINETTE DE MATHA

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE VOUS AIMEZ »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter.

Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE MARNE-LA-VALLÉE

7, rue Weckerlin, 77100 Champs-sur-Marne

CÉCILE COMBRE

UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE

DES RÉPONSES POUR TOUS LES CURIUX DE NATURE... SUR L'ENVIRONNEMENT DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Le Conseil général des Hauts-de-Seine est le troisième département à créer son service télématique local sur l'environnement. Il a été inauguré le 22 novembre dernier, lors des Assises Départementales de l'Environnement. Aux rubriques d'ores et déjà traditionnelles (« A la découverte des Hauts-de-Seine », « Que faire de vos déchets ? », « Agenda des manifestations », bien connues des utilisateurs d'« Environnement Hérault » et « Seine-et-Marne », ajoutent des rubriques originales inédites, liées en partie à la vocation pédagogique de la Maison de la Nature des Hauts-de-Seine et la volonté du Département d'informer ses habitants.

L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT :

Une description très précise des indicateurs de l'environnement dans le Département (qualité des eaux potables et de l'air, espaces verts, propreté de la Seine...).

ANIMATION NATURE :

Activités des maisons de la nature, des fermes pour enfants, etc.

JARDINAGE :

Présentation des animations proposées aux scolaires et aux adultes (ateliers du mercredi, cours d'art floral, marchés biologiques...).

DOCUMENTATION :

Tout le fonds documentaire de la Maison de la Nature.

EMPLOIS NATURE :

Offres d'emploi, stages.

MESSAGERIE :

Ce service est accessible par le code « 36.15 IDEAL 92 ».

92

CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE

Hôtel du Département

1, rue de la République - 92000 Nanterre

HEURES LOCALES

REPÈRES

BRETAGNE

Le Finistère
à la recherche
d'emplois nouveaux

Le département du Finistère (838 000 habitants) a perdu, ces huit dernières années, 27 000 emplois. D'ici à l'an 2000, 15 000 à 18 000 actifs devraient disparaître dans l'agriculture et la pêche, ce dernier secteur ne représentant plus alors que 6 % de la population active (12 % aujourd'hui).

Les trois chambres de commerce du département, la chambre d'agriculture et la chambre de métiers ont dressé un rapport sur l'état de l'économie dans le Finistère, soulignant que devront être créés 30 000 emplois dans les dix ans à venir, dont près de la moitié dans l'industrie. Le Finistère est actuellement mal placé. « Il faut une véritable politique industrielle, de redynamisme », indique ce rapport.

Les chambres économiques du département préconisent la création de zones d'entreprises (zonéation), pendant dix ans, de l'impôt sur les sociétés venant de l'extérieur, le renforcement de l'université de Bretagne occidentale à Brest, avec la création d'un second campus ; le développement de la recherche et l'implantation d'une des six écoles nationales des arts et métiers en voie de création, sans oublier le prolongement du TGV jusqu'à Brest et Quimper et la création d'un grand axe routier dans le Centre-Bretagne.

BOURGOGNE

Le bel été
de «Tournus, passions»

Pour la quatrième année consécutive, la commune de Tournus, en Saône-et-Loire, réédite l'organisation dans ses murs de trois mois d'animation d'été sous le nom évocateur de «Tournus, passions». Du 14 juin au 31 août, une succession de spectacles, concerts (classiques, jazz et rock), récitals, expositions, pièces de théâtre et autres arts. Un succès dit, selon le maire, Gérard Buisson, à l'image d'une ville toujours plus accueillante et dynamique. Une image qu'elle tient à cultiver en accueillant cette année des jazzmen comme Didier Lockwood, Martial Solal et Michel Portal ou des musiciens classiques comme Alexandre Lagoya ou Ivry Gitlis.

D'été en été, «Tournus, passions» trace son chemin à travers les innombrables événements culturels français. Ouverte à tout public, l'opération, qui fait alterner spectacles gratuits et récépissés payants, réussit l'exploit de mêler sans artifices et dans un même enthousiasme la population locale et les visiteurs.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le retour
des bisons
en Lozère

N euf bisons d'Europe, provenant du parc national de Bialowieza en Pologne, viennent d'être lâchés dans un enclos de 7 hectares, près du village de Sainte-Eulalie (Lozère). Les animaux, (cinq femelles et quatre mâles), transportés par camions dans des caisses, ont d'abord été placés en quarantaine afin de subir des contrôles vétérinaires très stricts. Dans quelques mois, d'autres bisons seront amenés dans cette même région et, à la fin de l'année, vingt-trois animaux vivront dans un immense parc de 250 hectares situé aux confins de la Lozère, du Cantal et de la Haute-Loire. Des visites pour le grand public seront organisées en traineau durant l'hiver et en calèche pendant l'été.

Cette expérience de réintroduction du bison dans une région où il avait totalement disparu depuis deux mille ans va être suivie par des spécialistes polonais qui séjourneront pendant plusieurs mois en Lozère. L'opération, dont le coût s'élève à 5 millions de francs, a été financée par l'Etat, la région Languedoc-Roussillon, le département et plusieurs communes regroupées dans le Syndicat des monts de la Margeride.

Ce supplément
a été réalisé
avec la collaboration
de nos correspondants :
Jean-Marc Gilly (Mende),
Michel Lévêque (Poitiers)
et Gabriel Simon (Brest).

Outreau, le cœur à l'ouvrage

Une commune du Pas-de-Calais tente d'oublier les séquelles de la guerre et cherche à séduire, grâce aux vertus de l'imaginaire, en organisant un festival du roman policier

OUTREAU

de notre envoyé spécial

Un minuscule, un pauvre, une statue, un parc, une église, une fontaine : le canotier des touristes trouve toujours prétexte à photographier. Enfin, presque toujours : à Outreau (Pas-de-Calais), il faut vraiment avoir le regard d'un Robert Doisneau pour saisir la réflexion nippée pour flâner... Ni monument, ni statue, ni fontaine.

Circulez, il n'y a rien à voir, comme y l'invite, du reste, l'absence d'un syndicat d'initiative. Outreau, que l'on aurait été bien incapable de situer sur la carte de France avant d'avoir un dictionnaire, n'est pourtant pas une lilliputienne bourgade : c'est une commune de 15 400 habitants (Outrelois), juste à la sortie sud de Boulogne-sur-Mer. C'est la deuxième ville de l'agglomération boulognaise, et son ambition culturelle est de s'affirmer comme le capitaine d'échouage régional (1) — du roman policier : le deuxième Salon du genre, comme le premier, s'est tenu dans ses murs durant le dernier week-end de mai, sous le direction de l'office municipal de la culture (OMC). Se faire connaître par les médias et, pour faire oublier ses traits ingrats, chercher à séduire par les vertus de l'imaginaire, telle paraît être la démarche « intellectuelle » de la cité.

Maire socialiste depuis 1983 — vingt ans exactement après son arrivée dans la ville, mais il siège au conseil municipal depuis 1971, Jean-Marie François, cinquante-six ans, ancien professeur de collège de lettres-anglais, s'efforce de résoudre les énigmes une à une. Il a déjà sauvé sa commune de la mort économique en y greffant un nouveau tissu industriel et artisanal. Il a ensuite amélioré la vie sociale en rénovant, autant que faire se peut, le logement. Il entreprend aujourd'hui de créer un centre-ville à visage urbain, digne d'une agglomération et non pas d'un village, comme c'est son aspect actuellement : dix-sept commerces serrés sur deux côtés d'une place où, il y a seulement quatre mois, subsistait encore un blockhaus...

Un cimetière
au centre-ville

Car Outreau en finit à peine, quarante-cinq ans après, avec la seconde guerre mondiale et ses séquelles : il reste vingt baraques-musées « provisoires » datant des années 40 (sur 900 à l'origine et 250 en 1983) et ce fameux blockhaus, vaguement dissimulé sous un kiosque à musique, face à la mairie, n'a été dynamité qu'en février dernier.

Détruite à 85 % par plus de 400 bombardements, Outreau, qui a plus souffert de la folie des hommes, ne méritait pas d'être, en plus, victime de leur incompétence : la cité a été reconstruite en dépit du bon sens. D'abord, le fait que trois maires se soient succédés de la Libération à 1952 n'a pas été un facteur d'homogénéité, malgré leur appartenance au même bord politique — la gauche est au pouvoir ici, depuis 1919. Ils ne devaient pas connaître Le Corbusier qui, à la même époque (1947), réalisait une « unité d'habitation » à Marseille.

Ensuite, le long règne de Raymond Spingard (1952-1983) n'a guère apporté plus de cohérence urbanistique, faute de moyens sans doute, à cette cité ouvrière qui semble avoir été rebâtie au moins offrant et au plus pressé. Si bien qu'aujourd'hui Outreau est affligée — c'est ce qui frappe d'abord le visiteur — d'un habitat totalement disparate : une collection de HLM tous modèles — de la préhistoire du mouvement localif à nos jours — voisinant avec des groupes hétéroclites de maisons individuelles « à bon marché », dont des logements d'usines.

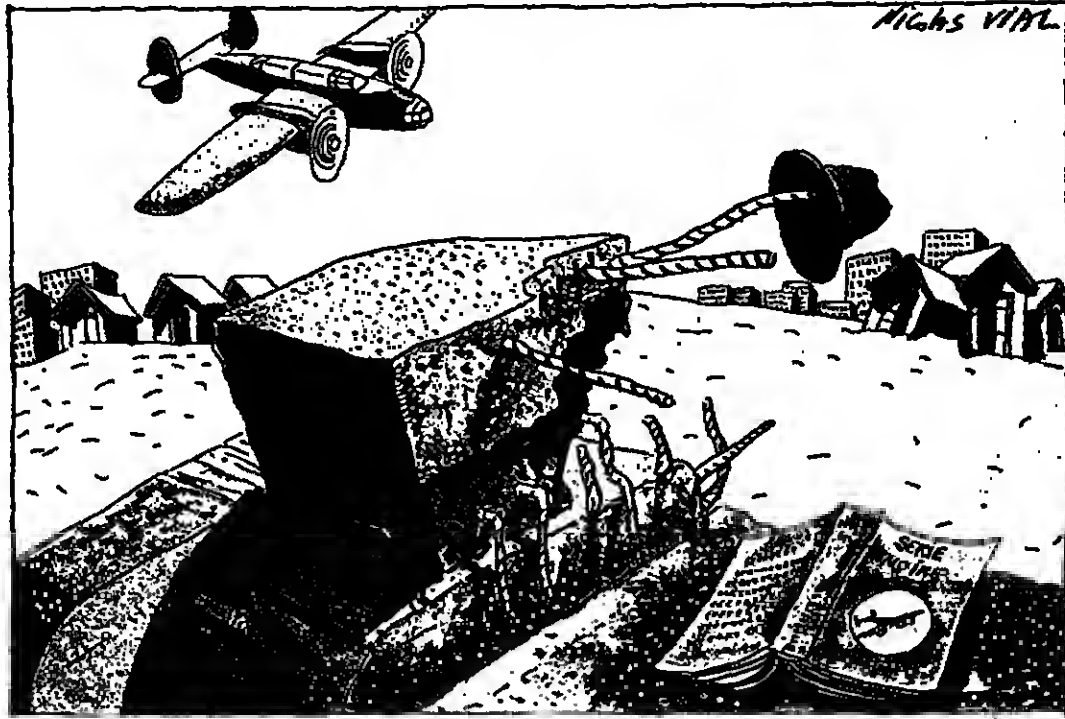
Le phénix qui surmonte la devise « Resurgat » (« Qu'il [ou elle] se relève ») dans les armoiries adoptées en 1950 pour symboliser la reconstruction outreloise a l'embaras du choix pour changer d'aire à chaque renaissance...

Mais, quel que soit le dénuement de la commune au sortir de la guerre, la euphémie « aberration », selon le terme du maire actuel, reste d'avoir entrepris la reconstruction d'Outreau autour du grand cimetière, flanqué d'une petite église et situé par conséquent, aujourd'hui, en plein cœur de l'agglomération. On passe

devant le cimetière pour aller faire ses courses et, pour une ville qui s'est dénommée, le temps d'un week-end, « Outreau-sur-Polara », c'est là un décor, humour noir aidant, pour un roman de même couleur.

Un cimetière, aurait dit Brasens, « plein comme un œuf » : avant que ne soient éparpillés les malades pulmonaires « professionnels », on n'aurait su avant l'âge de la retraite dans cette cité naissante météorologique. Aussi la construction d'un funéraire (avec laboratoire médico-légal) va-t-elle, à l'automne, commencer à la périphérie d'Outreau : en effet, il n'était pas question pour la municipalité d'envisager un instant, sauf tentative de suicide politique, le transfert du cimetière du centre.

Car ce qui peut paraître incongru au visiteur ne choque pas du tout l'habitant, qui a certainement de sa ville une autre image que



celle produite sur l'étranger : les Outrelois aiment leur « lieu de vie » pratiquement tel qu'il est, et ils sont, pour beaucoup, réticents à tout changement : par exemple, le dynamisme même du blockhaus n'a pas fait l'unanimité. Et quand le moment viendra, à moyen terme, de raser les HLM les plus anciens, comme dans le quartier de la Tour du Renard, la municipalité pourra s'attendre à de fortes résistances. Pourtant, il s'agit de créer, ici ou là, des espaces conviviaux d'habitat, comme la place Mendès-France, modèle réussi d'une nouvelle politique d'urbanisme.

Déjà, il n'a pas été facile de déloger provisoirement des gens — même dans les baraques-musées d'après-guerre — afin de restaurer leur maison ou leur appartement pour un foyer à peu près identique : en effet, si Outreau est un patchwork peu attrayant de petits et grands ensembles — Jean-Marie François ne rejette pas toute part de responsabilité lorsqu'il était adjoint au maire, — la rénovation intérieure paraît, en revanche, suivre correctement son cours.

« Les Outrelois, il faut un peu les violer. Ce sont des gens qui ont beaucoup souffert, de la guerre, de la crise économique, et l'on peut comprendre leur peur du lendemain, leur souhait de ne pas voir bouger les choses. S'ils ne sont pas très imaginatifs, c'est qu'on ne leur a pas donné une formation, un niveau de culture suffisant. Mais, nulle part ailleurs, moi qui suis pourtant issu, familièrement, de l'univers des mines, je n'ai rencontré pareille profusion, pareille chaleur humaine », dit avec tendresse l'ancien professeur de lettres-anglais.

Pour « naturel » qu'il soit, cet esprit conservateur n'en est pas moins bien entretenu ici par le Parti communiste, qui a encore une influence locale (2), qui s'est placé dans l'opposition déclarée au PS et qui trouve des échos faciles dans une population socialement fragile : le salaire moyen, selon le maire, n'est que de 10 % supérieur au SMIC, le taux de chômage avoisine les 17 % (1 060 demandeurs d'emploi au 1er mars, dont 54 % de femmes) et 199 personnes bénéficient à ce jour du revenu minimum d'insertion sur 435 dossiers déposés.

La situation était, cependant, autrement catastrophique quand

Jean-Marie François a rejoint, en 1983, l'échelle tricolore. Les Aciéries Paris-Outreau (APO) venaient de fermer leurs portes, laissant 1 050 salariés sur le pavé, et la Société générale des fondrières (SGF) en faisait autant en 1984-85, privant d'emploi 330 personnes.

Une gifle
économique

Outreau la métallurgiste perdait brutalement ses forces vives : ses recettes chutaient de 40 % et son taux de chômage s'envolait à 22 %, avec l'inscription de centaines d'ouvriers très qualifiés à des postes qui, malheureusement, ne l'étaient pas. « La seule commune de l'agglomération boulognaise à recevoir une telle gifle économique », souligne le maire. Une commune qui se voyait déjà condamnée à s'enfoncer définitivement dans la grisaille, à n'être

non plus une grande sœur, et sa chambre de commerce et d'industrie ne se préoccupe, selon Jean-Marie François, que de la pêche et de l'activité transmanche. Les concours financiers — conséquents — viennent plus tard (Etat, conseil général et régional, FEDER, etc.).

Aujourd'hui, en tout cas, le résultat est là : la majeure partie de la vingtaine d'hectares de friche industrielle, laissée notamment par les APO et la SGF, est occupée par un village d'entreprises (RESURGAT 1), un parc d'activités industrielles (RESURGAT 2), une zone commerciale (hypermarché, bûche deux étoiles, fast-food) et un secteur artisanal en cours d'élaboration (RESURGAT 3 et 4). Des PME très diverses (transports routiers, matériel frigorifique, bâtiment, mécanique générale, etc.), employant quelque six cents personnes — dont d'anciens ouvriers

plus qu'un quartier-dortoir de Boulogne-sur-Mer — « image qui nous a longtemps collé à la peau, mais qui s'estompe aujourd'hui », assure le premier magistrat de la ville.

C'est alors, non pas que Zorro est arrivé, mais que la SGF n'est pas partie... sans payer un prix fort. Ses dirigeants ont eu ce marché en main : ou bien, leur a dit en substance Jean-Marie François, vous compensez financièrement votre départ, ou bien le rachète l'usine pour un franc symbolique, pour la deuxième année consécutive, celui de la taxe d'habitation. Un début de réussite, qui va inciter le maire — ambitions personnelles confondues avec l'intérêt du département — à briguer un mandat de conseiller régional pour qu'Outreau soit défendue à un plus haut niveau.

A la date de ces élections (mars 1992), le centre-ville, dont l'achèvement est prévu fin 1993, sera encore en chantier : construction de 120 logements de bon standing — la Cité des fleurs — sur des terrains acquis par la municipalité pour ne pas être « à la merci des promoteurs » ; nouvelles voies d'accès, nouveau parking, nouveaux commerces (une vingtaine). Et revitaliser un commerce vieillissant ou endormi (pour prendre un exemple, l'unique café-tabac-journaux ouvre à 9 heures) ne sera pas la moindre des affaires.

Mais déjà, le jardin public a été planté et, en octobre 1988, a été inauguré un complexe baptisé Phénix, comprenant une bibliothèque, des salles de réunion, un restaurant (géré par la SADEO) et une salle de spectacles de 550 places, très bien agencée, où vient de se tenir le Salon du roman policier. Toutes réalisations qui ne masqueront pas — au contraire — une tonne érudite assez hâveuse, recouverte d'un lierre lépreux, dernier vestige du château Lonquety, démoli par les bombardements. Une tour qui mériterait le sort du blockhaus, mais c'est été risquer l'infatigable patrimonial.

Croisade
industrielle

Dès les premiers mois de son mandat, le militant socialiste se double d'un gestionnaire sans état d'âme : le nouveau maire, qui, de son propre aveu, ne connaissait des entreprises que « les portes » pour y avoir distribué des tracts, considère que « l'idéologie est néfaste en matière économique ». Il se veut « pragmatique et tenace », et il a ce mot gaullien : « Gérer les lampadaires ne m'intéresse pas ».

Il part seul en croisade industrielle pour sa commune, c'est-à-dire sans la moindre aide de Boulogne-sur-Mer, autre fief socialiste pourtant : Boulogne n'est pas un frère ennemi, mais ce n'est pas

métallurgistes — dans un environnement aménagé : la zone industrielle d'Outreau est la seule de la vallée de la Liange qui soit assainie et, si l'on s'éloigne de l'absence des Vents dans les ruelles jointes électorales, le maire répond qu'il est aussi écologiste et que « le travail est fait » en conséquence.

Avec 17 % de chômage, Jean-Marie François a bien conscience que la partie n'est pas gagnée. Mais le risque d'« échec et mat » est écarté : en 1991, le produit de la taxe professionnelle dépasse, pour la deuxième année consécutive, celui de la taxe d'habitation. Un début de réussite, qui va inciter le maire — ambitions personnelles confondues avec l'intérêt du département — à briguer un mandat de conseiller régional pour qu'Outreau soit défendue à un plus haut niveau.

A la date de ces élections (mars 1992), le centre-ville, dont l'achèvement est prévu fin 1993, sera encore en chantier : construction de 120 logements de bon standing — la Cité des fleurs — sur des terrains acquis par la municipalité pour ne pas être « à la merci des promoteurs » ; nouvelles voies d'accès, nouveau parking, nouveaux commerces (une vingtaine). Et revitaliser un commerce vieillissant ou endormi (pour prendre un exemple, l'unique café-tabac-journaux ouvre à 9 heures) ne sera pas la moindre des affaires.

Mais déjà, le jardin public a été planté et, en octobre 1988, a été inauguré un complexe baptisé Phénix, comprenant une bibliothèque, des salles de réunion, un restaurant (géré par la SADEO) et une salle de spectacles de 550 places, très bien agencée, où vient de se tenir le Salon du roman policier. Toutes réalisations qui ne masqueront pas — au contraire — une tonne érudite assez hâveuse, recouverte d'un lierre lépreux, dernier vestige du château Lonquety, démoli par les bombardements. Une tour qui mériterait le sort du blockhaus, mais c'est été risquer l'infatigable patrimonial.

Environ 30 millions de francs. Ce sera le coût total, Phénix compris, du centre-ville. Même étalé sur plusieurs années, c'est beaucoup pour une cité qui était en plein marasme il n'y a pas seulement dix ans. C'est beaucoup pour un budget communal trois fois inférieur — pour donner une idée — à celui de la quinzaine de Roland-

Garros : 76 millions de francs en 1991, dont 24 millions de francs d'investissements, avec des impôts locaux limités, compte tenu du pouvoir d'achat, à 3 %. C'est beaucoup, c'est audacieux, mais Outreau a vraiment besoin d'une opération de chirurgie esthétique.

« Prouver que l'on sait faire » est une autre devise de Jean-Marie François, et bien le faire « pour la jeunesse outreloise ». Dans une cité qui ne comptait que 356 bacheliers en 1982 (sur ce point, les résultats du recensement de mars 1990 ne sont pas encore connus), les mots « formation » et « culture » ne devaient pas rester des mots et, dès son entrée en fonction, la nouvelle municipalité s'est attachée à leur donner consistance et réalité, notamment avec l'implantation, en 1986, d'une antenne de l'Ecole normale (aujourd'hui Institut universitaire de formation des maîtres), avec la création ou le développement du centre culturel Jacques-Brel, d'une école de musique et de deux écoles de danse, avec l'aménagement d'équipements sportifs (piscine, courts de tennis) sur les 17 hectares de jeux du parc intercommunal Mont-Soleil, ainsi qu'un terrain de football en matière synthétique.

Des livres-
peluches

Donner aux enfants « le goût d'aller en classe », en réunissant les établissements primaires, les « tremper dans un bain d'écrits », selon l'expression de M^{me} Thérèse Guilbert, adjointe à la culture, présidente de l'OMC, institutrice pour l'enfance inadaptée ; à la maternelle, à la crèche, les bambins jouent avec des livres comme avec des peluches, et Outreau avait organisé un Salon d'initiation à la lecture, si ce n'est créant un club pas si encombré.

Celui du roman policier était libre sur le plan régional, et l'OMC s'y est engagée avec d'autant plus d'enthousiasme que le polar a bien évolué, au dire des spécialistes, et qu'il aborde aujourd'hui à peu près tous les thèmes sociaux. Les cinquante-cinq jeunes Outrelois, âgés de douze à vingt ans, qui, à l'occasion du deuxième Salon, ont imaginé et écrit six nouvelles policières (avec la rédactionnelle d'écrivains et de journalistes), ont parlé de chômage, d'alcoolisme, de parvenu, ont souvent mis en scène le quartier déshérité de la Tour du Renard, et réalité et fiction se confondaient.

Le premier Salon, en 1990, l'OMC l'a créé seul (coût : 100 000 F). Cinq écrivains étaient venus. La manifestation a alors eue un succès d'intérêt pour que, cette année, sept écrivains et un auteur de bandes dessinées y participent (3), pour que FR 3, la presse et les médias locaux l'évoquent plus abondamment : pour qu'un public de jeunes et d'adultes s'y soit amusé à la lecture ou à des animations-jeux ; pour que des bibliothèques (comme la bibliothèque départementale de prêt du Pas-de-Calais) et des librairies (comme le Furet du Nord) s'y soient associées ; et, surtout, pour que des institutions (conseils général et régional, direction régionale des affaires culturelles, Centre national des lettres) aient apporté leur concours financier : 250 000 F de subventions sur un budget de 400 000 F.

C'est de bon augure pour la troisième édition qui verra peut-être, qui sait, la venue de Frédéric Dard. Le père de San Antonio, qui, trop sollicité, refuse aujourd'hui toutes les invitations de ce genre, fera peut-être une exception pour un Salon qui mérite, dans son contexte socio-économique, un coup de pouce. Pour « corriger » ne serait-ce que l'impression première illustrée par les titres de deux de ses bouquins : « Circules ! Y n'en a rien à voir et Ça baigne dans le béton ».

MICHEL CASTAING

(1) Saint-Nazaire organise, depuis 1988, une manifestation à vocation nationale, intitulée le Festival du crime, où se côtoient, sur le thème policier, théâtre, cinéma et théâtre.

(2) Au deuxième tour de l'élection municipale de 1989, le PS a obtenu 38,59 % des suffrages exprimés, l'UDF-RPR 32,40 % et le PC 29,01 %. La composition du conseil municipal est la suivante : 23 PS, 5 UDF-RPR, 5 PC.

(3) Par ordre alphabétique : Alain Solal, Jean-Michel Monzon, Patrick Monzon, Joseph Périgot, Christian Pouchain, Michel Quint, Vladimir et le dessinateur Maki.

Forsythe en

au musée
du monde de l'air

comme un diamant

au bon

l'importance

du p

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

un grand

CULTURE

DANSE

Forsythe en mineur et en majeur

Une reprise métamorphosée et une création moins forte que prévu

THE VILE PARODY OF ADDRESS et THE SECOND DETAIL au Théâtre du Châtelet

« Jamais je n'aurai le temps, si je dois raturer sans fin » : cette phrase de Roland Barthes convient tout à fait à la soirée de ballets que William Forsythe a présentée, vendredi, au Châtelet.

Il travaille sur une matière qu'il reprend sans cesse, craignant que la pâte ne durisse, ne prenne une forme définitive. Il lance ses mouvements d'un ballet à l'autre, le même titre peut recouvrir, chaque fois, une réalité chorégraphique différente, mouvante. Forsythe ne sature pas. Il va à la ligne. Ainsi la pièce *The Vile Parody of Address* n'a-t-elle rien à voir avec le ballet du même nom vu à Francfort en 1989, date à laquelle elle en était déjà à sa sixième version ! La répétition est synonyme de mort pour le chorégraphe, il a rendu à la danse son sens jouissif de l'éphémère. En 1989, on avait perçu *The Vile Parody of Address* comme une joyeuse provocation



The Second Detail

en direction de ceux qui voyaient dans Forsythe un héritier du classique et de Balanchine. Hier soir, toujours au rythme du *Clavier bien tempéré* de Bach, interprété par Glenn Gould, s'est déroulé un rituel à la lueur magnétique, avec

un récitant, à la Bob Ashley, dont la voix sonnerait modulée n'était en rien une atteinte à l'écriture méditative du compositeur allemand. Notes du piano et voix répétaient l'écho assourdi des corps, où le mine et la danse se répondaient : mine de l'évolée des notes sur la partition, mine des gestes des instrumentistes, non dénués de connotations érotiques ; danse qui prend des dans débouchant au ralenti, danseurs qui s'effondrent, tels les pantins dont les articulations sont reliées entre elles par des élastiques, les membres offrant des angles impossibles.

Comme William Forsythe a dit un jour que la passion pressante des journalistes lui donnait l'impression d'être « une vierge dans un *peep-show* », contentons-nous de dire qu'on aimerait revoir ce ballet au plus vite. Mais il ne sera déjà plus le même, selon la loi du chorégraphe de Francfort.

Cris

d'oiseaux tropicaux

La création, *The Second Detail*, commence dans la même atmosphère et sur une mélodie qui est la réminiscence de *In the Middle Somewhere Elevated*, le tube de Forsythe en France. Mais cette fois-ci, les décalages ont perdu leur force dramatique : tout y est gris pâle, délicat, des murs latéraux de lumière blanche réverbèrent, vers la fin du ballet, le corps des danseurs.

A un moment, il tombe de la neige : on croit rêver. De la neige chez Forsythe ? Pourquoi pas les Sept Nains ? On saurait qu'il en tire des effets optiques anesthésiants, qui rendent irréels les déplacements des danseurs en fond de scène. Mais on a trouvé les projections plutôt faibles, à l'exception de ces formes grimpantes et répétitives, surgissant comme des serpents à sonnettes, co har-

monie mimétique avec la musique et le corps frissonnant des danseuses. Le ballet s'appuie sur des mouvements d'ensemble asymétriques qui divisent ou multiplient le chiffre 2, mettant en relief l'idée du ballet, et ce qui apparaît comme secondaire a souvent plus d'importance que ce qui est perçu comme fondamental. Le compositeur Thom Willems sert toujours avec la même efficacité - trop parfois - les intentions multiples du chorégraphe. Il va jusqu'à imiter, au final, quelques cris d'oiseaux tropicaux qui renvoient à ceux d'Arto Lindsay, le musicien américain-brésilien du ballet d'Amanda Miller, *No Wild Ones*. Après huit créations, le « protégé » de William Forsythe, comme l'écrivent les Américains, est toujours sous influence. Dans sa chorégraphie, elle développe avec étonnante rapidité à la fois, sur le thème de la jungle, des Blancs et des Indigènes. Le rideau de scène avec ses fleurs épartorales, et les cercles magiques dessinés au sol, nous avait déjà tout dit.

Les amateurs de classique jubilaient au tomber du rideau. Mais la danse classique, William Forsythe la met par terre, pour n'occulper que les intentions qui lui ont donné naissance. Il lui rend la liberté qu'elle perdit au fur et à mesure qu'elle se codifiait. La promesse des débuts, l'espoir de défricher, voilà qui passionne l'homme de Francfort, voilà pourquoi, inlassablement, il remet toujours en jeu la même mise, il veut que pendant, on en voit la trace, ou les facilités, principalement dans *The Second Detail*.

Après bientôt deux ans, nous sommes d'accord pour constater que la résidence annoncée de Forsythe au Châtelet n'est qu'un accueil régulier. On s'attendait à une collaboration plus vaste entre le lieu et le créateur.

DOMINIQUE FRÉTARD

Gifles et spaghettis

Comme une araignée, Pina Bausch tisse patiemment son piège

PALERMO, PALERMO au Théâtre de la Ville

Intuition prophétique d'artiste ? Pina Bausch avait déjà conçu, l'automne 1989, la première et saisissante image de son nouveau spectacle : le rideau s'ouvre sur un immense parpaing bouillant la scène, qui s'écroule soudain dans le fracas et la poussière. Survient alors à Berlin l'événement que l'on sait. Mais cette destruction renvoie plutôt sans doute au délabrement des palais palermitains : c'est après une résidence de plusieurs semaines dans la capitale sicilienne que la Dame de Wuppertal a créé *Palermo Palermo* en janvier 1990, au Teatro Biondo.

On se doute bien que Pina Bausch ne nous envoie pas une carte postale « Bons baisers de Palermo ». Pas de folklore, de pittoresque, de chromos. Plutôt des parfums, des ambiances, des comportements. La Sicile est présente, probablement, dans quelques détails : des pluies de sable ocre rose, des ordures, des cigales, des échelles obsédantes, des mafiosi en gaberlone, des coups de revolver, une fille masquée d'un bas comme un gangster et braquant tout ce qui bouge, une autre en grand deuil et tranchant sur l'uniforme habituel des danseuses bauschiennes - petites robes bon marché et talons aiguilles. Ou dans l'utilisation variée de tomates et de spaghetti : la belle Nazareth Panaden en serre une poignée contre son cœur en hurlant « *Is sont à moi, ce sont mes spaghetti* ». Dominique Mercy - prototype de ces « clowns tristes » qu'affectionne Pina - s'en sert comme de longues aiguilles pour piquer son torse nu.

La « latinita » colore aussi les relations entre hommes et femmes : pas plus tendres qu'ailleurs, elles se fondent sur un sado-

masochisme qu'elle-même traque et montre depuis toujours ; mais, ici, c'est généralement le « mamme » qui distribue ordres, gifles et coups de pied dans le derrière à de dociles machos de papier. Même si la fille Béatrice Libonati, maintenue par cinq mâles, presse contre ses cuisses une bouteille en plastique d'où jaillit l'eau, ou si un quidam exhibe les seins de sa compagne.

Pour le reste, on retrouve ces enchaînements de petites actions saugrenues, plus ou moins surréalistes, que l'on voit dans tous les spectacles de Pina et qu'elle renouvelle avec une imagination médusante. La troupe est rarement réunie sur le plateau (lorsqu'elle l'est, c'est pour une ravissante danse de troupe à l'unisson, mais on fait sexe à part, femmes entre elles, hommes entre eux) ; le plus souvent, chacun vient seul, ou flanqué d'un ou deux partenaires, exécuter, au milieu de l'avant-scène, face au public, toisé avec des sourires provocants ou des mines sinistres, son numéro : petites histoires, chansons, gags de toutes espèces. Une Noire étend sur ses lèvres une poudre blanche qu'elle prétend être du sucre et ordonne à un homme de l'embrasser ; on fait cuire des œufs sur la semelle d'un fer à repasser ; on sort d'un carton des fruits qu'on énumère ; on bombarde le fond du théâtre avec des pommes ; une rangée de femmes se déshabille et fait les pieds au mur ; etc. Ainsi, Pina, avec la complicité de ses faridouches acteurs-danseurs, tisse-t-elle comme une araignée son piège, patiemment. Jusqu'à ce que l'atroce et comique vérité se fasse jour dans la tête des spectateurs : du Pina Bausch, nous en faisons tous, tous les jours. Sans le savoir.

Sylvie de NUSSAC

Jusqu'au 29 juin. Tél. : 42-74-22-77.

Les rendez-vous du Festival d'automne

Dans la tradition qui fait sa qualité, et sa réputation, depuis vingt ans, le Festival d'automne vient de rendre public l'avant-programme de sa nouvelle édition qui aura lieu du 10 septembre au 22 décembre prochains (1).

■ Théâtre. - Retour à la scène de Patrice Chéreau qui met en scène le *Temps et la chambre*, de Botho Strauss (du 4/10 au 10/11, Odéon) et retour à Paris de Klaus Michael Gröber qui dirige *Amphitryon*, de Kleist d'après Molière (du 20 au 22/12, Odéon). Trois valeurs sûres de ces dernières années participent à l'effluve avec leurs prestigieuses aînés : Joël Jouanneau dont on revoit *Les Enfants Téniers*, de Robert Walser (du 21/9 au 5/10, Centre dramatique national de Montreuil) ; Stéphane Braunschweig qui présente *Alex*, de Sophocle (du 8/10 au 3/11, Théâtre de la Ville) ; François Tanguy, qui écrit et met en scène *Chant du bouc* (du 18/11 au 6/12, Théâtre de la Ville). Deux classiques encore : Schnitzler et sa *Ronde*, mise en scène de Borisav Chakirinov pour le Théâtre de la Ville (du 25 au 28/9, Centre Pompidou) et *As You Like It*, mise en scène de Marc François (du 8/10 au 3/11, Théâtre de la Ville). Deux modernes enfin : Valère Novarina dont sera créé *Je suis* (du 17/9 au 13/10, Théâtre de la Ville) et Agota Kriestof dont Jeanne Champagne metra en scène le *Grand Cahier* (du 26/9 au 26/10, Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis).

■ Danse. - Affiche américaine prestigieuse : une création mondiale, trois créations françaises (*Neighbors*, *Trackers* et *Baseh Birds*) et une reprise (*Fluxus*) de Merce Cunningham (du 10 au 21/9, Théâtre de la Ville) ; une création et une reprise (*Dance*) de Lucinda Childs (du 24 au 28/9, Théâtre de la Ville) ; une création et trois reprises (*Accumulation* with *Talking plus Watermotor*, *Foray Forêt* et *Set and Reset*, du 10 au 14/12, Théâtre de la Ville). Côté français, retrouvailles avec Dominique Bagouet et *So Schnell* (du 3 au 7/12, Théâtre de la Ville). Côté européen, accueil des Anglais Stephen Petronio et Michael Clark (du 2 au 6/10, Centre Pompidou) et

des Allemands Gerhard Bohner (*Fassung III*, les 16 et 17/10, Théâtre de la Bastille) et Dana Raitz (*Leichtentanz*, du 20 au 24 novembre, Centre Pompidou). ■ Musique. - Grande rétrospective autour de Bruno Maderna, compositeur italien essentiel, mort en 1973 : concert de l'Orchestre national (*Concerto pour hautbois*, 3/10, Champs-Élysées) ; projection du film de la télévision néerlandaise (5/10, 19 h 30, Radio France) ; concert de l'Orchestre philharmonique (Amanda, *Giardino religioso*, *Journal vénitien*, 5/10, 20 h 30, Radio France) ; *Quatuor à cordes* en deux mouvements par les Arditi (avec la création du troisième quatuor de Philippe Fénelon, de Totor de Xénakis, de *Spiral* de Stroppa, le 30/10, Opéra-Bastille) ; réalisation scénique de l'œuvre électroacoustique *Journal vénitien* de Scardaneli-Zylke (1/10, Opéra-Comique) ; *Come and Go* et création en France de *What Where* sur des textes de Beckett par l'Ensemble Musik der Jahrhunderte (24/10, Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille). Holliger exécute le troisième concerto pour hautbois de Scardaneli-Zylke (3/10, Opéra-Comique) ; après avoir joué et dirigé la première mondiale pour ce même instrument, toujours de Maderna, ainsi que *Mouvement de Lachamann* (29/11, Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille).

Le Théâtre des Bouffes-du-Nord accueille comme chaque année des hôtes du bout du monde (Musiques et danses religieuses du Royaume du Boutan, du 8 au 17/11). George Russell et son jazz symphonique réunissent deux orchestres (29/10, Champs-Élysées).

(1) Pour obtenir l'avant-programme et le bulletin d'abonnement, écrire au Festival d'automne, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris. Date limite de souscription : le 27 août 1991. Renseignements et réservations par téléphone au 42-96-12-27.

Comme un diamant noir

LIBRAIRIE THEOREM au Théâtre du Châtelet

Librairie Theorem brille comme un diamant noir dans l'œuvre de William Forsythe. Pour une fois, pas de texte, paroles proférées par les danseurs ou phrases énigmatiques inscrites sur divers supports. Pas de défilé surréaliste, de monstres à la Jérôme Bosch, de folle vente aux enchères ou de travestis en jupe plissée menant grand sabbat. Tout simplement - si l'on ose dire - une magistrale étude sur l'ordonnement du corps, sur les limites du corps humain, sur la construction et la déconstruction, l'instabilité et la permanence.

Le ballet (on l'a déjà vu l'an dernier au Châtelet) se présente sous la forme d'un triptyque, aux volets à la fois différents et semblables. Dans le premier, l'éclairage procède, par exemple, en grandiose nappes obliques changeant brutalement de place. Dans le second (le seul à porter un titre : *Enemy in the Figure*), il provient presque exclusivement d'un projecteur bas sur petites que les danseurs se promènent et qui tendent nous aveugler, tantôt se réduisant à la lueur d'un brasero. A chacun de deviner les corps dans la nuit.

La goût de Forsythe pour l'ar-

chitecture se manifeste par la présence d'une scénographie plus importante que d'habitude. C'est d'abord une énorme plaque rectangulaire posée de biais et pivotant sur l'un de ses angles : elle dispute l'espace aux danseurs, les fait paraître minuscules et les menace, mais la n'en n'ont cure. Dans *Enemy*, c'est une sorte de pavé ondulé, permettant disparitions et apparitions-surprises, changements de costumes éclairés. Dans la troisième partie, ce sont des structures en échelles métalliques, des fragments de sphères, deux ou trois stations spatiales, et l'on manipule un compas d'arpenteur.

Le mouvement prolifère, éclate, se désintègre sans rompre son flux perpétuel. Centre de gravité en constant déplacement, les danseurs semblent des nuages transgressant nos lois de l'équilibre, de la vitesse, de l'énergie. On perçoit des figures bizarroïdes, d'autres d'une déchirante beauté. Longtemps après, on garde sur la scène la fugitive image de Stephen Galloway, tourbillonnant dans ses franges noires comme une colonne de sable soulevée par le vent.

S. de N.

Les 17, 18, 19 et 20 juin. Tél. : 40-28-28-40.

VENTES

Au bonheur des bibliophiles

L'importante collection de livres du vingtième siècle du professeur Millot dispersée à Paris

Le carnet, in-8, est recouvert de simple moleskine noire. Journal de guerre inédit (septembre-octobre 1939) de Jean-Paul Sartre, c'est le premier d'une série de journaux écrits et publiés. On le croyait perdu à jamais. Pièce exceptionnelle qui devrait intéresser la Bibliothèque Nationale, le carnet est estimé entre 200 000 F et 300 000 F. C'est l'une des surprises de la vente : la première, en 1957, fut consacrée aux ouvrages sur la Révolution de 1789, la deuxième, en 1975, à ceux de la dix-septième et de la dix-huitième siècles, et les grands auteurs classiques. Celle-ci, riche de trois cent trente-deux numéros, réunit les écrits de la vingtième qui furent, de Coteau à Sartre et de Malraux à Camus, les guides spirituels de ce bibliophile modeste. Un passionné, au physique ingrat, très érudit, animé depuis toujours par une curiosité qu'il jugeait lui-même « sans remède ».

Ce professeur de médecine a collectionné les titres : président de la Société des études raciniennes et de la Société de la renaissance, il a également rédigé d'importants ouvrages sur le celacanth, un poisson archaïque pêché dans l'océan Indien en 1938 alors qu'on le croyait éteint depuis des dizaines de milliers d'années. Une passion

qui n'est peut-être pas étrangère à son goût pour le surréalisme. André Breton est ainsi représenté par une bonne trentaine de lots ; en particulier, l'ensemble des manuscrits de la *Clé des champs*, rassemblés par André Breton pour Jacques Millot en 1953, qui sont estimés entre 300 000 F et 350 000 F.

Claude Guérin, expert de la vente, a connu le professeur Millot en 1950. Selon lui, les autres pièces principales sont signées René Char (le premier exemplaire des *Poèmes*, un livre-objet superbement relié par Martin en 1956, et illustré de quatorze bois de Nicolas de Staël, estimé entre 100 000 F et 120 000 F) et Albert Camus, avec les manuscrits de *Caligula* et du *Mythe de Sisyphe*, mais surtout celui de *L'Étranger*, superbement relié de maroquin noir, entre 1 500 000 F et 1 800 000 F.

Mais les valeurs les plus sûres sont associées aux griffes des grands relieurs tels que Paul Bonex : ainsi ce *Recueil de poèmes* d'Eluard, dans un écorce de cuir polychrome, ou ce magnifique *Dictionnaire ouvrage du surréalisme* en box noir, aux lettres de couleur, que rédigèrent André Breton, et surtout Paul Eluard, rédacteur de deux tiers des fiches et responsable de la maquette : une photo de Man Ray illustre ici le mot *parure*, une image en couleur est découpée pour *Sainteté*, un dessin original de Tanguy trouve sa place après du

mot *lit*. Un ouvrage à compiler avec soin, estimé entre 250 000 F et 300 000 F. Comme, aussi, cette *Enquête sur l'amour* lancée par la *Revue surréaliste* (et toujours relié par Bonex) ou cette inépuisable *Contributions au dossier de certains intellectuels à tendance révolutionnaire* qui couvrent de la vente du parfumeur Gaffé (1956), dernier grand événement dans le domaine de la bibliophilie surréaliste.

« L'ère de la fadeur s'achève »

La vente Millot est ainsi favorisée par de nouvelles exigences propres à l'époque. « De plus en plus, les bibliophiles s'intéressent à des pièces significatives, enrichies par un écho personnel, un renvoi, une originalité, une reliure particulière », insiste Claude Guérin. Dans ce marché, plutôt stable et peu spéculatif, Paris tient une place prédominante, même si les trois quarts des collectionneurs sont étrangers (américains, belges, anglais). En témoignent les scores très bonnettes de la neuvième partie de la vente du colonel Sidiès (le 7 juin à Dronet) adjugée par M. Buffetaud : un total de 2 millions de francs (pour des estimations de 1,8 million de francs) et seulement 3 % d'inventures.

Pour les amateurs, ce mois de juin est décidément riche en événements. Organisée à la Conciergerie, la cinquième Foire interna-

tionale du livre ancien réunit soixante-dix libraires venus de tous les horizons et plus de trente mille ouvrages dont les prix s'échelonnent entre 200 F et un million de francs. Des expositions éphémères sont consacrées aux eaux-fortes de Paul Colin (bibliothèque Saphir), aux autographes musicaux (bibliothèque Les Neuf Muses), aux reliures étranges, du seizième siècle à nos jours (chez Girard Badiou). Deux jours après la vente Millot, Me Lœuwer dispersera d'autres manuscrits, éditions originales, livres illustrés (dont la *Prose du Transsibérien*, de Blaise Cendrars, relié et orné de pochoirs par Sonia Delaunay), et des correspondances, comme ces quatre-vingt-quinze lettres inédites du peintre Gaston Chassaing adressées à Raymond Queneau : « Ne vous faites pas de bile pour l'avenir de l'art, M. Queneau, l'ère de la fadeur s'achève. L'homme sera bientôt vainqueur. Salut. Chassaing ».

LAURENCE BENAÏM

► Samedi 15 juin, 14 h 30 : vente Millot (Ader-Picard-Tajan), Hôtel George-V, salon de la Paix (tél. : 42-61-80-07).

► Lundi 17 juin 14 heures : livres et manuscrits (Lœuwer), hôtel Drouot, exposition publique le 15 juin à Drouot, jusqu'à 18 heures (tél. : 48-00-20-20).

► Samedi 15 et dimanche 16 juin : cinquième Foire internationale du livre ancien, la Conciergerie. Ouvert de 10 heures à 18 heures.

CULTURE

MUSIQUES

Sting, mandarin du rock

Suite de la première page

Le vent venu du Grand Nord menace la voix claire et haut perchée de Sting, ce qui met la star de mauvaise humeur : « J'adore la rime en tournée. Sauf aujourd'hui, j'ai mal à la gorge et l'hôtel est aride, la salle est atroce. Je n'ai qu'une idée en tête, que ça ne se passe pas trop mal ce soir pour pouvoir recommencer ailleurs, demain. »

Mais Sting est une star sociable, et, entre la balance et le concert, il prend quand même le temps de parler. Pour cette tournée, indispensable complément de la sortie en janvier dernier de *The Soul Cages*, son premier album en trois ans, il n'emmène avec lui que trois musiciens : Dominic Miller à la guitare (il jouait sur le disque), David Sancious aux claviers et à la guitare et Vinnie Calabota, jeune prodige des studios de Los Angeles, à la batterie.

On croit retrouver dans cette formation restreinte, des souvenirs de Police : « Je suis parfaitement conscient du fait que, dans une large mesure, le public est venu entendre ce qu'il connaît déjà. Et il ne s'est pas encore familiarisé avec *The Soul Cages*. En fait, ils veulent Roxanne. » Et Sting l'offrira, à Detroit comme ailleurs, avec *Messiah* en une *Ballade* King of Pain et *Every Breath You Take*. Il jouera aussi la quasi-intégralité de *The Soul Cages*, utilisant sa petite formation « avec la souplesse inhérente au jazz, même si c'est toujours de la musique pop ».

La musique de l'enfance

Sting est passé maître dans l'art de prendre son public à contrepied sans même que ce dernier s'en aperçoive. *The Soul Cages*, album sombre et complexe, est numéro 3 au classement des ventes de Billboard, le magazine professionnel américain. Billy Francis, le manager de toutes les tournées de Sting, n'en revient pas : « La première fois que je l'ai entendu, j'ai dit : c'est de la musique d'adulte. J'ai dit : ça va être un succès. Et puis, un jour, j'ai vu la force de l'écoute de tous les pays... »

Sting avoue : « Cette fois j'ai poussé le bouchon un peu loin. Un jour, je me retrouvais sur le dernier album, j'ai dit : c'est de la musique d'adulte. J'ai dit : ça va être un succès. Et puis, un jour, j'ai vu la force de l'écoute de tous les pays... »

Sting a rompu le cercle infernal de la stérilité créatrice qui le menaçait lui aussi. Au bout de trois ans passés sans écrire une ligne, sans trouver le début d'une chanson, il a nommé l'obstacle et est revenu sur la mort de son père, disparu au moment où sortait *Nothing Like the Sun*, son précédent album.

Etrangement muet

Sur la guerre du Golfe

The Soul Cages est un retour sur une enfance à Newcastle, dans une famille pauvre. « J'en ai consciemment exclu, sauf pour la dernière chanson, toutes les influences afro-caribéennes. Parce que moi aussi je viens d'une tribu. J'ai voulu retrouver la musique de mon enfance, les caniques, le folklore du Nord-Est. Et je me suis souvenu de l'histoire des âmes en cage, prisonnières sous la mer, qu'on m'avait racontée quand j'étais enfant. Je l'ai retrouvée, c'est un mythe scandinave. J'ai écrit tout l'album en pentamètres iambiques, c'est un rythme très simple, très ancien. »

Cet attachement aux mythes, que Sting a déjà manifesté avec des albums divers (voir *Ghost in the Machine*, l'album « jungien » de Police) s'est trouvé encore renforcé par sa fréquentation assidue des Indiens d'Amazonie, avec qui il vient encore de passer un mois, juste avant le début de la tournée : « Comme tout leur savoir, toute leur science, sont oraux, ils résistent chaque histoire des débuts - « au commencement nos ancêtres », et c'est ce qui nous manque, ce qui

fera mourir notre monde. Les archétypes aident à comprendre, nous vivons dans un univers dans lequel nous ne comprenons rien. »

On revient donc à la sombre mélancolie de *The Soul Cages*, disant personnel qui s'est retrouvé en bande sonore de la guerre du Golfe. « Je peux difficilement prétendre à la présidence. Mais pendant le concert nous jouons *Purple Haze*, qui est pour moi la chanson de l'après-guerre, celle du Vietnam. »

Pour une grande conscience du rock, Sting est resté étrangement muet pendant le conflit du Golfe : « Au moment où la guerre allait commencer, on m'a demandé de participer à l'enregistrement de *Give Peace a Chance* (à l'initiative de Sean Ono Lennon et de Lenny Kravitz), j'ai refusé. On avait dit une réaction mécanique, on a tous dit guerre, nous dites paix. Mais quelle paix ? Celle où Saddam garde le pétrole ? Les armes ne peuvent s'exprimer que par métaphore. L'art est une métaphore. La propagande, l'information, le journalisme ne sont pas de l'art. Je connais bien le problème de la forêt primitive, de la jungle, parce que j'ai travaillé, et je sais maintenant que le problème est plus complexe que je ne me suis engagé. Je ne serais pas une chanson à ce sujet, alors sur la guerre... »

Quand il est chez lui, Sting joue - « mal, c'en est presque comique » - du piano : Mozart, Bach. « Je n'ai pas des mains de musicien », il montre ses doigts courts et pulvères. « Je plébiscite *Pluto*, de la (sa tête) à la (son poignet), mes pensées musicales sont pures, c'est après que tout se gâte. » Sting met alors poliment fin à l'interview.

THOMAS SOTINEL

Le 15 juin, Lyon, Halle Tony Garnier ; le 16, Strasbourg, parc des Expositions ; le 18, Lille, stade couvert de Liévin ; le 19, Caen, stade des expositions ; le 20, Menton, le Banaquero ; le 22, Paris Bercy ; le 24, Metz, Galaxy ; concert supplémentaire le 5 juillet à Paris Bercy.

CINÉMA

Les infortunes du couple

Deux vedettes - Woody Allen et Bette Midler - mais un scénario trop prévisible

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL de Paul Mazursky

Est-ce le seizième ou le dix-septième anniversaire de mariage de Nick et Deborah Fifer? Hormis ce léger différend sur la date, l'harmonie règne chez ces bourgeois californiens, lui avocat spécialisé dans le sponsoring sportif, elle psychologue auteur de best-seller sur la réussite du couple.

Bonne occasion de vérifier que Woody Allen, une fois de plus, n'a rien inventé de nouveau. C'est son premier film pour un autre cinéaste depuis le *Prête-nom*, de Martin Ritt, en 1976, reste un excellent sutureur, rapide, nuancé, économe quand il le faut. Bette Midler aussi est une bonne actrice. Mais ils ne jouent pas sur le même registre : l'acteur et les miniatures de la Midler demanderaient à être filmés avec plus de distance. Parce qu'il veut (ou doit?) garder la balance égale entre ses deux vedettes, le réalisateur n'obtient qu'un faux équilibre.

Comme annoncé par le titre, les Fifer vont faire leurs courses dans un gigantesque centre commercial.

Terreur stalinienne à Varsovie

Une version polonaise de « l'Aveu » qui abuse des images-chocs

L'INTERROGATOIRE de Ryszard Bugajski

Krystyna Janda fut, à partir de 1977, la battante des films politiques de Wajda, le symbole d'une liberté en marche et qui ne se laisserait pas séduire. C'est sans doute pour cela qu'en 1982 elle a joué, dans *Interrogatoire*, premier film de Ryszard Bugajski, le rôle de Tonia, une chanteuse blonde, frivole, amoureuse, qui, à Varsovie, en 1951, est arrêtée par la police politique. On veut la faire témoigner contre un homme qui fut son amant, on veut lui arracher des aveux alors qu'elle ne sait rien, qu'elle n'a rien à dire.

C'est l'époque de la terreur stalinienne, et les prisons sont immondes, les geôliers abominables, les tortionnaires chargés d'obtenir les aveux adhésifs. Tonia est battue, laissée des heures enchaînée sous une douche, obligée de boire son urine. Elle subit aussi la promiscuité d'une cellule

s'apprête à monter sur scène après *Concrete Blonde*, première partie superbement ignorée par la star, ses musiciens, son entourage, imposée par le manager de Sting, le redoutable Miles Copeland, frère de Stewart (batterie de Police) et fils d'un haut dignitaire de la CIA.

Tout de noir vêtu (T-Shirt de culturiste, pantalon ample, bottes genre Doc Martens), armé d'une basse électrique (il garde la contrebasse pour les petites salles, ici, il faut aller vers les grosses salles), Sting se veut à la fois économe d'effets et impressionnant. Le show coule facilement, les musiciens jouent tous un peu en deca de leurs immenses possibilités.

Les chansons de *The Soul Cages*, dépourvues de leur habillage de studio, trouvent une vérité plus immédiatement convaincante. Le public - blanc, classe moyenne, venu en voiture de banlieues dans le centre de Detroit, noir et pauvre - est effectivement à la pour Rayane. Le charme de ce spectacle initialement prévu pour de petites salles jusqu'à ce que la logique économique le repousse vers les arènes finit pourtant par agir.

Sting superbe et distant - juste assez pour inspirer le respect sans tuer l'adhésion - donne une leçon de rock intelligent, s'arrêtant toujours avant de mettre en danger sa musique, son groupe, son statut. Jusqu'au finale, *Fragile*, à la guitare sèche, un instant de vulnérabilité, vite emporté par les ovations.

THOMAS SOTINEL

Le 15 juin, Lyon, Halle Tony Garnier ; le 16, Strasbourg, parc des Expositions ; le 18, Lille, stade couvert de Liévin ; le 19, Caen, stade des expositions ; le 20, Menton, le Banaquero ; le 22, Paris Bercy ; le 24, Metz, Galaxy ; concert supplémentaire le 5 juillet à Paris Bercy.

COMMUNICATION

En réaction au plan présenté par M. Hervé Bourges

Le mouvement de grève dans l'audiovisuel public a été inégalement suivi

La grève de vingt-quatre heures déclenchée vendredi 14 juin par les syndicats des deux télévisions publiques, en réaction au plan de restructuration du président commun d'Antenne 2 et de FR3, M. Hervé Bourges (le Monde du jeudi 13 juin), a été inégalement suivie.

À FR3, où l'ensemble des syndicats avaient appelé à la grève, celle-ci aurait été suivie à 51 % selon la direction tandis qu'à Antenne 2, elle ne l'aurait été qu'à 8 % ou 9 %. Les syndicats estiment pour leur part que le mouvement a été suivi à 85 % à FR3. Une délégation syndicale a été reçue, vendredi 14 juin, au ministère de la communication. Selon des sources syndicales, le directeur du cabinet du ministre aurait indiqué que « le plan d'économie et de restructuration

était l'expression de la volonté gouvernementale », mais que la fusion des deux chaînes, qui fait craindre des suppressions d'emplois, était « à l'étude seulement ».

Pour sa part, le premier ministre, M. Edith Cresson, a déclaré le 14 juin à Châtelleraut : « Je pense que M. Bourges a une démarche raisonnable et qu'il fait un travail de rénovation, car la situation dans l'audiovisuel n'est pas bonne. » « Pour améliorer la situation, il faut que tout le monde fasse un effort », a-t-elle ajouté.

Les syndicats des deux chaînes appellent à de nouvelles assemblées générales lundi 17 juin afin d'examiner une éventuelle poursuite du mouvement.

L'écran vide de FR 3

« La coupe est pleine, l'écran est vide » : pour les personnels de FR 3, la réaction au plan de M. Hervé Bourges est sans ambiguïté. Journalistes et techniciens, majoritairement en grève dans la plupart des bureaux régionaux, ont, pour la première fois, imposé une mise solitaire comme seule image de la journée. Ils refusent « une logique qui conduit au déclin du service public (...), le relégue à un simple rôle de diffuseur (...), efface sa dimension régionale (...) et restreint le pluralisme ce qui

fera fuir les spectateurs vers les chaînes privées ».

Ils l'ont écrit à leur ministre de tutelle, M. Georges Kiejman, qui leur a répondu prudemment : « Il ne m'appartient pas d'intervenir dans le dialogue qui s'installe actuellement entre le président d'Antenne 2 et FR3, ses directeurs généraux et les organisations syndicales », tout en ajoutant : « Cela n'implique pas que je sois inattentif aux arguments que vous ferez valoir. »

Ces arguments, les grévistes les

appuient sur les documents que la direction a remis lors d'un comité central d'entreprise le 14 juin. « 132 000 heures supplémentaires en 1990, 158 000 journées de travail de personnels intermittents ou temporaires, soit plus qu'en 1989, des résultats de production au delà des objectifs, et l'on voudrait « dégraisser » dans une entreprise qui n'est déficiente que parce que l'Etat ne remplit pas ses promesses et que la direction constitue des provisions pour licencier ? Pas sérieux ! », explique un syndicaliste.

Les grévistes de FR 3 sont amers. Ils soulignent la disparité entre les moyens des stations régionales et leurs homologues de la télévision publique. Ils affirment que le développement de la télévision publique passe par des ressources nouvelles (remboursement des concentrations de redondance, entre autres) et non par un corset budgétaire imposé sans concertation. La priorité affichée pour la télévision locale, couvrant des besoins de population denses, leur fait craindre un délaicement des zones rurales, et par le biais des concentrations, un « retour à la télé des profits et des recteurs d'académies ».

Plus largement, s'inscrivent d'un service public ne produisant plus, abandonnant la partie au profit des séries américaines. La journée d'action du 14 juin n'est pour eux qu'un coup de semonce. Dans chaque région, ils veulent mobiliser les élus locaux - qui savent que la campagne des élections régionales approche...

M. C. I.

Antenne 2 : « On n'entend que la règle à calcul... »

« On n'entend que la règle à calcul. Est-ce que c'est cela, un projet mobilisateur ? » Dans la rédaction d'Antenne 2, la grève fait ressurgir tous les griefs accumulés depuis des années contre des dirigeants et des hiérarchies successives. « Personne ne parle de qualité, de projet. On nous dit : il faut 150 millions d'économies, on demande : pourquoi faire ? on nous répond : parce que, on redemande : pourquoi ? et on entend toujours : parce que... »

Ceux qui parlent sont journalistes - rubricaristes ou reporters - et accablent : la direction générale et ses autres pointeurs qui ignorent les contraintes d'une télévision ; la hiérarchie de la rédaction, soupçonnée de

préparer les « charrettes » de départs pour mieux sauver sa position, pour mieux survivre à un éternel changement de capitaine.

Les fantasmes en ont assez. Assez de voir s'astotper la différence entre « leurs » chaînes et les télévisions commerciales d'à côté. « Ça fait quelques années qu'on ne sait plus où on travaille, alors que le service public était pour nous un choc, résume un ancien. M. Bourges parle de la BBC comme modèle, mais il oublie sans doute qu'il y a vingt-huit mille personnes à la BBC. C'est une BBC du pauvre, que nous préparant ces restrictions incohérentes ! »

M. C. I.

Ayant empêché les quotidiens parisiens de paraître vendredi

Le Livre CGT se mobilise pour défendre ses acquis salariaux

L'ensemble des quotidiens parisiens n'ont pas paru vendredi 14 juin en raison de la journée de protestation lancée par le Comité intersyndical du Livre parisien. Par cette grève de vingt-quatre heures, le Livre CGT, qui représente différentes catégories d'ouvriers et de techniciens du Livre (typographes, typographes, correcteurs des épreuves de presse, employés des NMPP, etc.), voulait protester contre le refus des éditeurs d'accorder 1 % d'augmentation de salaire en juillet. Pour le Livre CGT, il s'agit de « porter un coup d'arrêt à la politique antisociale des imprimeurs et des éditeurs, qui, par de multiples pressions, tentent de remettre en question l'application des accords paritaires relatifs à la politique salariale des quotidiens nationaux ». Les patrons de presse justifient leur refus par les difficultés actuelles de la presse, dues notamment à la baisse des recettes publicitaires.

Un cortège de 2 500 personnes a manifesté le 14 juin, du siège parisiens du Monde - concerné, au premier chef, par de difficiles négociations salariales - jusqu'au ministère de la communication, dont l'accès était barré par d'importantes forces de l'ordre. Plusieurs banderoles confectionnées par les sections syndicales du Monde, de Roissy-Print (imprimeries du Figaro et de France-Sol), de l'Équipe, de l'Humanité et des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), auxquelles s'ajoutaient celles d'ouvriers du Livre d'ateliers de photocomposition comme PCH - qui fabrique le *Nouvel Observateur* et le *Journal*

du dimanche - attestent de la mobilisation d'une corporation pour laquelle « la mise en cause de son salaire et de son pouvoir d'achat est aussi une mise en cause de son statut ».

Une délégation du Livre CGT, conduite par son secrétaire général, M. Roland Binger, a été reçue en fin de matinée par M. Michel Crélin, directeur de cabinet du ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman.

La manifestation s'est déroulée après que les dirigeants du Livre CGT eurent annoncé que le Syndicat de la presse parisienne (SPP) leur avait fixé rendez-vous lundi 17 juin dans l'après-midi. Le ministère de la communication indiquait « se limiter à écouter les revendications des ouvriers du Livre, en se refusant à faire pression sur les éditeurs ».

D'autres manifestations des ouvriers du Livre devraient avoir lieu la semaine prochaine, en province cette fois-ci, à l'appel de la Fédération des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC) CGT. Mais les journaux parisiens devraient être éparpillés jusqu'aux prochaines discussions entre éditeurs et Livre CGT, le 26 juin, qui porteront sur le délit sujet de l'adaptation du salaire des ouvriers du livre à la modernisation de la presse.

Y. M.-L.

Fin de la grève des journalistes de la Voix du Nord. - Les journalistes de la Voix du Nord (Lille), qui ont fait quatre jours de grève depuis le 7 juin, ont décidé d'arrêter leur mouvement le 14. Les vingt-sept éditions du quotidien ont donc paru normalement samedi. Les cent quarante rédacteurs grévistes sur les trois cents que comptent le quotidien ont décidé par 77 % des votes exprimés de « poursuivre l'action par d'autres formes que la grève, afin d'éviter l'isolement. Ils demandent des garanties sur l'indépendance du quotidien au sein de la société holding médiatique Voix du Nord et « une réflexion sur la structure juridique et financière du groupe », afin de dépasser le « manque de transparence » sur les transactions réalisées au sein du groupe. Les journalistes réclament aussi la création d'une « charte rédactionnelle » et le renforcement des effectifs. La direction du journal a indiqué qu'elle « prenait en compte les malaises » dans la rédaction et a proposé de mettre en place un « calendrier de rencontres ».

مكتبة الشبل

CATASTROPHES

Aux Philippines

Accroissement de l'activité du volcan Pinatubo

Le volcan Pinatubo a fait ses premières victimes : trois morts et deux disparus, selon un premier bilan. Depuis vendredi 14 juin, le Pinatubo a été le siège d'une très violente activité. Il a été secoué par quatre explosions dans l'après-midi du 14 juin et cinq dans la nuit et la matinée du 15 juin. Chacune de celles-ci a projeté très haut dans l'atmosphère des panaches chargés de débris de roches volcaniques qui ont provoqué de véritables « averses » de cendres et de pierres sur toute la région.

Les explosions ont aussi provoqué des coulées pyroclastiques (des débris de tailles variées mélangés dans du gaz) très dangereuses par leur haute température, leur fluidité et leur vitesse (100 à 200 kilomé-

tres à l'heure). L'approche du typhon Yungu, qui devrait atteindre les côtes nord-est de l'archipel philippin dans la soirée du 15 juin, augmente le risque d'avalanches de boue. L'eau des pluies diluviennes qui accompagnent toujours un typhon se mélangeant avec les cendres volcaniques qui sont retombées en abondance sur les flancs du Pinatubo pour provoquer d'énormes avalanches de boue dévalant les pentes à grande vitesse et emportant tout sur leur passage. Rapprochez que le 13 novembre 1985 23 000 habitants de la ville comblenne d'Armero avaient été engloutis par une avalanche de boue descendue du Nevado-dcl-Ruiz.

LETTRES

Le numéro de « l'Infini » qui publie Artaud ne sera pas saisi

M. Huguenot Le Foyer de Costil, statuant ce jour, a refusé, vendredi 14 juin, de faire droit aux héritiers d'Antonin Artaud qui demandaient le retrait de la vente du numéro 34 de la revue *l'Infini* (publiée par Gallimard). Ce numéro reproduit des extraits de la « Conférence au Vieux Colombier » donnée par Artaud en 1947 (*Le Monde des Livres* du 14 juin).

Les héritiers, qui sont en conflit avec les éditions Gallimard à propos de la publication des *Oeuvres complètes* d'Artaud, estiment que, jusqu'au règlement de ce différend, aucun texte ne doit paraître. M. Philippe Sollers, directeur de la publication de *l'In-*

fini, a jugé au contraire « qu'un écrivain ne saurait et ne pouvait être interdit ». Il a fait valoir en outre qu'aucun mesur de saisie porterait un grave préjudice aux auteurs de la revue puisque Milan Kundera y publie également un texte inédit.

M. Le Foyer de Costil précise dans son ordonnance « que la mesure exceptionnelle que constitue l'interdiction de publication d'une œuvre de l'esprit ne se justifie que par l'existence d'un trouble manifestement illicite entraînant pour la personne concernée un dommage intolérable et irréparable ; que la publication incriminée ne répond pas à ces exigences, le caractère d'intolérabilité ne devant être considéré que comme résultant des déclarations des héritiers d'Antonin Artaud » et que « l'initiative de faire savoir qu'ils partagent entièrement la réflexion de Philippe Sollers ».

Les héritiers affirment en effet, dans le droit de réponse - oia encore publié - qu'ils ont envoyé au magazine littéraire, « partager entièrement la réflexion de Philippe Sollers sur le devenir d'une œuvre que certains veulent faire passer à leur façon à la postérité. Il est en effet à craindre qu'elle ne soit plus estimée qu'en valeur marchande ».

Jo. S.

SPORTS

ATHLÉTISME

Leroy Burrell nouveau recordman du 100 mètres

Le sprinteur américain Leroy Burrell est devenu le nouveau détenteur du record du monde du 100 mètres en remportant, vendredi 14 juin, la finale du championnat des États-Unis d'athlétisme en 9 sec 90/100. Il a devancé de 3 centièmes son compatriote Carl Lewis, qui détenait le précédent record du monde en 9 sec 92 depuis les Jeux olympiques de Séoul, le 24 septembre 1988, après la disqualification pour dopage du Canadien Ben Johnson. Le précédent record personnel de Burrell était de 9 sec 94/100. Agé de vingt-quatre ans, Leroy Burrell avait déjà réalisé 10 sec 02/100, avec vent favorable, cette saison. « Leroy est un grand champion et un champion propre », a déclaré Carl Lewis pour saluer la performance de son coéquipier du Santa Monica Track Club.

SOLIDARITÉ

La journée internationale pour les enfants d'Afrique

Urgence muette

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a décidé de consacrer la journée du dimanche 16 juin aux enfants africains. L'Uaicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a saisi cette occasion pour attirer l'attention sur ce continent où fatalité, convoitises et malades de toutes sortes semblent s'acharner, et pour lancer un appel à l'aide.

Si tous les enfants d'Afrique ne meurent pas de faim ou de maladies, si la grande majorité d'entre eux ont pu, ces dernières années, bénéficier des campagnes de vaccination contre notamment le tétanos, la tuberculose, la rougeole, la diphtérie et la poliomyélite, il n'en reste pas moins que plusieurs millions, dont quelques milliers d'orphelins du sida, vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Vingt-neuf des quarante pays les moins développés que compte la planète se situent dans ce continent. Les difficultés économiques que connaissent les pays occidentaux, le soutien aux pays de l'Europe de l'Est, la guerre du Golfe et l'aide aux Kurdes ont quelque peu détourné les regards de l'Afrique. Et pourtant là aussi il y a urgence. Une urgence muette touchant une génération d'enfants.

Ch. Ch.

► Unicef, 35, rue Félicien-David, 75018 Paris.

CARNET DU Monde

Naissances

- Martine et Hervé JOUFFROY, partagent avec Thomas, la joie de faire part de la naissance de

Alizée, 5, rue Paul-Demange, 78290 Croissy.

- Carole CHERGARAY, Hervé HAZAN, ont la joie d'annoncer la naissance de

Gabrielle, le 13 juin 1991, à Paris.

- Barbara HAZAN, Eric DIDIER, ont la joie d'annoncer la naissance de

Nili, née le 17 mai 1991, 129, boulevard Pereire, 75017 Paris.

Marriage

- Amick MARTIN et Xavier MONTBARBON sont heureux de faire part de leur mariage dans l'intimité, le samedi 15 juin 1991, à Champagne-au-Mont d'Or (69).

Décès

- M. Guy Breuillot, son épouse, M. Bernard Breuillot, M. et M. Jacques Breuillot, M. Claude et Elisabeth Breuillot, ses enfants, Olivier, Laurent et Christine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy BREUILLOT, survenu le 12 juin 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Les obsèques auront lieu le mardi 18 juin 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15.

- 104, avenue de Suffren, 75015 Paris, 135, avenue Mozart, 75016 Paris.

- L'association des anciens élèves de l'Ecole alsacienne a le regret de faire part du décès de

Jean BRULLER, Vercois, qui fut élève à l'Ecole des 1909 à 1919, et demeurera toujours un ami fidèle.

(Le Monde du 13 juin.)

- M. le docteur François Delavelle, Stéphane, Bruno, Benjamin et Elodie, Le docteur et M. Marcelin Delavelle, M. et M. Christian Delavelle, M. et M. Camille Trouvat, Et toute la famille, ont le profond regret d'annoncer le décès du

docteur François DELAVELLE, le 12 juin 1991, à Evian-les-Bains (Savoie), dans sa quarante-sixième année.

et vous invitent à vous joindre à leurs prières, le 15 juin, à 15 heures, en l'église d'Evian-les-Bains.

La sépulture aura lieu au cimetière de Marcell-Marty (Yvelines), le 17 juin, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le département d'ethnologie de l'université Paris-VII a le regret de faire part du décès de

M. Ebbenezer ESSOME Kotto, agrégé de l'Université, maître de conférences.

La levée du corps a eu lieu vendredi 14 juin, à 9 heures, à l'Institut médico-légal.

TALOTAC
LE N° 295 279 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETTS EN TERMINANT PAR	
95 279	40 000 F
5 279	4 000 F
279	400 F
79	40 F
9	10 F

DATE LIMITE DE PAIEMENT DES LOTES : MARDI 11 SEPTEMBRE 1991

24 • TRANCHE
TIRAGE DU 13 JUIN 1991

- Patrick, Christine et Olivier, ses enfants, Audrey, sa petite-fille, Le personnel de la société ABSA, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie HAMON, survenu accidentellement, le 7 juin 1991.

Ses obsèques auront lieu le lundi 17 juin, au crématorium du Père-Lachaise, où l'on se réunira à 8 h 45 (entrée uniquement par la porte Gambetta, à Paris-20), métro Gambetta.

ABSA, 185-187, rue des Renouillers, 92700 Colombes.

- Les familles Seban d'Orléansville, Goffre, Jacques, Maurice et M. Morali, Roger et André Seban, ses enfants, font part du décès accidentel de

Albert SEBAN, né le 15 septembre 1906.

Les obsèques auront lieu le 17 juin 1991, au cimetière de Pantin, à 14 h 45 (porte principale).

- M. Raymond Theodor, son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond THEODOR, survenu le 5 juin 1991, à Fontainebleau.

Anniversaires

- Il y a un an, le 16 juin,

Alphonse DUPRONT nous quittait.

In memoriam.

- Pour

Monique EMORINE, absente depuis le 16 juin 1984, et pour

Pierre De LESTAPIS, disparu le 24 décembre 1990.

« Les places désertées restent vides à tout jamais. »

- Le 16 juin 1989, à Bastia

Michel FABRIKANT

quittait les siens et ses nombreux amis. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Il y a vingt-deux ans disparaissait le très cher

Elie GOLDENBERG.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent et disent le kaddish.

Les siens.

- Il y a vingt ans, le 16 juin 1971,

André LEBLOIS nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Une pensée pour

Françoise PEPIN-LEHALEUR et

Pierre DUCASSE,

son père, mort le 21 décembre 1990.

- (73) Cruet, château de Beauséjour. Le 15 juin 1987.

Thierry TRICAUD, ancien élève de l'ENSA, nous quittait à l'âge de trente ans.

A son souvenir est associé celui de son père, décédé le 5 octobre 1978.

Martial TRICAUD, médecin général de l'armée de l'air.

Une pensée est demandée à ceux qui les ont connus, estimés et aimés.

Remerciements

- M. Isaac Attal, Le docteur et M. François Nacasch, M. et M. Jonas Brimi et leurs enfants, Le docteur et M. Roland Levy et leurs enfants, M. et M. Paul Nacasch, Le docteur et M. Patrice Attal et leurs enfants, M. Isaac Nacasch, remercient les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur regretté

M. Isaac ATTAL,

Les prières auront lieu le dimanche 16 juin 1991, à partir de 20 heures, en son domicile, 68, rue Boissière, Paris-16.

Condolences

- L'ensemble des collaborateurs TSM Assistance de

Michel VISBECQ

s'associe à la douleur de sa famille et lui présente toutes ses condoléances.

Communications diverses

- Forme Bernard Lazare : cycle sur le judaïsme moderne. Esther Benbassa (CNRS) traitera : « Des juifs et du nationalisme dans l'Europe ottomane et les Balkans vers 1900 ». Mercredi 19 juin, à 20 h 30, centre Tsavta, 10, rue Saint-Claude, Paris-3. Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

- Université Reims Champagne-Ardenne, le lundi 17 juin 1991, à 10 heures, salle du conseil de l'UFR, Sciences économiques et gestion de Reims, M. Cyrille Naoumou N'Zilavo : « Industrie minière et apartheid ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-66-29-94 ou 40-66-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent avant 6 h au siège du journal, 15, rue Falguieres, 75016 Paris

Tél : 206 806 F Télécopieur : 46-66-77-13 Tarif de la ligne M.T.

Tous les numéros : 92 F Abonnés et actionnaires : 80 F Communications diverses : 95 F Thèmes fondation : 50 F

Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

PHILATÉLIE

L'orgue de Wasquehal

WASQUEHAL-NORD



La Poste mettra en vente générale, le lundi 24 juin, un timbre d'une valeur de 4 francs, consacré à l'orgue de Wasquehal (Nord).

L'église Saint-Nicolas, de style gothique, achevée en 1901, possédait un orgue qu'il fallut remplacer, en 1989, par un instrument dû au facteur d'orgues Gérard Guillemain. Sa réalisation nécessita l'utilisation de trois tonnes d'acier et de plomb, de 50 mètres cubes de chêne et d'épicéa et d'une centaine de peaux de mouton tannées.

Le timbre, au format carré 36x36 mm, dessiné et gravé par Patrick Lubia, est imprimé en taille-douce en feuilles de trente.

P. J.

► Vente anticipée à Wasquehal (Nord), les 22 et 23 juin, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'hôtel de ville, 1, rue Michaleix : le 22 juin, de 8 heures à midi, au bureau de poste (boîte aux lettres spéciales).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris Tél. : (1) 40-65-29-27

Spécialiste récent sur demande contre 15 francs en timbres

En filigrane

« L'Egypte nassérienne à travers les timbres. » Dans la dernière livraison de l'Information historique, Jean Saraméa, membre du Centre de philatélie instructive de l'éducation nationale (CPIEN), s'intéresse à « l'Egypte nassérienne à travers la philatélie ». Les près de six cents timbres produits de juillet 1952 à la mort de Nasser (septembre 1970) soulignent un message politique qui articule autour de trois grands thèmes : affirmation de l'indépendance retrouvée et nationalisme arabe ; présentation des réussites d'une révolution de tendance socialiste ; ouverture au monde d'un pays non aligné (l'Information historique, 7, rue Laromiguière, 75006 Paris).

« e Helios-Kipros '91 ». - L'exposition philatélique e Helios-Kipros '91 se déroulera en Crète, à Héraklion, du 15 au 23 juin. Avec la mise en service de timbres de distributeurs commémoratifs spéciaux France (1 500 dracmes). Renseignements auprès de PTT helléniques, Eolou, GR-10564, Athènes, Grèce.

« La fin d'un ambulant. » A l'occasion de la suppression du service ambulant ferroviaire de la ligne Bordeaux-Hendaye, le 31 mai 1991, l'amicale des philatélistes des PTT d'Aquitaine édite un feuillet-souvenir retraçant l'histoire marquée de cette ligne, de 1857 à nos jours, avec oblitérations Bor-

deaux-Hendaye et retour à la date du dernier voyage (25 F. CCP n° 3430 13 J Bordeaux, commémorée à adresses à B. Bouque, centralisation des adresses, 2 bis, rue Charles-Domercq, 33065 Bordeaux Cedex).

Ventes. - Vente sur offres Tomy-Arka (Paris, tél. : (1) 47-70-45-72) clôturée le 18 juin. Au catalogue, plus de trois mille lots dont France classique, cartes postales, autographes et télécartes.

Vente à prix nets Phil-Luc (Paris, tél. : (1) 42-46-17-07), spécialiste des variétés d'impression, épreuves d'artistes, de luxe ou essais en couleurs. Plus de mille six cents références au catalogue dont le 2,20 F Termalisms rouge à 2 400 F ou effigie Marianne de Briet à 2,30 F totalement maculés (500 F).

Manifestations. - Bureau de poste temporaire au Salon du Bourget, jusqu'au 23 juin, et trois cachets différents (avion Rafale, du 13 au 16 ; Bérliot, du 17 au 20 ; Youri Gagarine, du 21 au 23). Souvenirs philatéliques : Jean Ferniguy, 38, rue d'Estienne-d'Orvas, 92400 Courbevoie.

Vingt-trois anniversaire de l'association Madeline-Sport et détente les 15 et 16 juin, au complexe sportif de la Madeleine à Chertres (28). Avec exposition philatélique et présence du dessinateur-graveur Pierre Béquet.

FETE DE L'ECOLE ST ROCH

DIMANCHE 23 JUIN 1991

11h30 DEFILE - 13h00 DEJEUNER - 14h00 JEUX

17h00 TOMBOLA



BILLET

Objectif « prix » atteint

La France a enregistré en mai une hausse mensuelle des prix de détail moins rapide qu'en Allemagne : + 0,3 % contre + 0,4 %. Du coup l'écart annuel d'inflation entre les deux pays a pratiquement disparu, revenant à 0,2 point : + 3,2 % de hausse en France entre mai 1990 et mai 1991, + 3 % en Allemagne entre les mêmes dates. Les progrès accomplis depuis dix ans sont impressionnants : en 1980, l'écart annuel d'inflation était de huit points. C'est bien parce que la France ne pouvait - au sein des grandes nations industrialisées - continuer d'être un pays à inflation forte qu'elle est entrée en mars 1979, avec sept autres membres de la CEE, dans le système monétaire européen (SME), un système contraignant imposant des parités monétaires presque fixes.

Les dévaluations répétées du franc au début des années 80 ont fait à la fois monter le SME n'interdisait pas les changements de parités, mais qu'il les rendait difficiles et coûteux en termes de respectabilité internationale. La véritable teneur fut prise en mars 1983 lorsque M. François Mitterrand, poussé par M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, choisit d'arrêter définitivement la France à l'Europe en refusant de sortir du système monétaire européen. Dès lors, notre pays n'avait plus le choix : il devait se donner comme priorité absolue de ramener l'inflation à ce qu'elle est en Allemagne, et ce pour améliorer notre compétitivité et continuer de vendre sur les marchés étrangers.

Car le mécanisme de changes fixes auquel nous nous sommes liés, s'il favorisait les meilleurs, pénalisait les mauvais, car il repose sur un système visqueux dans lequel les réajustements sont très difficiles (il y faut un consentement des partenaires) : les pays à inflation faible ont une monnaie forte mais constamment sous-évaluée, ce qui favorise leurs exportations ; les pays à inflation forte ont au contraire des monnaies faibles mais constamment surévaluées, ce qui freine leurs ventes à l'étranger. Le SME a ainsi longtemps favorisé l'Allemagne et handicapé la France.

C'est bien pour faire fonctionner à notre profit ce mécanisme vertueux de changes que, depuis 1983, la France s'est assigné comme objectif prioritaire de faire aussi bien que l'Allemagne en matière d'inflation. D'où la politique de frugalité des salaires menée avec beaucoup de continuité depuis maintenant sept ans. Objectif atteint.

Reste maintenant à faire mieux que l'Allemagne. Ce qui rendrait les prix français très compétitifs. Avec, en prime, la possibilité de baisser nos taux d'intérêt sans trop nous soucier de ce que font les voisins. La vertu est parfois récompensée.

ALAIN VERNHOLES

La hausse des prix se ralentit en Grande-Bretagne. - La hausse des prix à la consommation a été limitée à 0,3 % en Grande-Bretagne au mois de mai, contre 1,3 % en avril, a annoncé l'Office des statistiques vendredi 15 mai. Le taux d'inflation britannique a ainsi été ramené en dessous de 6 % (5,8 %) en rythme annuel, pour la première fois depuis septembre 1988. Cette nouvelle, saluée par le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a provoqué une poursuite de l'affaiblissement de la livre sterling vendredi, les opérateurs estimant en effet qu'il n'y avait plus de risque de récession, les autorités monétaires vont procéder à de nouvelles réductions de taux d'intérêt (le taux de base a déjà été ramené de 14 % à 11,5 % depuis le début de l'année), l'apaisement des tensions sur les prix les y autorisant.

Hausse des ventes de détail et de la production industrielle

Les signes de reprise se multiplient aux Etats-Unis

Les signes d'une reprise de l'économie américaine se multiplient. La production industrielle, selon la Réserve fédérale, a augmenté de 0,5 % en mai (contre + 0,3 % en avril), soit la plus forte hausse en onze mois. Le département du commerce vient pour sa part d'indiquer que, pour la troisième fois en quatre mois, les ventes de détail avaient augmenté de 1 % en mai, alors qu'elles avaient chuté de 0,4 % en avril.

Ces statistiques étaient très attendues car la consommation tendait à repartir. Après avoir différé leurs achats, les consommateurs semblent donc avoir retrouvé le chemin des magasins. Les statistiques de mai confirment que la production industrielle se raffermi, sous l'effet d'une reprise des commandes (+ 1,8 % par rapport à avril). Au cours du même mois, l'indice composite, qui regroupe les indicateurs de plusieurs secteurs, a grimpé de 0,6 % après 0,7 % en mars et 1,2 % en février. La plupart des économistes estiment

maintenant que la récession s'achève aux Etats-Unis ou est sur le point de s'achever.

La question ne porte plus tant sur la reprise que sur son ampleur, le sentiment général étant qu'elle sera faible. Les causes du ralentissement, puis de la récession, de l'économie américaine n'ont pas toutes disparu (le monde du 4 juin), notamment l'endettement des ménages et des entreprises qui reste excessif. On voit mal, en particulier, les ménages se lancer dans de fortes dépenses : leur taux d'épargne est au plus bas depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et leurs revenus n'ont cessé de baisser depuis quinze mois (à nouveau de 0,2 % en avril). En outre, la politique de bas taux d'intérêt pratiquée par la Réserve fédérale ne pourra être maintenue, si la reprise s'accompagne du moindre signe d'inflation. Or, même si les prix de détail sont restés sages en mai (+ 0,3 %), la hausse des prix de gros a atteint 0,6 %, la plus forte enregistrée depuis sept mois.

La reprise pourrait, comme on l'a observé ces derniers mois, s'appuyer sur des exportations dynamisées par un dollar qui a beaucoup baissé jus-

qu'à la fin de l'année dernière. L'Amérique des années 80 a été dépendante et fortement importatrice : peut-elle devenir exportatrice ? Cette transition de la cigale en fourmi risque fort de rester une façade. D'abord, parce que le billet vert remonte. Ensuite, parce que le ralentissement européen, et dans une moindre mesure japonais, va compliquer la tâche des entreprises américaines, qui auront plus de mal à écouler leurs produits.

Au total, il n'y a guère d'économistes pour penser que le rebond qui semble se dessiner ressemble à la reprise qui, en 1982, avait suivi une très dure récession. La croissance était alors repartie sur un rythme de 6 % l'an. L'OCDE prévoit une croissance de 3,1 % en 1992, après une récession de 0,2 % cette année. Une reprise d'économistes estiment ce chiffre encore trop optimiste et tablent sur une reprise limitée à 2 % ou 2,5 % en rythme annuel. Pas de quoi relancer fortement l'activité économique en Europe.

E. L. B.

Dans un climat social houleux

Les réformes du gouvernement péruvien se heurtent à des grèves à répétition

Depuis trois mois, grèves et manifestations paralysent l'économie péruvienne. Au fil des semaines le climat social devient de plus en plus houleux et le gouvernement de M. Fujimori ne parvient pas à assurer la mise en œuvre de son programme de redressement. Les tensions actuelles risquent de réduire à néant un an d'efforts pour diminuer la dette extérieure.

LIMA

de notre correspondant

Les affrontements entre les manifestants et les commandos anti-émeutes de la police sont devenus quotidiens, depuis trois mois, au cœur de la capitale. Dans la matinée, les commerçants de l'Union, la rue piétonne qui débouche sur la place d'Armes, où

trône le palais présidentiel, n'ouvrent plus qu'à demi les grilles de leur magasin : immanquablement, plusieurs fois par jour, les tentatives de la police pour barrer l'accès aux protestataires, qui incendient sur leur passage de pneus ou des ordures, dégénèrent en brutales persécution à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, et de jets d'eau lancés par les « Pinaoches » (les mini-chars anti-émeutes). Parfois aussi, en bataille rangée.

Au fil des jours, le climat social est de plus en plus houleux. Les employés du ministère de la Santé sont en grève depuis trois mois, et les médecins de la Sécurité sociale ont suivi le mouvement la semaine dernière. Depuis un mois, 250 000 instituteurs ont suspendu les cours dans tout le pays, et ceci quinze jours seulement après la rentrée scolaire. Les ouvriers de la construction ont aussi débrayé à titre d'avertissement. La semaine prochaine, ce sera le tour des mineurs de l'entreprise d'Etat Cen-

tromin, puis celui du secteur des employés du service public. Infirmeries, instituteurs, policiers reçoivent un salaire minimum, qui leur permet à peine de subvenir à leurs propres besoins et non pas à ceux de leurs familles. Mais eux sont des employés privilégiés aux yeux du gouvernement, qui estime que 95 % de la population active est, soit au chômage, soit sous-employée. Seulement 92 %, corrigent les économistes indépendants.

Les coffres vides

Le gouvernement de M. Fujimori reconnaît que la situation est critique. Mais que peut-il faire pour y remédier, si les coffres de l'Etat sont vides ? Faire fonctionner la planche à billets ? Hors de question, répond-il. Nous ne dépenserons pas un centime qui n'ait été dûment gagné. Suspendre le service de la dette envers les organismes multilatéraux de financement, qui éponge chaque mois près de 60 millions de dollars (environ 360 millions de francs) ? Ce serait annuler un an d'efforts pour parvenir à la réinsertion au sein du système monétaire international. Augmenter les impôts ? La réforme de la fiscalité, lancée il y a six mois, n'a fait que doubler les rentrées fiscales, alors que le projet de budget envisageait de les tripler. « L'impôt de solidarité », proposé par le ministre de l'Economie, M. Carlos Bolanos, pour équilibrer son budget, a été unanimement rejeté par ceux qui auraient dû en assumer le coût et qui qualifient cet impôt de confiscation.

Est-ce à dire que l'ajustement structurel a abouti à une impasse, le pays étant trop pauvre pour supporter un coût aussi élevé ? En fait, M. Fujimori était convaincu que ses efforts de réinsertion seraient couronnés, à court terme, par l'apport d'un flux de devises provenant du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque Inter-Américaine de développement. Il n'en a rien été. Jusqu'à présent, il n'a obtenu que de vagues promesses financières du « groupe d'appui » formé par les « pays amis » chargés de financer un crédit-relais de 1,3 milliard de dollars pour couvrir la brèche budgétaire de décembre 1992. Et après ?

Dans l'immédiat, il s'agit de boucler les fins de mois. Plus les grèves sont nombreuses, plus la récession s'aggrave. Et donc moins il y a de ressources pour le fsc et plus l'Etat rencontre de difficultés pour débours, chaque mois, les salaires des 60 millions de dollars dus aux enseignants.

Sur le plan social, l'irritation fait bouillir de rage, ce qui constitue un climat idéal pour que les mouvements insurrectionnels recrutent de nouveaux adeptes parmi les travailleurs. Insensiblement, les syndicats des instituteurs et des mineurs et les « fronts de défense » régionaux glissent vers des tendances de plus en plus « ultra ».

NICOLE BONNET

En prévision d'une prochaine levée de l'embargo

Une loi protégera les entreprises françaises contre les exigences financières de l'Irak

Près de 200 grands groupes industriels français avaient signé avec l'Irak des contrats comportant une clause de « garantie à première demande ». Ces entreprises s'engageaient à fournir sur un compte bancaire 10 % au minimum du prix des travaux ou des matériels fournis (au maximum 100 % et plus) et les contractants irakiens pouvaient appeler ces sommes à leur gré, sans que la banque ou l'entreprise puisse élever d'objection juridique. En cours d'adoption au Parlement les « diverses dispositions d'ordre économique et financier » (DDOF) comportent un texte qui protégera ces entreprises contre toute prétention financière de l'Irak sur les 6 à 8 milliards de francs actuellement provisionnés.

Même si l'embargo prononcé le 6 août 1990 par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Irak - embargo confirmé le 8 août par la Communauté européenne - n'est pas près d'être levé, près de 200 entreprises françaises vivaient dans la hantise d'un « hold-up ». Au premier jour du rétablissement des relations économiques entre l'Irak et le reste du monde, la Rafidain Bank, établissement financier de l'Irak irakien, était en droit de se retourner vers les banques françaises pour réclamer les 6 à 8 milliards de francs que les industriels français (Thomson, Degremont, Technip...) avaient provisionnés au titre de la « garantie à première demande », sans qu'aucune objection juridique puisse faire obstacle au versement. Cette garantie à première demande, clause indépendante du contrat de base, obligeait les entreprises qui avaient des contrats en cours au moment de l'embargo à provisionner sur un compte bancaire des garanties financières représentant tout ou partie de la valeur des marchandises fournies (de 10 % à 100 % et plus de la valeur du contrat).

Pour éviter que cet argent soit

appelé indûment et que la reconstruction de l'Irak soit financée par les entreprises françaises, mais aussi britanniques, allemandes, japonaises ou américaines, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté le 3 avril 1991 une résolution (N 687, paragraphe 29) faisant obligation aux Etats membres de prendre les mesures rendant impossible toute réclamation irakienne à l'égard des entreprises dont l'exécution des contrats a été interrompue du fait de l'embargo.

Avant le 6 août 1990

Les gouvernements concernés avaient donc pour tâche de rendre conforme cette résolution de l'ONU avec le droit national. C'est ce qui a été fait en France dans le projet de loi adopté le 13 juin en première lecture à l'Assemblée nationale. L'article 41 du projet de loi indique clairement qu'il ne peut être fait droit à aucune réclamation ou demande se rapportant à un contrat ou une garantie financière indépendante (...) si elle est présentée par l'Etat irakien, une collectivité publique irakienne, une personne physique ou morale résidant en Irak. Le nouveau texte ne vise cependant que les contrats ou opérations « dont l'exécution aurait été affectée » par l'embargo. Ce qui signifie que les litiges antérieurs au 6 août 1990 relèvent du droit classique, même s'il est précisé que c'est à la partie irakienne de faire la preuve que l'embargo n'a pas eu d'incidence sur le contrat ou est resté sans effet sur la garantie. M. Alain Richard, rapporteur du projet de loi, estimait cependant que, « pour les parties irakiennes, la preuve de l'absence de lien sera difficile à apporter en regard de la perturbation très profonde résultant de l'embargo pour l'ensemble de la vie économique irakienne ».

Des lois semblables sont en préparation en Grande-Bretagne et peut-être aussi en République fédérale. On imagine encore si les gouvernements membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont signé des accords, dont les clauses les mettaient à la merci de leurs fournisseurs.

YVES MAMOU

Dans un rapport adopté à Strasbourg

Le Parlement européen réclame une attitude plus ferme face aux importations d'automobiles japonaises

Le Parlement européen commence à tenir un discours un peu moins libéral à l'égard des ventes japonaises de voitures dans la CEE. A une large majorité, l'Assemblée de Strasbourg a adopté, jeudi 13 juin, un rapport présenté par M^{me} Carole Tongue (travailleuse britannique) demandant aux Douanes de se montrer bien plus exigeantes avec Tokyo que ne le souhaite la Commission de Bruxelles.

STRASBOURG (Communauté européenne)

de notre correspondant

Le texte parlementaire s'articule autour de deux mesures défendues dans le passé par la France mais auxquelles s'étaient opposés la majorité de ses partenaires et de l'exécutif européen. Il recommande l'établissement d'un quota communautaire d'importation et le retour à la notion de « contenu local » (80 % de la valeur ajoutée) pour que les automobiles construites au Royaume-Uni ou en Espagne bénéficient du label communautaire, les « transplants », dont la valeur ajoutée serait inférieure à 80 %, devant être comptabilisées dans le contingent octroyé aux constructeurs nippons.

Il s'agit d'une sérieuse remise en question des orientations de Bruxelles qui n'envisageaient pas d'intégrer les transplants dans les accords d'autolimitation avec les Japonais. Dans sa dernière « plateforme de négociation », Bruxelles estimait que ses importations devaient être limitées à 16 % du marché jusqu'en 1998, année de la libération complète des importations. En demandant le respect du « contenu local », le Parlement va encore plus loin puisque Bruxelles

a rejeté ce critère qui n'est pas autorisé par les règles du GATT.

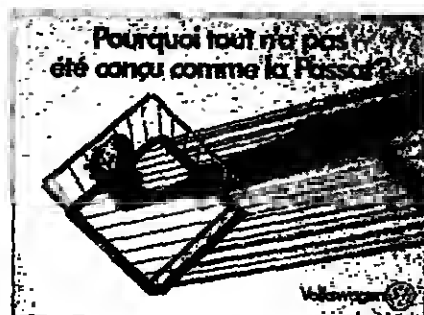
Comment expliquer un tel revirement ? A l'évidence, nombre de parlementaires craignent que la concurrence japonaise n'ait pour effet des pertes substantielles d'emplois dans l'industrie automobile européenne d'ici à la fin de la décennie (M^{me} Tongue avance le chiffre de 100 000). C'est ce qui explique que le rapport de Strasbourg est consacré pour une large part au strict respect par les gouvernements membres des législations sur « les licenciements collectifs en cas de fermeture d'usines ».

Les interrogations des constructeurs d'Allemagne, qui ne manifestent aucune inquiétude jusqu'à une date récente, sont aussi un élément nouveau dans le dossier des voitures japonaises. Le succès de la Lexus de Toyota, concurrente des grosses cylindrées allemandes, fait que BMW et Mercedes ne sont plus insensibles à la percée japonaise. Les puissants syndicats d'outre-Rhin craignent aussi que la nécessité de s'adapter à la compétitivité nipponne puisse conduire à modifier les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise. Ce qui est, pour eux, inconcevable.

MARCEL SCOTTO

Accord à Luxembourg sur la « voiture propre ». - Les ministres de l'environnement des Douze, réunis à Luxembourg les 13 et 14 juin, ont décidé d'adopter des normes antipollution adoptées en 1989 à toutes les cylindrées. A compter du 1^{er} juillet 1992, tout nouveau modèle automobile devra être équipé d'un pot catalytique à trois voies pour satisfaire aux nouvelles normes (identiques aux normes américaines). A partir du 1^{er} janvier 1993, toute voiture mise sur le marché devra être munie d'un pot d'échappement à catalyseur. - (AFP).

POURQUOI TOUT N'A PAS ETE CONÇU COMME LES ARTICLES DE PUERICULTURE ?



La Fédération Nationale des Industries du Jouet qui regroupe les sociétés d'articles pour enfants s'est tenue de la campagne de publicité de Volkswagen concernant la Puericulture. Quand on sait que le premier souci des professionnels de la puericulture est la sécurité et le confort des enfants, on comprend aisément pourquoi la Fédération a jugé le propos de cette campagne particulièrement désobligeant. La firme Volkswagen prétend qu'elle ne voulait qu'exprimer son attachement à l'image de marque des Fabricants d'articles de puériculture. Elle a cessé dès la première semaine la parution de cette campagne. Plus les enfants sont petits, plus ils nécessitent une attention particulière. Nous sommes avec leurs parents les garants de leur bien-être. C'est pour cette raison que nous nous devons de réfléchir.



ÉCONOMIE

Réunis pour leur 25^e congrès national

Les Jeunes Agriculteurs veulent organiser « la relève »

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a tenu son 25^e congrès national les 12 et 13 juin à Saint-Quentin (Aisne) autour du thème : « Réussir la relève ». Comme le veut la tradition, il a accueilli le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, qui est prêt à rencontrer rapidement ses interlocuteurs.

SAINT-QUENTIN

de notre envoyé spécial

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, a apparemment pas épuisé son crédit auprès des jeunes agriculteurs. Invité à s'expliquer devant le 25^e congrès national du Centre national des jeunes agriculteurs à Saint-Quentin (Aisne), il a été moins chahuté que ne le veut la coutume ; et même quelques applaudissements.

Il est vrai qu'il a acquiescé d'entrée de jeu à la demande de M. Philippe Mangin, président du syndicat, de tenir « une conférence d'orientation de l'agriculture ». Réponse du ministre : « Appelez ça comme vous voulez, mais nous pouvons nous rencontrer très vite. » Sous quinzaine même, a-t-il précisé, M. Mangin a « pris acte » tout en « restant prudent ».

Plus concrètement, le ministre de l'Agriculture a annoncé quatre décisions qui vont dans le sens des revendications du syndicalisme agricole :

• La mise en place d'une « pré-retraite structurelle » qui permettra d'assurer une « meilleure relève d'une génération par une autre » dans la transmission de l'outil de travail agricole. Des mécanismes fiscaux devraient rendre moins onéreuse la transmission des exploitations ;

• L'allongement de cinq à dix ans de la durée des prêts d'installation pour les jeunes ;

• Pour l'indemnisation des calamités agricoles, le projet de loi, adoptant le principe des « provisions pour risques », sera soumis au Parlement l'automne pour « sortir d'un régime administratif qui irrite tout le monde par son peu d'efficacité ».

Sur la réforme politique agricole commune enfin, M. Mermaz s'est dit réservé : « Ce n'est pas parce que la Commission de Bruxelles veut réformer la PAC qu'il nous faut, nous Français, lui emboîter le pas systématiquement », et partisan d'une politique plus « tournée vers les productions et les régions les moins favorisées », assurant qu'il prendra le soutien par les prix aux aides directes à la personne et à l'exploitation.

Après avoir, les responsables du CNJA avoient poursuivi leurs efforts pour ébaucher l'image de l'exploitant agricole, dans le contexte bien connu d'une baisse constante de la démographie agricole : 7 % de la population active agricole ; 40 % des agriculteurs ont plus de cinquante ans, et les deux tiers de cette tranche d'âge n'ont pas de succession assurée. Conclusion : « Plus un jeune ne doit quitter la profession. » Ce qui implique de répondre à un « grand défi » : « organiser la relève d'une génération d'agriculteurs nombreux, détenteurs d'un capital énorme, par une génération de jeunes moins nombreux, incapables d'acquiescer ce capital ».

Autres missions

Le CNJA a approfondi ses réflexions sur le rôle du nouvel exploitant agricole : la plus activité et l'évolution de la fonction agricole, de la production de biens alimentaires, à des activités de services et d'animation (entretien de surfaces rurales, tourisme, fonctions de service public, etc.), que les agriculteurs doivent savoir venturer comme une sorte de « décharge ». Il s'agit d'« élaborer le nouveau contrat entre l'agriculteur, la nature et l'économie que la société attend de nous ». Et même de « réconcilier l'agriculture avec la société ». Le congrès de Saint-Quentin a pas pour autant dédaigné les pouvoirs publics ni l'Europe de leurs responsabilités, notamment financières, dans un secteur qui « n'obéit pas aux mêmes règles économiques que les autres secteurs d'activité », et le « rôle de la société » est resté le cible du congrès.

GEORGES CHATAIN

La maîtrise des dépenses d'assurance-maladie

M. Durieux n'est pas opposé à une négociation globale avec les professions de santé

Le gouvernement pourrait engager avec les professions de santé une négociation globale sur la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie. Au ministère des affaires sociales, on assure ne pas avoir d'avis prioritaire sur la méthode et l'on se défend de chercher à « sauvegarder » ces discussions, qui associeront les caisses nationales d'assurance-maladie, afin de parvenir à une « maîtrise concertée » de l'évolution des remboursements.

Une négociation avec l'ensemble des professions, à laquelle M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, est très favorable, s'inscrirait dans le cadre des intentions affichées par le gouvernement de parvenir, parallèlement, au relèvement de 0,9 point au 1^{er} juillet de la méthode et d'« équilibrer » la situation, à dégrèver 2 milliards d'économies en 1991 et 7 milliards en 1992. A très court terme, les pouvoirs publics souhaitent néanmoins parvenir à un compromis modifiant la nomenclature des actes de radiologie, mais il n'est cependant plus question d'introduire un forfait de 2 ou 3 francs non remboursable par boîte de médicament.

Dans un communiqué publié vendredi 14 juin, le Centre national des professions de santé (CNPS) « se réjouit » d'une éventuelle négociation globale, mais ajoute qu'elle suppose que « les conclusions n'en soient pas connues à l'avance ». Pour M. Jacques Mocoout, président du CNPS, la discussion doit pas porter exclusivement sur la maîtrise des dépenses, mais doit garantir « la liberté de prescription et le libre choix du médecin par le malade ».

Par contre, les dirigeants de la coordination nationale des associations de médecins (CNA) ne sont pas satisfaits de la situation. Ils ont exprimé leur « méfiance » à l'égard d'une négociation de ce type, à laquelle ils seraient prêts à participer, et continuent d'exiger que les pouvoirs publics « reviennent sur les mesures déjà décidées ». Après la manifestation du 11 juin, la coordination envisage un autre rassemblement, « avec tous les Français » pour l'automne.

J.-M. N.

EN BREF

Les étrangers pourront acheter 10 % du capital d'entreprises cotées. Les sociétés de Bourse étrangères pourront acheter jusqu'à 10 % des actions des sociétés cotées sur le marché de Bourse, à condition qu'elles soient cotées sur le marché de Bourse. Cette décision prendra effet le 1^{er} janvier prochain, lorsque la Bourse de Corée sera ouverte à l'investissement étranger direct. Les sociétés de Bourse étrangères seront par ailleurs autorisées à devenir membres du Korea Stock Exchange. (AFP)

L'Indonésie reçoit une enveloppe de prêts de 4,7 milliards de dollars. Une enveloppe de prêts pour un montant de 4,7 milliards de dollars a été accordée pour 1991 à l'Indonésie par le GICF. Le Groupe intergouvernemental pour l'Indonésie qui siège à La Haye comprend une quinzaine de pays - dont la France - et plusieurs organisations internationales (Banque mondiale, Banque asiatique de développement, FMI...). Il accorde régulièrement, depuis plus de vingt ans, des aides à Djakarta.

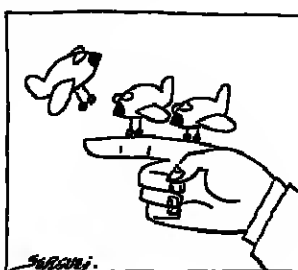
En 1990, l'Indonésie avait reçu 4,5 milliards de dollars. L'aide spéciale accordée à la balance des paiements pour compenser la chute des prix pétroliers a été supprimée, mais une aide « rapidement utilisable et non renouvelable » de 1 milliard de dollars a été octroyée pour compenser les conséquences de la guerre du Golfe.

KLM confirme son intention de prendre 35 % d'Air Littoral. La compagnie aérienne néerlandaise KLM a confirmé, vendredi 14 juin, qu'elle envisageait de prendre une participation de 35 % dans la compagnie régionale française Air Littoral. KLM engagera 150 millions de francs dans la transaction, précise le communiqué de KLM et Air Littoral, qui procèdera à une augmentation de capital. Les deux compagnies, qui collaborent depuis plusieurs années sur le plan commercial, entendent renforcer leur position en Europe. Les autorités françaises ont été mises au courant du projet.

Le droit aérien tricolore ne permet pas à une société étrangère de posséder plus de 50 % du capital d'une compagnie française (le Monde daté 8-9 juillet 1990).

LE SALON DU BOURGET

Inauguré le jeudi 13 juin par M. François Mitterrand, qui s'est fait présenter en vol la production française et qui s'est longuement arrêté devant l'avion « furtif » F-117 utilisé par les Américains durant la guerre du Golfe, le 39^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace a ouvert ses portes au public, vendredi 14 juin, au Bourget. Le ministre des transports et de l'espace, M. Paul Quilès, a invité les industriels français à témoigner de « hardiesse », d'« ambition » et de « raison ». De son côté, Boeing a annoncé une série de contrats - dont celui de la compagnie française Euralair - pour un montant global équivalant à 16 milliards de francs.



Les Européens préparent une version améliorée d'Ariane-5

Le futur lanceur lourd vient de franchir une nouvelle étape avec l'essai réussi de son moteur Vulcain. Déjà on pense à une version améliorée, le Mark II

« L'argumentaire qui consiste à dire que l'espace est la locomotive de la technologie mondiale n'est plus suffisant. Il nous faut penser désormais en termes économiques (...), apporter la preuve que les projets proposés sont innovants et bénéficient à tous. » Si certains rêvent encore de quelque conquête de l'infini, il leur faudra revoir leur copie. Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, ne sera pas leur porte-parole.

Le message est clair et pourrait servir de ligne de conduite à ceux qui, à la mi-octobre, devront décider à Bonn de l'avenir de l'Europe spatiale. « Quand on pense, remarque M. Curien, à l'importance du programme spatial de l'Union soviétique, il y a encore quelques années et à la situation dans laquelle il est aujourd'hui, cela donne à réfléchir. » De ce point de vue, le programme de développement du lanceur lourd européen Ariane-5 ne saurait donc être contesté.

Lancé en novembre 1987, lors de la conférence interministérielle de La Haye, ce projet poursuit son petit boom. Les ministres de la politique et des États d'Europe ont approuvé, le 12 mai, la création d'une Agence spatiale européenne. Une agence qui, tout simplement, au fait qu'Ariane a depuis longtemps prouvé la validité de son concept commercial.

Il suffit de parcourir le carnet de commandes de la société Arianeespace pour s'en convaincre : quatre-vingt-trois satellites lancés depuis 1981 et 15,4 milliards de francs de commandes représentent trente-cinq satellites supplémentaires à mettre en orbite. Un parcours pratiquement sans fautes si l'on exclut les difficultés rencontrées au début de programme et les échecs dus à la mise au point du moteur cryogénique du troisième étage. Dix fois plus gros que le missile balistique M-4 des forces sous-marines, l'aveoir de la fusée Ariane-5. Conçu pour mieux répondre, dans cinq ans, aux nouvelles demandes du marché, caractérisées d'une part, par des besoins de mise en orbite géostationnaire (36 000 km

d'altitude) de satellites de plus en plus gros - environ 2,9 tonnes chacun en lancement double - et, d'autre part, par la nécessité de mettre des charges (stations, atterrisseurs) de plus en plus lourdes en orbite basse - de 18 tonnes à 22 tonnes pour la version chargée de lancer la navette Hermès - le lanceur européen n'existe que par son puissant moteur, le Vulcain.

Ce moteur est le plus gros ensemble cryogénique jamais réalisé en Europe. Avec un peu plus de 105 tonnes de poussée, il éclipse le HM-7 (6 t) qui propulse aujourd'hui le troisième étage de la fusée Ariane-4 et fait « la pige » à celui qui tentent de mettre au point les Japonais pour leur fusée H-2. Certes, les Américains ont développé des moteurs de ce type dans les années 60, mais il n'y a pas de quoi être honteux. Car, si tout va bien, Arianeespace espère ainsi réduire ses coûts de lancement de 10 % (1) et le prix du kilo de charge utile mise en orbite de 40 %.

Les chiffres témoignent de ce pas en avant et des efforts que les sept constructeurs principaux d'Ariane-5 (2) vont devoir consentir pour réussir. De l'ordre de 105 tonnes de poussée pour le Vulcain qui, en moins de 600 secondes, engloberait 150 tonnes d'hydrogène et d'oxygène ; on comprend mieux dans ces conditions que la puissance des turbopompes frise les 12 mégawatts, soit à peu près deux fois ce que développait une rame du TGV Sud-Est.

Moins de 2 % d'augmentation

Et comme cela ne suffirait pas à élever les 720 tonnes de l'engin, deux fusées d'appoint à poudre développeront chacune 540 tonnes de poussée flanquant le corps principal de l'engin. Des « boosters » d'appoint, dix fois plus gros que le missile balistique M-4 des forces sous-marines, l'aveoir de la fusée Ariane-5. Conçu pour mieux répondre, dans cinq ans, aux nouvelles demandes du marché, caractérisées d'une part, par des besoins de mise en orbite géostationnaire (36 000 km

De fait de l'échéance proche, avril 1995, du premier vol d'Ariane-5, les essais moteurs vont bon train. Certes « des petits pépins » (divergent trop fragile et mauvaise tenue de cap) ont interrompu momentanément des tirs de longue durée. Mais, depuis le 13 juin, les six cents secondes nominales ont été atteintes sur les installations de la SEP à Vernon (Eure). Tout semble donc aller pour le mieux pour ce programme, qui, en quatre ans, n'a connu qu'une très faible dérive budgétaire.

Le coût à l'achèvement d'Ariane-5, en effet, augmenté d'un peu moins de 2 %, passant de 28,2 milliards de francs (prix 1986) à 28,7 milliards de francs. Une rigueur qu'il faut souligner, à l'heure où les deux autres programmes phares de l'Agence spatiale européenne, le laboratoire habité Columbus et la navette spatiale Hermès, « flambent » avec des dépassements annoncés de 10 et de 30 %.

La concurrence d'Atlas

Mais une telle sagesse ne doit pas brider les meilleures idées. Ariane-5 se doit d'être, comme les précédents modèles du lanceur, une famille de fusées bien adaptée à la demande du marché. C'est pourquoi les ingénieurs réfléchissent à une version améliorée du moteur Vulcain, le Mark II, qui, en modifiant légèrement les réservoirs d'hydrogène et d'oxygène liquides et en changeant le rapport de mélange de ces deux produits chimiques, permettrait de porter la poussée à environ 130 tonnes.

Un tel surcroît de puissance serait le bienvenu, car il donnerait aux Européens la possibilité de se battre sur un créneau commercial que les promoteurs de la fusée Atlas visent avec leur toute nouvelle Atlas-AS : celui des satellites de 3 250 kilos, pour lesquels Ariane-5 est un peu juste en lancement double. Mais, et ce n'est pas le moins important, cette capacité à mettre 700 kg de plus en orbite de transfert géostationnaire pourrait bien faire l'affaire des promoteurs d'Hermès, actuellement gênés dans leur bilan de masse, car elle représente un gain de plus de 2 tonnes en orbite basse.

Tout juste ce qu'il faut pour disposer d'un Hermès capable d'emporter 3 tonnes de matériel et d'un tonne comme affûté actuellement. Dans ces conditions, à quand une décision sur ce nouveau moteur ? Pas avant 1994, soit un an seulement avant le premier vol d'Ariane-5. Mais, n'en doutons pas, en novembre à Bonn, les ministres, gardiens des deniers publics, seront particulièrement attentifs à ce projet, qui ne représente, finalement, que quelques pour cent du coût total de développement du futur lanceur lourd européen, tant en coût de perspectives commerciales à ne pas négliger.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Chiffres obtenus à partir du quinquennal Ariane-5 sous réserve d'un rythme de huit lancements par an.

(2) Aérospatiale, Matra et la SEP pour la France (44,7 % du financement), Deutsche Aerospace et Dornier pour l'Allemagne (22 %), Selenia-SPD pour l'Italie (15 %), Contraves pour la Suisse (2 %).

Euralair est la première compagnie européenne à acheter le futur Boeing 777

Le Salon du Bourget est traditionnellement l'occasion pour les aviateurs d'annoncer des commandes importantes. L'américain Boeing n'a pas failli, la 14 juin, en annonçant qu'il avait placé une commande d'appareils de tous types, dont vingt-sept Boeing 777, chez American Airlines - pour 2,7 milliards de dollars (16,2 milliards de francs).

Paradoxalement, c'est la plus petite commande qui a été célébrée avec le plus de solennité. Celle qu'Euralair a passée pour deux Boeing 777 est en effet symbolique. Pour cette petite compagnie d'aviation d'affaires et de charters française, qui se lance dans le transport régulier

vers Berlin et Madrid, il s'agit de préparer l'avenir et de se doter vers 1997 de biréacteurs gros porteurs (370 places) et long-courriers capables de voler sans escale, par exemple de Paris à San Francisco. Pour Boeing, qui n'a, pour l'instant, vendu son futur 777 qu'à l'américain United Airlines, et au japonais Ana, cette première vente en Europe pourrait être le signe avant-coureur d'un dégel commercial et de l'accélération des prises de commandes pour cet avion considéré comme le concurrent de l'Airbus A 330, vendu au prix officiel de 140 millions de dollars (840 millions de francs).

ALAIN FAUJAS

L'Espagne va produire des missiles avec la France et l'Italie

Le groupe espagnol Inisel, contrôlé par le holding d'Etat INI, a prévu de participer, aux côtés de sociétés françaises et italiennes, au programme de missile Aster de lutte anti-aérienne et anti-missiles. Ce projet, qui est en quelque sorte l'équivalent du Super-Patriot américain, est l'un des moyens de jeter les bases d'une défense du bassin méditerranéen contre d'éventuelles agressions par missiles.

Cette participation de l'Espagne se fera par le biais de l'entrée de la société Inisel - à hauteur de 8 à 10 % du coût de développement du système d'armes - dans le consortium Eurosam chargé de concevoir la famille Aster pour un investissement global (toutes versions confon-

dues) de l'ordre de 20 milliards de francs. De ce consortium sont déjà membres la France (avec les groupes Aérospatiale et Thomson-CSF) et l'Italie (avec le groupe Selenia). La part du groupe Aérospatiale, qui pilote le projet, est de 33 %. D'autres partenaires européens - notamment la Grande-Bretagne et peut-être l'Allemagne - sont attendus.

La famille des missiles Aster (surfacteur à moyenne portée, déployé sur des navires ou à terre, avec une capacité anti-missiles) a été conçue pour intercepter des missiles supersoniques à vol rampant et manœuvrants, des missiles plongeurs à très grande vitesse ou des missiles à dispersion de sous-munitions guidées et tirés à distance de sécurité.

Le carnet de commandes de la société s'élève à 15,4 milliards de francs pour trente-cinq satellites à lancer. Ariane a lancé neuf satellites (et six micro-satellites) en 1990, et cinq cette année. Son prochain tir, prévu le 3 mai dernier, a été reporté au mois de juillet en raison de problèmes techniques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'Administration Générale
Bureau de l'Administration Générale et des expropriations.

Expropriation pour cause d'utilité publique

AVIS D'ENQUÊTE
menée sur le territoire de la commune de MARSEILLE

En application du code de l'expropriation modifié par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

En exécution de l'arrêté du préfet de la région Provence - Alpes - Côte-d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône en date du 16 mai 1991, il est procédé sur le territoire de la commune de MARSEILLE et en mairie de celle-ci à l'ouverture d'une enquête portant sur :

- l'utilité publique de la réalisation par l'Etat de la rocade L 2 de Marseille, 3^e section SR/ASO, « LA ROSE/FLORIAN » ;
- la création de cette voie dans le cadre de la voirie nationale ;
- l'attribution du statut autoroutier.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de MARSEILLE, division foncière, pendant plus d'un mois du 10 juin 1991 au 19 juillet 1991, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables de lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h et en cas de congé ou de fermeture de la mairie de MARSEILLE, division foncière, à M. Maurice FRANCES, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, président de la commission d'enquête qui comprend également :

- Titulaires : M. Pierre CARRIAS, magistrat honoraire, M. René FABRE, ingénieur des TPE en retraite ;
- Suppléant : M. Robert GENY, ingénieur des TPE en retraite.

La commission d'enquête recevra personnellement le public en mairie de MARSEILLE, division foncière, les 21 juin 1991, 5 juillet 1991 et 19 juillet 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête, tenues à la disposition de toutes les personnes intéressées en mairie de MARSEILLE, division foncière, ainsi qu'à la préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pourront être également consultés à la préfecture, jusqu'à l'achèvement de la procédure, outre les conclusions de la commission d'enquête, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :

- Mairie de MARSEILLE
Division foncière, 91 boulevard Périer (13006)
- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'Administration Générale, bureau de l'Administration Générale et des expropriations, bâtiment annexe 11, rue Edmond-Rostand 13006 MARSEILLE (porte 410 - 4^e étage).
- Direction départementale de l'équipement
Service infrastructures et ouvrages d'art, cité administrative de l'Arbois, 7, avenue du Général-Leclerc 13002 MARSEILLE CEDEX 3.

Il est signalé par ailleurs que l'enquête ci-dessus va également pour tout procédé s'appliquant au projet concerné, devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 7 de la loi du 23 avril 1985 ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 23 avril 1985 également précitée.

MARSEILLE, le 16 MAI 1991

Pour copie conforme
Le directeur,
D. GARNIER

Le préfet
C. BISSIERE

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 11 AU 14 JUIN

PARIS

Un record sinon rien

Sans intérêt peut-être pas, mais certainement. Cette deuxième semaine de juin, par son bilan (+ 0,33 %), révèle une fois de plus l'incertitude actuelle des investisseurs. Une bouffée d'optimisme, mardi 11, a permis toutefois à l'indice CAC 40 d'atteindre son plus haut niveau de l'année à 1 874,81 points, effaçant sa dernière performance (1 865,86) établie huit jours auparavant. Malgré cette poussée, le baromètre de la place française reste loin de son record historique (2 129,32, le 20 avril 1990) et même au-delà de son niveau enregistré le 1^{er} août dernier (1 960,07). L'écart est de 12,7 % par rapport au record absolu et de 5,2 % par rapport au niveau atteint avant l'invasion du Koweït par l'Irak.

De plus l'indice CAC 40 ne s'est pas maintenu à son plus haut niveau puisque après la hausse de 1,55 % mardi, la tendance s'est inversée (- 1,37 % mercredi, - 0,10 % jeudi) avant de revenir à + 0,59 % vendredi. Ainsi depuis le début de l'année la progression moyenne des 40 valeurs composant l'indice est de 22,4 %.

Ces cinq séances auront été marquées par les craintes de tension des taux d'intérêt en raison du malaise politique en France et de la vigueur du dollar soutenu par les espoirs tenus de reprise américaine. Conséquence de la dégrada-

tion de la situation intérieure, le marché vendredi bruisait de rumeurs annonçant le démission de M. Bérégovoy. Interrogé par l'agence Reuters, le cabinet du ministre des finances affirmait en fin de journée que cette information était « sans fondement ». Il n'en fallait pas plus pour remettre les traders au travail. Mais ils le firent sans grand entrain, attendant la publication d'une série de statistiques américaines quelques heures plus tard concernant le mois de mai : revenus réels des ménages (+ 1 %), production industrielle (+ 0,5 %), taux d'utilisation des capacités (78,7 %) et prix à la consommation (+ 0,3 %). Ces données étaient alors bien accueillies, confirmant une évolution favorable outre-Atlantique. Elles n'entraînaient cependant pas de reprise manifeste au palais Brongniart.

La semaine aura été rythmée par les assemblées générales annuelles des sociétés. La plus spectaculaire fut celle de la CSEI (Compagnie de signaux et d'équipements électroniques). Le nouvel actionnaire, la société d'investissement Quadral, qui avait acquis 23 % du capital en Bourse au début du mois de mai, a débarqué le président de cette firme, M. Pierre Pélissolo, pour installer M. Yassir Sabag, le président de Quadral. A la CGP, devant leurs actionnaires, les dirigeants de ce holding industriel ont semblé ne pas accorder d'importance particulière aux rumeurs concernant la groupe d'emballages CMB Packa-

ging. Parti de Grande-Bretagne, ces rumeurs affirmaient que l'un ou l'autre des actionnaires (CGP ou MB Group, détenteur chacun de 25,5 % du capital), céderait sa participation. Cette pseudo-information qui revient périodiquement depuis plusieurs mois a entraîné une nette progression du cours de l'action. Les porteurs de titres Euromarché sont encore restés sur leur faim en ce qui concerne un rapprochement avec le Printemps même si, selon certains, « le dénouement serait très proche ».

Au bonheur des avocats

Assistera-t-on prochainement au retour des grandes manœuvres financières, et l'opération menée par LVMH en est-elle le signe avant-coureur ? Le numéro un mondial du luxe a en tout cas été vivement recherché en début de semaine après avoir affirmé mardi qu'il achèterait jusqu'à 23,4 millions d'actions Guinness afin d'éviter une dilution de sa participation, actuellement de 23,4 %.

Pour l'heure, grâce aux nouvelles réglementations boursières, les changements de contrôle dans les groupes font la fortune des avocats. Après la décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) demandant aux Galeries Lafayette de lancer une OPA sur 86 % du capital des Nouvelles Galeries, le groupe Devanlay saisissait les tribunaux pour contester cette décision et demander l'instauration d'une procédure de maintien de cours.

Vendredi 14, la cour d'appel de Paris a entendu les plaidoiries et devrait rendre son arrêt le 24 juin prochain.

Cette même cour est saisie par le groupe Bolloré qui, à l'inverse, conteste une décision du CBV, lui demandant de faire un maintien de cours sur les titres de Delmas Vieilleux et de la CFVJ (Compagnie financière Delmas Vieilleux) dont il a pris le contrôle au début du mois de juin. Pour l'organisme chargé de la réglementation boursière, Bolloré a « agi de concert » avec la Compagnie privée d'El Rhaia (CPDR) et Clivest (Crédit Lyonnais). Le seul des 50 % du capital de la CFVJ étant franchi, les autorités boursières ont demandé jeudi « la mise en œuvre d'une procédure de garantie de cours » à l'intention des actionnaires minoritaires.

Enfin, alors qu'onze mois après la faillite de Tuffier, les 5 800 clients de cette société de Bourse n'ont toujours pas été indemnisés, nombre d'entre eux ont décidé de se faire entendre. Ainsi leur association de défense demande à ses adhérents de descendre dans la rue le 18 juin pour marcher vers la Cagespar, associée à la Cagespar. Pour faire encore plus d'échos, une des clientes, la romancière Geneviève Dormann, aurait choisi M. Jacques Vergès pour défendre ses intérêts.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Les 3 000 retrouvés

INDICE DOW JONES

+0,8%

Pessimiste jusqu'à jeudi, Wall Street a repris de la vigueur vendredi sous l'effet de statistiques positives sur l'évolution de l'inflation et de la production industrielle, ravivant l'espoir d'un assouplissement de la politique du crédit de la Réserve fédérale américaine (Fed) et d'une reprise rapide de l'économie. Ces données ont stimulé une bonne reprise vendredi à Wall Street, sur un marché modérément actif. L'indice Dow Jones a ainsi refait son jour-là, à l'extrême, la barre des 3 000 points, ne battant tout de même pas son record historique de 3 035,33 inscrit le 3 juin dernier, pour clore à 3 000,45.

De toutes les séances écoulées, la plus importante fut la dernière de la semaine, en raison des nombreuses publications de statistiques économiques. Pour les analystes, l'annonce selon laquelle les prix de détail ont progressé de 0,3 % seulement en mai, alors que la production industrielle a augmenté de 0,5 %, a soulagé les opérateurs à Wall Street. La veille, le bond de 0,6 % des prix de gros leur avait fait craindre une remontée de l'inflation susceptible de freiner la reprise économique.

La journée s'est illustrée par une progression de l'indice Dow Jones

de 1,19 %. La demande a également été encouragée par la réaction positive du marché obligataire à ces statistiques, le taux des bons du Trésor à trente ans retombant à 8,46 % en cours d'après-midi, contre 8,51 % jeudi soir. Quelque 167 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a nettement dépassé celui des baisses : 1 037 contre 528 ; 454 titres restant inchangés.

Indice Dow Jones du 14 juin : 3 000,45 (c. 2 976,74).

	Cours 7 juin	Cours 14 juin
Alcoa	68 3/4	69
AT&T	36 3/8	44 5/8
Bell	47 7/8	49 3/8
Chem. Man. Bank	28 3/4	19 7/8
De Post de Nouv.	46 5/8	47 3/4
Eastman Kodak	42 7/8	41 5/8
Exxon	57 1/2	58 1/4
Food	35 1/8	36 3/4
General Electric	74 1/8	75 1/2
General Motors	41 5/8	44
Goodyear	33 1/4	33 5/8
IBM	180	180 3/4
ITT	61 3/8	60
Mobil	65 1/8	65 3/4
Pfizer	57 7/8	58 1/2
Schlumberger	60 3/4	61 5/8
Tesoro	64 7/8	63
UAI Corp. (ex-Alleg)	154 5/8	153 1/2
Union Carbide	28 3/8	28 3/8
USX	NC	24 1/4
Westinghouse	29 3/4	29 1/2
Xerox Corp.	53 5/8	54 1/2

TOKYO

Sans relief

INDICE NIKKEI

+0,23%

Semaine terne à la Bourse de Tokyo, où les cours ont évolué de façon irrégulière, sans grandes fluctuations, à part celles provoquées par des achats d'arbitrage avant l'expiration, vendredi 14 juin, des contrats juin à terme et sur options.

L'indice Nikkei a toutefois terminé la semaine sur une légère progression de 0,23 % à 25 093,89 points, en hausse de 58,78 points sur les niveaux atteints vendredi dernier. Le volume quotidien s'est établi en moyenne à 362 millions de titres alors qu'il ne s'était échangé, toujours en moyenne, que 259 millions de titres chaque jour la semaine précédente. La hausse du volume des échanges a été principalement due à la forte activité de vendredi. De lundi à jeudi, ce volume n'a pas dépassé 300 millions de titres, et s'est élevé à 852 millions de titres, vendredi : le plus gros volume depuis

le 15 mars où 819 millions de titres avaient alors changé de mains.

Les opérateurs estiment que cette hausse ne se poursuivra pas la semaine prochaine, faute de nouvelles encouragements en vue. Les experts estiment que les importantes positions sur les opérations d'arbitrage à terme, et sur les options, représentent environ 800 millions de yen, seront reportées sur les contrats septembre.

Indices du 14 juin : Nikkei, 25 093,89 (c. 25 035,11) ; Topix, 1 920,58 (c. 1 922,49).

	Cours 7 juin	Cours 14 juin
Alcatel	1 150	1 220
Bridgepoint	1 080	1 080
Canon	1 510	1 560
Fuji Bank	2 700	2 600
Honda Motor	1 430	1 500
Mitsubishi Electric	1 600	1 600
Mitsubishi Heavy	720	720
Sony Corp.	6 100	6 200
Toyota Motor	1 800	1 830

Mines d'or, diamants

	14-6-91	Diff.
Anglo-American	212,30	+ 17,90
Angold	420,40	+ 8,40
Bul. Gold M.	732,25	+ 1,45
De Beers	1 400,10	+ 4,50
Drief. Cons.	74	+ 0,50
Gencor	21,80	+ 1,25
Harmony	35,90	+ 0,60
Randfontein	25,50	+ 1,50
Saint-Helena	49	+ 1,25
Western Deep	235	+ 6

Matériel électrique

	14-6-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	585	+ 8
CSEI (ex-Signaux)	259	+ 3
Général des eaux	2 682	+ 20
Interchemie	1 860	+ 6
Labinal	782	+ 28
Legrand (2)	3 525	+ 4,75
Lyon. des eaux	579	+ 16
Matra	229,80	+ 9,20
Merlin-Gerin	499,50	+ 3,50
Moulinex	142,50	+ 1,50
Radiorécepteur	779	+ 14
SEB	1 581	+ 39
Sextant-Avionique	476	+ 16
Thomson-CSF	147,60	+ 0,90
IBM (1)	613	+ 5,10
ITT	1 125,20	+ 0,70
Schlumberger	375	+ 4
Siemens	2 266	+ 40

(1) Coupon de 6,10 F.
(2) Coupon de 29,75 F.

Alimentation

	14-6-91	Diff.
Béghin-Say	589	+ 33
Bouygues	2 400	+ 82
BSN	905	+ 1
Carrefour	2 053	+ 61
Cassio G. Per.	31,80	+ 2,70
Eurocarché	3 970	+ 180
Guyenne-Gac.	1 190	+ 15
LVMH (1)	4 300	+ 110,50
Océid (GIE)	779	+ 14
Olivier	253,10	+ 3,90
Pernod-Ricard	1 186	+ 15
Promodis	2 263	+ 47
Saint-Louis	1 500	+ 7
Source Perrier	1 515	+ 26
Nestlé (5)	34 090	+ 410

(1) Coupon de 51,50 F.

Bâtiment, travaux publics

	14-6-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 121	+ 24
Bouygues	607	+ 4
Ciments français	348	+ 9
DTM	415	+ 16
Immob. Phénix	190	+ 1
J. Lefebvre	760	+ 29
Lafarge-Coppée	394,50	+ 11
Poliet	454,20	+ 11
SGE-SB	247,10	+ 6,40

Métallurgie

	14-6-91	Diff.
Alsip	385	+ 24
Dassault-Aviation (1)	475	+ 12,50
De Dietrich	1 465	+ 19,70
Fives-Lille	262,30	+ 19
Penhoel	500	+ 5
Peugeot	623	+ 5
SAGEAT	1 640	+ 20
Stratofac	991	+ 19
Valloire	475,20	+ 0,20
Valeo	330	+ 0,10

(1) Coupon de 7,5 francs.

Filatures, textiles

	14-6-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 772	+ 25
BHV	770	+ 30
Danart	2 000	+ 70
DMC	815	+ 14
Col. Lafayette	1 675	+ 55
Nouv. Galérie	813	+ 7
Printemps	625	+ 23
La Redoute	3 695	+ 25
SCOA	26,90	+ 2,30

Valeurs diverses

	14-6-91	Diff.
Acor	797	+ 3
Air Liquide	679	+ 2
Arjomari	2 101	+ 7
Bic	732	+ 11
Big	364,90	+ 8,90
CCIP	1 090	+ 3,50
Cla. Méditer.	463	+ 1
Esilor	365	+ 11
EuroDisney	119	+ 4,40
Europe 1	1 063	+ 7
Eurotunnel	48	+ 0,55
Groupe CMA (1)	608	+ 24,50
Hachette	190,50	+ 1
Havas	492,50	+ 5
Marine-Wendel	316	+ 10
Navigation marse.	230	+ 90
Nord-Est	131,60	+ 2
L'Oréal	591	+ 3
Saint-Gobain	456,40	+ 12,40
Sanofi (2)	863	+ 11
Sauvage Chiffon	251	+ 2
Skin Ressionol	672	+ 13

(1) Coupon de 16,50 F.
(2) Coupon de 22 F.

Mines, caoutchouc

	14-6-91	Diff.
Géophysique	776	+ 36
Imvital	373	+ 1
Métallurgie	103,80	+ 5,80
Michelin	705,30	+ 2,70
RTZ	54,20	+ 0,90
ZCL	1,81	+ 0,80

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	14-6-91	Diff.
AGF	515	+ 1
AXA (ex-Cie Midl)	1 084	+ 48
Bail Equipement	134,50	+ 0,50
Banque (Cv)	520	+ 30
CCF	680	+ 34
CCF	157,80	+ 3,30
CFI	1 226	+ 23
CFP	389	+ 3
Chargeurs	780	+ 33
CPR	280	+ 3
Eurofrance	1 646	+ 54
GAN	1 991	+ 47
Héris (La)	623	+ 18
Loisirs	480	+ 60
Loisirs	852	+ 3
Midland Bank	88	+ 3
OPF	1 805	+ 5
Paribas	457,20	+ 2,80
Schneider	700	+ 17
Société générale (1)	409,30	+ 19,20
Sovac	660	+ 10
Suez (Cv fin.)	366,90	+ 4,90
UBP	569	+ 1
UCB	138	+ 1

(1) Coupon de 15 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 juin 1991
Nombre de contrats : 98 929

	7-6-91	10-6-91	11-6-91	12-6-91	13-6-91
Premier	105,24	105,38	105,34	-	-
+ haut	105,40	105,50	105,34	-	-
+ bas	105,08	105,20	105,30	-	-
Dernier	105,38	105,50	105,30	-	-
Compensation	105,38	105,48	105,44	105,32	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7-6-91	10-6-91	11-6-91	12-6-91	13-6-91
RM	2 156 644	1 579 647	3 840 053	2 337 415	1 912 170
R. et obl.	5 949 069	4 616 581	6 227 031	6 825 698	7 041 376
Actions	116 602	161 665	101 911	359 539	108 646
Total	8 222 315	6 357 893	10 168 995	9 522 652	9 062 191

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	7-6-91	10-6-91	11-6-91	12-6-91	13-6-91
Françaises	120,2	119,8	121,2	119,9	119,9
Etrangères	120,0	121,3	121,2	121,0	120,6

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	10-6-91	11-6-91	12-6-91	13-6-91	14-6-91
Général	489,9	491,2	494,9	489,3	490,5
(base 1 000, 31 décembre 1987)					

CAC 40 : 1 846,25 | 1 874,81 | 1 849,11 | 1 847,24 | 1 858,17

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HERDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Lucidus	+11	SCOA	-7,8
CMR Packaging	+10,5	Pedway CIP	-6,2
Comp. Entrep.	+9,5	Navig. marse.	-6,1
BP France	+7,6	SUEZ	-6,1
Metalcorp	+6,6	UBP Local	-6,1
Géophysique	+6,3	Chargeurs	-5,4
Cassio	+4,4	Begin Bay	-5,3
Asia (ex-Midl)	+4,2	Cap Ségur	-5,3
Legion	+4,2	Alcatel	-5,3
Exor	+3,8	Cr. Lyonnais CIP	-5,1
Dunant SA	+3,6	Fives Lille	-5,0
Esilor	+3,6	GTM Europe	-4,6
LVMH-Moët	+3,6	Leclercq Extr.	-4,6
Banque (Cv)	+3,4	Concept	-4,4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Suez (Cv de)	1 730 039	632 482 743
Alcatel Alsth.	974 141	579 251 690
Peugeot SA	901 055	563 139 438
LVMH	111 354	477 419 714
BP-Aquitaine	1 280 921	475 089 626

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'attrait du franc suisse

S'endetter en francs suisses est en ce moment le souhait de nombreux emprunteurs internationaux de tout premier plan. Certains, comme les établissements publics autrichiens, montrent depuis longtemps pour cette devise un intérêt particulièrement solide. Pour l'avenir, ils ne se contentent pas d'émettre, en quantités très importantes, des obligations sur le marché suisse de façon détournée, évitant ainsi de laisser les investisseurs locaux. Comme tous les grands débiteurs, ils diversifient leurs sources de financement. Mais dans la plupart des cas, ils demandent aux banques qui s'occupent de leurs autres émissions internationales, en dollars ou en euros par exemple, de les décharger des risques liés à ces monnaies d'emprunt et de faire co signer tout ce qui est lié à leur dette en francs suisses. Ils concluent, à cette fin, des contrats d'échanges plus ou moins compliqués qui ne concernent nullement les souscripteurs.

Une telle attitude s'explique tant par la faible volatilité de l'intérêt servi sur les titres suisses - les rendements y sont toujours les plus bas d'Europe - que par le sentiment que la valeur extérieure de la devise est surévaluée. Un emprunteur européen peut donc espérer avoir à terme, dans quelques années, remboursé moins que le montant levé, s'il l'exprime dans sa propre monnaie. Et d'ici là, il n'aura eu qu'à servir une rémunération plus faible. Les coupons d'intérêt sont nettement inférieurs à 7 % en Suisse pour les meilleures des signatures.

Présenter les choses d'une façon aussi schématisée revient à s'interroger sur l'attitude des investisseurs qui pourraient avoir toutes les raisons d'éviter d'acquiescer des titres suisses. De fait, actuellement, l'hésitation est grande. Les prêteurs demeurent sur la réserve, se cantonnant souvent dans des placements de courte durée, alarmés par la montée de l'indice du coût de la vie qui réduit à rien ou

presque le rapport des obligations à long terme. Mais, d'autre part, et c'est ce qui permet à la foule des candidats à l'emprunt en francs suisses de tabler sur une réussite de leurs transactions, les éléments qui justifient une baisse du niveau des rendements sont nombreux. Si un tel mouvement se déclençait bientôt, on assisterait rapidement à un afflux de fonds vers des titres de longue durée qui traduirait le son des baillères de fonds de profiter de rendements qui, alors, paraîtraient élevés. L'ajustement, le ralentissement de l'activité économique devrait prochainement conduire à une telle évolution. En outre, comme la monnaie n'est liée que de manière très lâche au deutschemark, les taux d'intérêt ne sont pas moins tendanciellement à rejoindre les niveaux allemands. L'autonomie que la Suisse a su maintenir en matière de change est ainsi considérée par certains spécialistes comme une sorte de garantie que les rendements à long terme resteront probablement les plus bas de notre continent durant encore quelques années.

La CECA fait sa réapparition

Dans cette conjoncture, on accorde une certaine importance à un emprunt d'une taille moyenne, 75 millions de francs suisses, lancé ces derniers jours par un des meilleurs débiteurs du monde, la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA). Cette organisation ne lève pas de fonds pour son propre compte mais pour celui d'autrui. Dans le cas présent, elle le fait pour une entreprise espagnole. On ne l'avait plus vue sur ce marché depuis des années. Sa réapparition est généralement interprétée comme une manifestation de plus de l'intérêt général en Europe pour des financements en francs suisses. Et on s'attend pour ces prochaines semaines à de nouvelles opérations de ce genre. L'affaire est proposée aux investisseurs sous la forme d'obligations à taux fixe de 6,875 % l'an pour une

durée de cinq ans, le prix d'émission étant de 101,875 %. Paribas, qui a organisé cette émission, procure en fait aux débiteurs les fonds de façon différente, en francs suisses, à taux fixe mais pour une durée plus longue.

Les emprunteurs français sont également très présents sur le marché suisse, mais ils ne sont pas toujours de ceux qui conservent leur dette en francs. Le Crédit local de France vient de se distinguer en lançant la première opération à taux variable qu'il a connue le compartiment suisse depuis un an et demi. La rémunération des investisseurs, servie tous les six mois, sera inférieure de 0,625 % au Libor, le taux interbancaire offert sur le marché international, mais ce n'est pas elle qui pourra tomber à moins de 5 %. La durée de l'emprunt qui dirige la Société de banque suisse est de cinq ans et son montant de 100 millions de francs. Ce qui fait l'attrait de cette émission, c'est qu'elle permet aux particuliers de bénéficier d'un rendement plus élevé que ceux normalement disponibles sur des dépôts à brève échéance, tout en combinant l'avantage de titres d'une très grande qualité et la simplicité d'un placement dont les revenus ne sont soumis à aucun impôt anticipé. Le Crédit local, après avoir conclu différents contrats de changes, dispose finalement de fonds en dollars, à taux variable, qui lui reviennent très peu cher, 15 points de base de moins que le taux de référence du Libor.

Parmi les événements qui s'annoncent pour ces prochaines semaines sur le marché international des capitaux, on prévoit le retour de deux pays qui n'avaient plus émis d'obligations depuis fort longtemps. Pékin devrait faire sa réapparition sur le marché du yen par l'intermédiaire d'un organisme d'Etat, la Banque de Chine et il est fort question d'une opération de deutschemark pour le compte de l'Afrique du Sud.

CHRISTIAN VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar au-dessus de 6 F

Le dollar a poursuivi son ascension, franchissant très aisément le seuil des 6 francs qu'il avait enfoncé le mardi 19 décembre 1989, pour ne plus le retrouver jusqu'à maintenant. Ce franchissement s'est effectué malgré une intervention des banques centrales en début de semaine, qui est restée infructueuse. Jeudi, en point, la devise américaine franchissait également la barre des 1,80 DM, pour la première fois depuis le 29 novembre 1989, atteignant 1,8090 DM et 6,14 francs pour retomber, en fin de semaine, à 1,7850 DM et 6,07 francs. En quatre mois, le dollar a remonté de plus de 20 % (1,4450 DM et 4,92 francs le 12 février dernier), phénomène capital pour les économies occidentales.

Cette semaine, les déclarations officielles américaines, et optimistes, se sont multipliées. Deux gouverneurs du Conseil de la Réserve fédérale ont estimé, l'un qu'une nouvelle baisse des taux n'était plus nécessaire pour soutenir l'économie, l'autre que la récession avait atteint son point le plus bas.

Le franc affaibli

Du coup, les analystes voient le dollar dépasser rapidement 1,82 DM, et certains l'imaginent déjà à 2 DM, soit 6,75 francs, à condition, bien entendu, que la Banque fédérale d'Allemagne ne réagisse pas en relevant ses taux, ce qui ne serait pas impossible, même si le taux de croissance allemand flé-

chissait, ce qui est certain pour la fin de l'année.

La tenue du franc ne s'est pas améliorée cette semaine, bien au contraire, le cours du mark à Paris passant, vendredi à l'heure de 3,3850 francs à près de 3,40 francs, niveau qui rend toujours un peu nerveuse la Banque de France, car il n'est élargi que de 3 centimes du cours plafond de 3,43 francs. A l'origine de cet affaiblissement, on trouve des facteurs techniques et psychologiques qui provoquent, ensemble, des sorties de capitaux. La trop grande vigueur de la peseta oblige l'Institut d'émission à vendre des devises pour empêcher le franc de crever son plancher vis-à-vis de la devise espagnole et, surtout, les capitaux internationaux quittent la France sous forme de reventes massives de titres d'Etat pour les étrangers (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire).

Certes, ces étrangers ont cru bon de prendre, légitimement, leurs bénéfices, mais leur décision a pris comme prétexte la dégradation du climat politique et social en France. Manifestement, le courant ne passe pas très bien entre les milieux financiers internationaux et M. Cresson dont les initiatives supposées les préoccupent un peu et dont le flirt poussé avec le Parti communiste les inquiète tout à fait. Ces jours-ci, les étrangers avaient peur de la motion de censure déposée par l'opposition, et il fallait leur expliquer que, précisément, les députés communistes ne la voteraient pas, ce qui la vouait à l'échec par avance. Ajoutons-y

les rumeurs les plus diverses, comme l'instauration d'une retenue à la source sur les obligations, vigoureusement démentie rue de Bercy, au ministère des finances et, à la veille du week-end, la démission de M. Pierre Bérégovoy aussitôt démentie. Selon les points de marché, elle aurait été le résultat d'un affrontement entre le ministre et M. Cresson sur une affaire d'assainissement des nappes phréatiques dont le coût, sous-évalué, serait passé de 25 milliards de francs à 80 milliards de francs, à la faveur de M. Bérégovoy. Vraie ou totalement fautive, cette rumeur a pu trouver du crédit dans les milieux financiers et, comme le disait un opérateur, « ce n'est pas bon signe ».

Pour ne rien arranger, en fin de semaine, la peseta a fortement haussé sur des rumeurs de dévaluation et de retour à une marge de fluctuation normale (2,25 % au lieu de 6 %) et les étrangers ont vendu des pesetas pour acheter des marks, ce qui a affaibli le franc par rapport à cette monnaie. Et tout ceci se passe au moment où l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne tombe à 0,2 % et que les données « fondamentales » sur notre pays (prix intérieurs, maîtrise du déficit budgétaire) sont les meilleures d'Europe.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 JUIN 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Dollars	\$ E.L.	Franc suisse	Franc suisse	Danmark	Franc belge	Florio	Lira italienne
New-York	1,6396	-	16,4419	65,1890	55,8669	2,7137	46,5785	8,7498
	1,6740	-	16,7148	65,0501	56,5991	2,7582	50,7638	8,7630
Paris	0,9863	6,0820	-	396,47	339,77	16,9477	301,53	4,5558
	1,0715	5,9838	-	395,178	338,682	16,4548	300,72	4,5854
Zurich	2,5122	1,5140	25,219	-	85,0683	4,1628	76,9935	1,1149
	2,5344	1,5140	25,3050	-	85,7061	4,1639	76,9955	1,1552
Frankfurt	2,9338	1,9600	29,0311	116,68	-	4,8575	84,7895	1,3479
	2,9571	1,7685	29,1363	116,677	-	4,8581	84,791	1,3479
Bruxelles	61,8021	36,485	61,8932	24,0724	34,5865	-	18,2669	2,7662
	64,8800	36,36	64,772	24,0158	35,0030	-	18,2759	2,7745
Amsterdam	3,3905	2,0179	33,1634	1,3146	112,8247	5,4795	-	1,5108
	3,5304	1,9985	33,2535	1,3140	112,623	5,4716	-	1,5101
Milano	218,665	1,355	219,57	870,273	745,810	36,2279	661,674	-
	2193,777	130,45	219,837	865,58	744,862	36,0623	658,7082	-
Tokyo	230,197	140,105	23,0927	91,5580	78,4636	3,8113	69,8331	0,1052
	234,5274	140,105	23,4163	92,5543	79,3093	3,8531	70,4197	0,1069

Le congrès de la FNPC à Montpellier

Les promoteurs constructeurs suggèrent de remplacer les logements des années 60

Les 750 participants au congrès de la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC), réunis les 13 et 14 juin à Montpellier, se sont émus des perspectives de baisse du marché de la construction. Sans céder au catastrophisme, ils ont émis plusieurs propositions qu'ont entendues vendredi, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement du logement, du transport et de l'espace, et M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement.

MONTPELLIER

de notre correspondant

La FNPC a écrit à Montpellier le scénario d'une dramatique. S'ap-

pruyant sur des prévisions de l'INSEE, qui pronostiquent une baisse prochaine des mises en chantier, elle redoute une crise du logement, qui pourrait, selon elle, se produire en 1992. Avec 250 000 logements seulement construits l'année prochaine, on atteindrait un record historique de chute. La pénurie impliquerait, alors, des risques de tension sur les prix.

Pour la FNPC, les causes de la tendance maussade actuelle sont multiples : effondrement des PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété), dérive des PLA (prêts locatifs aidés), une dégradation des conditions de location et un ralentissement général de l'activité économique, la reprise d'après la guerre du Golfe, attendant toujours une confirmation. Seules semblent à l'abri de la crise les régions Alsace, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, où la tendance est plutôt à la poursuite de la construction de logements.

A cela s'ajoutent plusieurs mesures gouvernementales jugées dangereuses. M. André Antolini, président de la FNPC, critique avec vigueur plusieurs dispositions de la loi d'orientation pour la ville (LOV), dont notamment la « participation à la diversité de l'habitat » (PDIH) : « Il s'agit en fait d'un impôt sur le logement neuf. Pourquoi pénaliser ceux qui vont choisir du neuf ? C'est comme si l'on faisait payer aux jeunes agriculteurs le coût de l'impôt successoral. C'est risquer de tuer le malade ».

Une épargne plus équilibrée

Il dénonce avec la même vigueur la diminution du taux de cotisation du 1% patronal prévue dans le projet de loi et devant permettre au gouvernement de récupérer 16 milliards de francs. « Comment peut-on prétendre faire du logement social en amputant d'un tiers ses ressources ? »

On est en train d'égorger une partie de la construction des logements sociaux ».

La FNPC propose alors ses remèdes. Les 12 millions de logements, HLM ou non, construits dans les années 60, et dont tout le monde s'accorde à dire qu'ils sont désormais inadéquats, en sont un. Elle invite donc le gouvernement à « avoir le courage de dire qu'il faut détruire et remplacer ce parc ». Enfin, pour capter, à l'avenir, la clientèle des classes moyennes, dont les besoins, dit-elle, ne sont pas satisfaits depuis dix ans, et alors que le parc locatif privé perd chaque année 85 000 logements, la FNPC préconise pour une épargne développée et plus équilibrée. Elle souhaite aussi la mise en place d'un système fiscal plus attractif, permettant, par exemple, de déduire de l'impôt les déficits fonciers des propriétaires qui louent leurs logements.

M. Paul Quilès, après un hommage au dynamisme des promoteurs (qui réalisent le tiers des logements neufs), les deux tiers du marché des bureaux, a mis un chiffre d'affaire de 180 milliards de francs, a mis l'accent sur la nécessité d'un logement en expansion susceptible de répondre à la diversité dans ce secteur. Les préoccupations « immédiates » du ministre sont les problèmes d'emploi dans le bâtiment, l'accession sociale à la propriété et l'investissement dans le logement locatif intermédiaire. Pour « stimuler l'investissement immobilier », il dit, il faut veiller à un traitement fiscal équilibré, « rechercher l'harmonisation des politiques » des deux pays européens et enfin « stabiliser le secteur (...) particulièrement en matière de rapports locatifs ». « Le tout locatif social n'est pas souhaitable si l'on veut favoriser la diversité de l'habitat dans la ville », a conclu M. Quilès.

JACQUES MONIN

Compromis américano-soviétique à Vienne

Le traité de désarmement conventionnel pourra être ratifié

VIENNE

de notre correspondant

Les vingt et un pays signataires, avec l'URSS et l'Allemagne de l'Est, ont accepté vendredi 14 juin à Vienne une déclaration juridiquement contraignante de la part de Moscou, qui met un terme à un conflit de plusieurs mois sur l'interprétation du traité. La voie est donc libre pour la ratification et la reprise d'une nouvelle phase de négociations.

Selon un compromis négocié entre Washington et Moscou - au grand dépit des Européens - l'URSS s'engage à geler l'armement des unités de marine conventionnelles (trois divisions de défense côtière nouvellement créées et quatre divisions d'infanterie de marine traditionnelles avec au total 3 738 chars, véhicules blindés et pièces d'artillerie) et à le compter dans les plafonds fixés par le traité. L'URSS a renoncé à imposer son point de vue, selon lequel les forces navales étaient plus concernées par le traité, ces équipements échappant aux inspections prévues par celui-ci.

Sur les 3 738 équipements à réduire par l'URSS, 753 pourront être réaffectés à des fins civiles. La moitié du reste devra être détruite dans la zone d'application et l'autre moitié en dehors de cette zone. C'est une concession faite par l'Ouest : la destruction de quelque 1 500 chars, véhicules blindés et pièces d'artillerie en dehors de cette zone échappera à la vérification.

En ce qui concerne la question épineuse de l'armement conventionnel pour la protection des sites de fusées stratégiques (servants), le compromis prévoit que

seuls des véhicules de transport de troupes, au nombre de 1 701, affectés à ces fins sont qualifiés d'équipements paramilitaires, catégorie qui n'entre pas dans le traité. Ces véhicules ne sont donc pas comptés dans les plafonds fixés.

L'Union soviétique s'est en même temps engagée vendredi à ne pas créer une « réserve stratégique » derrière l'Oural et à

détruire, recycler, mettre en dépôt ou à utiliser pour des réparations les quelque 57 000 chars, véhicules blindés et pièces d'artillerie transférés au-delà de l'Oural avant la signature du traité. Ce transfert a été considéré par les signataires du traité comme une violation non de la lettre, mais de l'esprit du traité.

WALTRAUD BARYLI

NICARAGUA

Le gouvernement dément la prise d'un village par d'anciens rebelles de la Contra

SAN-JOSÉ (Costa Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Le gouvernement nicaraguayen a démenti, jeudi 13 juin, les informations diffusées la veille par l'armée, qui avait annoncé la prise du village de San-José-de-Bocay (250 kilomètres au nord de la capitale) par des rebelles de l'ancienne Contra. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Horta, il s'agit seulement de « désordres » provoqués par un petit groupe qui a incité la population à piller des entrepôts de produits alimentaires.

Les journaux de l'opposition sandiniste, qui insistent depuis des semaines sur la « menace » que représenteraient les anciens rebelles dans le nord du pays, croyaient pouvoir annoncer jeudi que leurs prédictions se confirmaient. « Les insurgés lancent une dangereuse offensive », titrait le *Nuevo Diario*, qui dénonçait la « chasse aux sandinistes » et affirmait que les rebelles avaient attaqué la banque et brûlé plusieurs maisons.

En fait, selon un responsable de la commission de vérification de l'Organisation des Etats américains (OEA), chargée de garantir le respect des droits de quelque vingt-deux mille démobilisés de la Contra, « il ne s'agit absolument pas d'une opération militaire menée par les groupes de rebelles ».

qui ont récemment repris les armes pour obliger le gouvernement de Violeta Chamorro à respecter ses engagements à leur égard », en particulier le désarmement des sandinistes et la distribution de terres. « Il n'y a eu aucun coup de feu, ajoute-t-il, ni vol de banque ni maisons brûlées. De plus, selon nos informations, il y avait de tout, y compris des anciens soldats de l'armée sandiniste, parmi les quelque cent vingt personnes qui ont participé au pillage de notre entrepôt. » (L'OEA assure la distribution de certains produits de base auprès des anciens rebelles.)

Ces événements surviennent au moment où le ton monte entre les sandinistes et certains secteurs de la majorité gouvernementale, en particulier le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, que l'opposition accuse de « complicité » avec le millier d'anciens rebelles qui auraient repris les armes et exigé la destination du chef de l'armée, le général Humberto Ortega, maintenant à son poste par la présidente Chamorro au nom de la « réconciliation nationale ». Au cours des derniers jours, M. Godoy a reçu l'appui du président de l'Assemblée nationale, M. Alfredo Cesar, et de certains hauts dirigeants de l'ancien régime, qui accusent les sandinistes de chercher à déstabiliser le pays « par leur attitude « irresponsable ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Mort de la comédienne Peggy Ashcroft

L'actrice britannique Peggy Ashcroft est morte vendredi 14 juin, à Londres, des suites d'une attaque cérébrale, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Elle avait consacré au théâtre l'essentiel d'une carrière qui avait duré plus de soixante ans.

Apportant son enthousiasme et son énergie non seulement à son métier mais aussi au service des causes qui la passionnaient, elle était allée en 1949, à quatre-vingt-un ans, se planter devant des engins de chantier pour leur bloquer la route, afin d'empêcher la destruction de l'ancien théâtre Rose Playhouse à Londres, où Shakespeare lui-même avait joué.

Malgré sa nette préférence pour les pièces et le contact direct avec le public plutôt que pour la « technique froide » de la pellicule, elle a tourné dans une trentaine de films, obtenus en 1985, à l'âge de soixante-dix-sept ans, un Oscar pour son rôle de Moore dans la *Route des Indes*, de David Lean.

En avril dernier, elle acceptait, lors de sa dernière apparition en public, le prix Olivier, récompensant l'œuvre de toute une vie. Ses trois autres acteurs avaient en cet honneur avant elle : Sir Laurence Olivier, Sir Alec Guinness et Sir John Gielgud.

Née le 27 décembre 1907 à Londres, d'un père agent immobilier et d'une mère actrice amateur, Peggy Ashcroft étudia à l'Ecole centrale d'art dramatique, avant de faire ses débuts au théâtre en 1926 avec une compagnie de Birmingham, puis à Londres l'année suivante. En 1930, elle tenait son premier grand rôle shakespearien, Desdémone, dans *Othello*. C'était le début d'une carrière classique qui la verra interpréter pratiquement toutes les grandes héroïnes de Shakespeare. Membre permanent du Royal Shakespeare Theatre à partir de 1961, elle en devint directrice en 1968.

Tout en continuant à jouer les classiques, elle tint de nombreux rôles dans des pièces contemporaines, toutes les récompenses existantes. Au cinéma, elle tourna notamment dans les 39 *Marches* d'Alfred Hitchcock. - (AFP)

M. Charles Millon invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, président de la région Rhône-Alpes, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 18 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député UDF de l'Ain, maire de Balley, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Saux du Monde et de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Parnaudin de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Mazerolle.

Communiste refondateur

M. Braouezec succède à M. Berthelot à la mairie de Saint-Denis

Les quatre élus de droite (UDF-RPR-CNI) n'ont pas pris part au vote.

Cette élection est la conclusion d'un conflit entre les contestataires communistes de Seine-Saint-Denis, d'une part, la fédération départementale du PCF et la place du Colonel-Fabien, de l'autre. En annonçant, fin mars, son intention de se démettre de ses fonctions de maire, M. Berthelot avait clairement indiqué qu'il souhaitait voir pour successeur M. Braouezec.

L'appareil du parti lui préférait alors M. Maurice Saucy, premier adjoint. Devant la détermination de M. Berthelot et de ses partisans, la direction communiste s'était finalement ralliée à la candidature de M. Braouezec.

M. Berthelot, qui est député, reste conseiller municipal. M. Saucy conserve son poste de premier adjoint. M. Pierre Quay-Thévenon, secrétaire de la section PCF de Saint-Denis, a été élu adjoint au maire.

Le 11 décembre 1950, M. Braouezec est sorti de l'Ecole normale des instituteurs en 1951. Il a adhéré au PCF en mai 1971. Après avoir occupé diverses fonctions dans l'appareil du parti à Saint-Denis, M. Braouezec a été élu au conseil municipal en 1983. Il a occupé la fonction d'adjoint au maire, chargé du logement à partir de 1987, puis de la culture à partir de 1989.]

■ Nouvelle-Calédonie : décès d'Henri Wettre. - Henri Wettre, deuxième vice-président (RPRC) du Congrès de Nouvelle-Calédonie, signataire en 1988 des accords Matignon-Oudot sur l'avenir du territoire, est décédé à la suite d'une crise cardiaque, mercredi 12 juin, à Pohnia. Agé de quatre-vingt-cinq ans, il était le frère de M. Marie-Claude Tjibaou, l'épouse du président du FLNKS assassiné le 4 mai 1989 à Ouvéa. Ancien contrôleur aérien, M. Wettre, qui siégeait à l'Assemblée de la province nord, avait été, de 1982 à 1984, le seul conseiller du gouvernement RPRC, chargé de la santé, dans le gouvernement territorial dirigé par Jean-Marie Tjibaou. En avril 1988, il avait été élu président du conseil de la région nord, institué par l'éphémère statut territorial placé sous le gouvernement de M. Jacques Chirac.

■ Seine-Saint-Denis : M. Bernard Birsinger, nouveau premier secrétaire fédéral du PCF, - M. Bernard Birsinger, membre du comité central depuis le dernier congrès du PCF, a été élu premier secrétaire de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, mardi 11 juin, à l'unanimité, par le comité fédéral. Ancien secrétaire départemental du Mouvement de la jeunesse communiste et secrétaire de la section de Bobigny, il remplace M. Jean-Louis Mons, devenu secrétaire du comité régional Ile-de-France du PCF.

Peugeot va présenter un plan social pour supprimer 940 emplois à Sochaux

Un plan social, portant sur 940 suppressions d'emplois d'ouvriers, de techniciens et d'agents de maîtrise de l'usine Peugeot de Sochaux (23 700 salariés), sera présenté, le 20 juin, au comité central d'entreprise de la firme.

Quatre cent trente départs en préretraite à cinquante-sept ans sont prévus, ainsi que 510 incitations au départ volontaire, comprenant une prime de 25 000 F et des allocations-rentes pour les immigrés. Ces dernières dispositions ne concerneront que le personnel des services non directement liés à la production (directions administratives, de l'approvisionnement, des méthodes, services techniques centraux) qui emploient 7 300 personnes.

EN BREF

■ Occupation des voies ferrées à Marseille-Saint-Charles. - Depuis le 11 juin, des agents de manœuvre de la SNCF occupent les voies ferrées à la gare de Marseille-Saint-Charles afin d'obtenir une prime quotidienne de 25 francs. La direction refuse de satisfaire cette revendication qui représenterait une augmentation de 10 %. Elle propose une accélération des promotions, une majoration de la prime estivale de 100 francs et une prime mensuelle de manœuvre de 80 francs par mois. L'occupation des voies perturbe le trafic qui est stoppé à la gare de la Blagnarde, les voyageurs étant acheminés au terminus par cars.

■ Air France : deux autres syndicats signent l'accord salarial 1991. - La CFTC et le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC-autonome) d'Air France ont signé l'accord salarial élaboré lundi 10 juin dans la compagnie afin de desserrer le plan de rigueur mis en place pendant la guerre du Golfe. Cet accord a déjà été approuvé par FO, la CFE-CGC et le SNPNP-autonome (navigants commerciaux), si bien que les syndicats signataires représentaient au total 33,2 % des voix aux dernières élections. En revanche, il a été repoussé par le CGT. La CFDT ainsi que par les syndicats de navigants techniques de la compagnie.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a deux cents ans : la fuite à Varennes..... 2

ÉTRANGER

Les relations franco-libanaises

M. René Ale quitte l'ambassade de France en y laissant le général Aoun..... 6

L'agitation à Madagascar

L'opposition réclame l'abolition de la Constitution socialiste..... 6

POLITIQUE

La réglementation des écoutes téléphoniques

Les députés approuvent le cadre d'une commission nationale de contrôle..... 7

L'UDF réforme ses structures

Le mouvement entend devenir la « force majeure » de l'opposition..... 8

Livres politiques

« Egéries en leurs salons », par André Laurens..... 8

SOCIÉTÉ

Intégration

La première visite en banque de M. Kofi Yamgnane..... 10

Environnement

M. Cresson annonce « une politique ambitieuse »..... 10

HEURES LOCALES

■ Comment éviter d'autres Angoulême ? - Gaston Vians, le reconstruc-tor d'Orly - Outreau, le cœur à l'ouvrage..... 11 à 14

COMMUNICATION

La grève dans l'audiovisuel public

Le mouvement a été inégalement suivi..... 16

ÉCONOMIE

Embargo irakien

Une loi pour protéger les entreprises françaises..... 20

Agriculture

M. Mermaz prêt à une rencontre rapide avec le CNJA..... 21

Revue des valeurs

Charges, Crédits Grands marchés..... 23

Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 19

Loto..... 18

Météorologie..... 18

Mots croisés..... 18

Philatélie..... 18

Tao-o-tao..... 19

Télévision..... 18

Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 juin 1991 a été tiré à 497 114 exemplaires.

RADIO

LA TELEVISION BRITANNIQUE

II. - L dans la

L'ART DE LA GUERRE

Le premier tome de l'ouvrage de Sun Tzu, « L'Art de la Guerre », est paru chez Pléiade. L'ouvrage, qui fait partie de la collection « Pléiade », est une traduction de l'original chinois, « Le Tao de la Guerre », par le général de division Jean-François Bédaride. L'ouvrage est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise, datant du IV^e siècle avant J.-C. Il a été révisé et complété par le général de division Jean-François Bédaride, qui a également écrit une introduction et des notes. L'ouvrage est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise, datant du IV^e siècle avant J.-C. Il a été révisé et complété par le général de division Jean-François Bédaride, qui a également écrit une introduction et des notes.

Le deuxième tome de l'ouvrage de Sun Tzu, « L'Art de la Guerre », est paru chez Pléiade. L'ouvrage, qui fait partie de la collection « Pléiade », est une traduction de l'original chinois, « Le Tao de la Guerre », par le général de division Jean-François Bédaride. L'ouvrage est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise, datant du IV^e siècle avant J.-C. Il a été révisé et complété par le général de division Jean-François Bédaride, qui a également écrit une introduction et des notes.

Le troisième tome de l'ouvrage de Sun Tzu, « L'Art de la Guerre », est paru chez Pléiade. L'ouvrage, qui fait partie de la collection « Pléiade », est une traduction de l'original chinois, « Le Tao de la Guerre », par le général de division Jean-François Bédaride. L'ouvrage est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise, datant du IV^e siècle avant J.-C. Il a été révisé et complété par le général de division Jean-François Bédaride, qui a également écrit une introduction et des notes.

كتاب المنهج